

cahiers

LEON TROTSKY



**BARTA ET L'UNION COMMUNISTE
PENDANT LA GUERRE**

49

janvier 1993

Revue trimestrielle □ Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 130 F

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 250 F

• France : 8 Nos (2ans) 500 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 300 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 600 FF

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 350 F

• France : 8 Nos (2 ans) 700 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 400 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 800 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de 50 frs pour les abonnés (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international, sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de LUC AUJAME

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers LEON TROTSKY

N° 49

Janvier 1993

BARTA ET L'UNION COMMUNISTE PENDANT LA GUERRE

Présentation 3

ARTICLES

Introduction..... 5

Richard Moyon – Barta..... 8

ILT – La Vérité en Marche, Andreu Nin, Léon Sedov..... 119

DOCUMENTS

Articles de la guerre..... 43

Articles de *La Lutte de classes* et *Les Cahiers du militant*..... 63

LES DÉPARTS

Sebastián García Milláne (1919-1992).....	121
George Novack (1910-1992).....	122
Wolfgang Salus (1909 -1953).....	123
Dimitar Gatchev (1897-1991).....	124
Edmund Samarakoddy (1914-1992).....	125
Robert Caby (1905-1992).....	125
Marcel Pannetier (1914-1993).....	127

Photo de couverture : Barta au lendemain de la guerre.

Institut Léon Trotsky

Ce numéro consacré à l'Union Communiste et à l'action de son fondateur, Barta, a été préparé par Louise Barta et par Richard Moyon.

Conçu à l'origine dans la série des " Trotskystes devant la Seconde Guerre Mondiale ", il a évolué par sa propre logique pour devenir un choix de textes politiques de Barta, fondateur et dirigeant de l'Union communiste, entre 1939 et 1960.

Les textes présentés dans ce numéro constituent une petite partie des écrits politiques de Barta, le fondateur et dirigeant de l'Union Communiste (1939-1950).

La première partie retrace les étapes principales de son parcours qui, de 1939 à 1950, se confond avec l'histoire de l'UC.

Les textes présentés dans la deuxième partie datent tous de la période de la guerre.

Le premier, " La Lutte contre la Deuxième Guerre Impérialiste Mondiale ", est l'un des plus importants que Barta ait écrit. Rédigé en novembre 1940, il est un manifeste internationaliste et une polémique. Faute de place, nous ne le publions ici pas tout à fait intégralement. Le texte complet a, à plusieurs reprises, été réédité par *Lutte Ouvrière* auprès de qui il est possible de se le procurer.

Les trois textes suivants sont des critiques directes de la politique des groupes trotskystes pendant la guerre. Les deux premiers formaient la matière des *Cahiers du Militant* publiés par l'UC en décembre 1942 et février 1944. Le troisième, daté du 20 juillet 1945 est, comme l'indique son titre, une " Lettre ouverte aux militants et sympathisants du PCI pour combattre la contrebande pivertiste au sein du mouvement de la Quatrième Internationale ". Ces trois documents offrent l'intérêt de montrer à la fois la continuité et l'évolution de ses positions.

Les textes se terminent par un choix d'articles de *La Lutte de Classes* d'octobre 1942 à juillet 1945 et de tracts de cette période.

Introduction

Il n'a pas été facile de choisir parmi les quelque 150 articles parus en une cinquantaine de numéros de *La Lutte de Classes* (d'octobre 1942 à juillet 1945) On pourra sans doute nous reprocher telle ou telle lacune. L'ensemble nous paraît cependant donner une image aussi fidèle que possible des idées, des préoccupations et des prises de positions de Barta pendant la guerre.

Bien entendu, de 1942 à 1945, aucun des textes de Barta ne parut signé, ni de son nom, ni d'aucun autre. Il ne fait pourtant aucun doute, (les témoignages concordent), qu'il est l'auteur de tous ceux publiés ici, à une exception près : l'article du 4 août 1944, (*La Lutte de Classes* n°34), commémorant l'assassinat de Jean Jaurès à la veille de la première guerre mondiale fut rédigé par Mathieu Bucholz, quelques semaines avant son propre assassinat par des membres du Parti communiste français, en septembre 1944.

Alors que sa personnalité et son nom même sont aujourd'hui pratiquement occultés, plusieurs des écrits de Barta continuent paradoxalement d'être édités et lus et l'une au moins des actions qu'il dirigea, la grève des usines Renault d'avril-mai 1947, a sa place dans l'histoire pour avoir été l'occasion de la révocation des ministres communistes, mesure qui, en France, symbolise le passage de l'après-guerre à la guerre froide.

Pourtant, même si la grève Renault en est l'évènement le plus important et le plus connu, l'histoire de l'UC ne se résume pas à cet épisode. En effet, de 1939 à 1950, les militants groupés autour de Barta défendirent les idées révolutionnaires dans une période difficile, troublée et complexe.

S'agissant d'un personnage aussi méconnu que Barta, le rappel sommaire de sa biographie politique a paru indispensable, quitte à déborder largement du cadre chronologique des textes présentés ici. Malgré leur cinquante années d'âge, les arguments de Barta ont gardé leur pertinence. Mais son vocabulaire politique porte la marque d'une époque. Pourtant, que personne aujourd'hui n'écrive plus comme Barta a, en réalité un sens politique bien plus que linguistique. Cela souligne le fossé qui sépare la période ouverte par la Révolution russe et close par la fin de la guerre de Corée, de celles qui suivirent. Ces trois ou quatre décennies furent, en

effet, plus que tout autre le temps des convulsions, des guerres et des révolutions. Aux ravages de cinquante ans de stalinisme - dénaturant la terminologie marxiste en langue de bois - ne s'étaient pas encore ajoutés les effets du sursis dont bénéficie aujourd'hui le capitalisme.

En tout état de cause, Barta a joué un rôle important à l'échelle du mouvement révolutionnaire. Il est anormal qu'il soit occulté même dans l'historiographie trotskyste. Le mouvement ouvrier a trop souffert des ratures et des réécritures intéressées de l'histoire pour que ceux qui souhaitent maintenir sa tradition révolutionnaire ne rétablissent pas la vérité.

TEXTES DE BARTA DISPONIBLES

La Lutte contre la deuxième Guerre impérialiste mondiale, (novembre 1940) supplément à *Lutte Ouvrière* n°1010.

Socialisme ou Barbarie, (20 février 1944), supplément à *Lutte Ouvrière* n°968

Lutte Ouvrière, B.P. 233, 75865 Paris, Cedex 18, CCP 6 851 10 R Paris

Barta-Natalia Sedova, Correspondance (1946-1949) Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso, serie: Dagli archivi del Bolscevismo, n°8,20 FF plus 5F de port.

Barta, Rapport sur l'Organisation (juillet 1943) Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso, serie : Dagli archivi del Bolscevismo, n°12,20 FF plus 5F de port.

Ces deux derniers documents peuvent être commandés auprès du GET, BP. n°192260 Fontenay-aux-Roses, CCP PA 12 092 50 H Paris.

LA LUTTE DE CLASSES, numéros 1 à 49,
parus d'octobre 1942 à juillet 1945
rééditée par La Brèche (280 pages, format A4).
Il est possible de se procurer ce volume à la librairie La Brèche ou auprès du GET
(120 Francs).

Richard Moyon

BARTA

Né à Buhusi en Roumanie dans une famille de petits commerçants juifs, David Korner [19 octobre 1914 - 6 septembre 1976], le futur Barta (Albert ou A. Mathieu), suit le parcours de ceux des intellectuels de cette génération qui, à peine sortis de l'adolescence, se consacrent à la lutte révolutionnaire.

" Création du Traité de Versailles, dominée par le capital français, la Roumanie semi-féodale, semi-coloniale de l'entre deux guerres vivait la répression policière, l'antisémitisme, la misère et l'analphabétisme, la chasse aux communistes. Le " cordon sanitaire " l'isolait à l'est de l'URSS, mais les idées d'Octobre exerçaient une forte attraction sur l'élite intellectuelle et sur une petite minorité du prolétariat " ³.

En 1931-1932, vers la fin de ses études secondaires, le jeune David Korner commence à militer avec le Parti communiste roumain, à Bucarest.

Même s'il ne vit en Roumanie que jusqu'en 1936 - il a alors 22 ans -, ses origines et les conditions dans lesquelles il a commencé à militer ont eu, de son propre aveu, une influence sur sa formation et sur ses conceptions ultérieures :

3. Louise, *Notes sur l'histoire de l'UC II*, p.1. Il s'agit de deux séries de notes sur l'histoire de l'UC et la vie de Barta.

Nombre de documents cités, (les Notes de Louise, les Entretiens et la correspondance de Barta avec J.P. B., la Contribution à l'histoire de l'UC de Jacques Ramboz, les Compte-rendus de réunions de l'UC, entre autres), appartiennent aux archives de militants de l'époque et n'ont encore jamais été publiés.

" Je suis le produit de deux pays. J'ai eu cet avantage énorme d'être né dans un pays où des révolutionnaires peuvent exister psychologiquement. Une société qui était précapitaliste à l'époque. Il y avait des rapports humains qui seuls peuvent donner à quelqu'un la détermination, une haine véritable des possédants " ⁴.

En outre, l'intransigeante fidélité à l'internationalisme qui marque son action s'enracine peut-être dans le souvenir des ravages que le racisme, le nationalisme et les micro-nationalismes occasionnaient dans son pays natal.

Enfin, le fait d'être " le produit de deux pays ", la Roumanie et la France - dont l'un vassalisait l'autre - a peut-être contribué à lui rendre plus naturelle la perception de la dimension internationale des événements.

Barta fait son premier séjour à Paris en novembre 1933, sous le prétexte de s'inscrire à l'université et c'est là, selon toute vraisemblance, qu'il devient trotskyste.

Pendant trois ans, de novembre 1933 à octobre 1936, date de son établissement définitif en France, son temps et son activité se partagent entre Bucarest et Paris. On ne connaît guère de son activité roumaine que ce qu'il en dit dans un rapport intitulé " Comment s'est formé le groupe B.L. de Roumanie " publié à Paris dans le *Bulletin intérieur de la Ligue des Communistes Internationalistes* ⁵ de novembre 1935 et dans deux lettres qu'il adresse à Trotsky en 1936.

" Les conditions dans lesquelles doit militer notre groupe sont très dures : aux persécutions policières il faut ajouter celles des socio-démocrates ⁶ et des stalinistes " ⁷ écrit-il en 1935. Il précise à l'adresse de Trotsky en janvier 1936 : " Si du point de vue conspiratif nous avons une éducation parfaite, (vous l'avez vu d'après nos publications), au point de vue politique, nous avons besoin de votre aide soutenue. Sans elle, notre chemin sera extrêmement difficile, nous sommes tous des jeunes " ⁸

Elargissement de l'audience du groupe, recrutement et éducation de militants, traduction et diffusion de brochures paraissent avoir été l'essentiel de l'activité des B.L. roumains. On ne peut cependant pas ne pas être frappé au travers de ce que mentionne Barta, à la fois de son attention à l'éducation politique et de son

4. *Entretiens II* p. 9. Transcription dactylographique littérale de l'enregistrement de deux entretiens (notés ici Entretiens I et II) de Barta avec J.P. B., un ancien militant de Lutte Ouvrière qui, en 1975-76 avait entrepris un travail universitaire sur l'UC. La forme de la discussion explique le caractère parfois décousu du propos de Barta.

5. Barta, "Comment s'est formé le groupe B.L. de Roumanie", *Bulletin intérieur de la Ligue communiste internationaliste, édité par le Secrétariat international*, N°4, novembre 1935, pp. 3-4.

6. dont Barta affirme que leurs méthodes, en Roumanie, n'avaient rien à envier à celles des stalinien

7. Barta, "Comment s'est formé le groupe B.L. de Roumanie", novembre 1935, *op. cit.* pp. 3-4.

8. Barta, *lettre à Trotsky*, 13 janvier 1936

souci des " liaisons avec des couches ouvrières "9. Affirmées à l'aube de son action politique, ces préoccupations imprègnent toute sa vie politique.

A Paris, Barta mène l'existence des militants révolutionnaires. Il participe aux journées de février 1934, vit la montée ouvrière qui les suit. Ces événements le marquent profondément, ainsi qu'il l'écrit en 1976 (parlant de lui à la troisième personne, en réponse à une question qui appelait cette forme). Si Barta " s'est formé quant aux **méthodes d'organisation**, en Roumanie dans la clandestinité (1932-33), politiquement il a eu la plus grande école possible pendant une **longue période** avant la guerre : la lutte des travailleurs en France, **anti-fasciste donc politique d'abord**, en 1934 et 35, **économique ensuite**, de 1935 à 1939 (naturellement ces deux aspects s'entremêlent !). Il a participé **directement** à la lutte anti-fasciste non seulement au Quartier Latin, mais aussi dans les meetings des quartiers populaires (13°, 14° et 15° arrondissements) où il lui est même arrivé de prendre la parole à côté de militants communistes et socialistes - sans parler de sa participation aux immenses manifestations de masses !"10.

En mai 1936, Barta est en Roumanie. Les nouvelles l'y atteignent. D'abord celles de la grève générale de juin 1936 en France. Puis, surtout, l'écho de la riposte révolutionnaire de la classe ouvrière espagnole à la tentative de coup d'Etat de Franco en juillet 1936. " On sentait l'air vibrer jusqu'à Bucarest " dit Louise. La décision de rejoindre la révolution espagnole est prise.

Au nombre des trotskystes sur le départ figure Louise, 16 ans. Née en 1920, fille d'un militant socialiste juif autrichien, elle a suivi le même parcours que Barta. Proche du PC roumain, elle rompt en août 1936, révoltée par les premiers procès de Moscou. Présentée à un militant trotskyste par une camarade de classe, elle décide aussitôt de les accompagner en Espagne. Sous le nom d'Irène, elle sera de toute l'aventure de l'Union communiste. "Sans elle notre organisation n'aurait pas existé" dit Barta11.

Pourtant, en octobre 1936, date à laquelle les quatre jeunes trotskystes roumains (Barta, Louise, Marcoux et sa compagne) arrivent à Paris, Trotsky fonde des espoirs sur l'évolution de la situation en France où le mouvement trotskyste a une force relative. Les Roumains y demeurent, militant au POI, la tendance restée fidèle à Léon Trotsky après la scission de Raymond Molinier et Pierre Frank qui créent le PCI.

Malgré l'envergure de nombre de ses militants (Pierre Naville, Jean Rous, Marcel Hic, Yvan Craipeau, David Rousset), le POI souffre de ce que Trotsky

9. Barta, *lettre à Trotsky*, 22 mai 1936

10. Barta, *lettre à J.P. B.*, 16 mars 1976, Note 1

11. Barta, *lettre à J.P. B.*, 16 mars 1976

appelle le " mal français ", son incapacité à mener une activité organisée et suivie. Barta et Louise le ressentent.

" Autant le mouvement ouvrier français, de 1934 à 1938 m'a impressionné profondément, - j'ai vu ce que ça pouvait être *une* révolution -, autant les militants qui se réclamaient du trotskysme m'ont paru quelque chose d'absolument bizarre. Cela aboutissait à ceci, que normalement une organisation ça veut dire qu'on est dix, et ça donne cent, mille. Comme résultat ça multiplie les forces. Mais ici, c'était exactement l'inverse "12 déplore Barta.

Outre leur participation aux activités du POI, Barta et Louise passent des heures en bibliothèque. "Il y avait aussi la nourriture quotidienne, riche et irremplaçable, des écrits du Vieux, l'apprentissage théorique et politique, les heures consacrées à l'étude"13, se souvient-elle.

Malgré les conseils et les exhortations répétés de Trotsky l'organisation française ne parvient ni à s'implanter parmi les travailleurs, ni à corriger son mode de fonctionnement, ni à surmonter ses divisions. Elle demeure marginale alors que la guerre approche.

Une dernière occasion de gagner de l'influence paraît s'offrir avec la création du PSOP, après que la SFIO, préparant l'Union sacrée dans ses rangs, ait, en 1938, exclu Marceau Pivert et ses camarades de la Gauche révolutionnaire. Trotsky encourage ses partisans en France à rejoindre le nouveau parti qui compte plusieurs milliers de membres et au sein duquel la tendance de Daniel Guérin défend des positions internationalistes. Ils ne le font qu'avec des mois de retard et en ordre dispersé.

Barta, associé à la direction de la fraction trotskyste du PSOP, collabore à sa revue *La Voie de Lénine*14.

Mais, sans laisser le temps à l'activité des militants trotskystes de produire ses fruits - si tant est que la possibilité en ait existé -, les événements se précipitent.

Le Pacte germano-soviétique est signé le 23 août, la presse communiste interdite le 26. La Pologne est attaquée le 1er septembre et la guerre déclarée le 3 septembre.

Les diverses tendances trotskystes, sans parler du PSOP, ne résistent pas au choc politique et à la répression policière, puis à la mobilisation qui suivent la déclaration de guerre. Les groupes sont dispersés. Le 1er septembre 1939, à la suite

12. Barta *Entretiens II*, op. cit. p.2

13. Louise, *Notes I*, op. cit. p.1

14. Il y signe deux articles, le premier, intitulé Les travailleurs de France et d'Algérie devant l'impérialisme attaque la politique des partis de gauche à l'égard des peuples coloniaux, le second, "Centre marxiste" et IVe Internationale dénonce la velléité du PSOP de créer, avec le POUM, un nouvel avatar d'Internationale.

d'un incident (dont Barta lui-même dit qu'il " n'était pas du tout politique "15) lors d'une réunion de leur Comité central, il coupe les ponts avec les Comités pour la IV^e Internationale (la fraction internationaliste du PSOP), dont les moeurs illustrent à ses yeux le manque de sérieux. La dispersion générale du mouvement trotskyste fait que la question de recontacter tel ou tel débris de l'organisation ne se pose même pas.

Coupés des trotskystes " officiels ", Barta et Louise entreprennent, grâce aux liens que cette dernière a conservé avec des jeunes de la JSOP, la publication d'un petit journal internationaliste intitulé *l'Ouvrier*, organe " de lutte contre le daladiérisme, la guerre et le rôle des social-démocrates dans la destruction des syndicats ", selon les termes d'une lettre de Barta à Natalia Sedova¹⁶ en 1947. Trois numéros paraissent fin 1939 et début 1940. Si la diffusion de cette feuille est faible, elle permet à Barta une expression publique de ses conceptions politiques dont il est intéressant de remarquer la concordance avec celles de Trotsky à la même époque (alors que, depuis le début de la guerre, ses écrits ne sont pas connus en France).

Cette publication est interrompue par l'arrestation de Louise sur qui reposait l'essentiel de la diffusion du journal. Elle est emprisonnée trois mois à la Petite Roquette, en compagnie de Fanny, la future Lucienne de l'Union communiste. Toutes deux sont libérées à la veille de la débâcle.

La déroute de l'armée française de juin 1940 et l'exode ayant jeté sur les routes des millions de gens, Barta et Louise n'ont plus rien à faire dans une ville déserte. Ils traversent tout le pays, puis, l'armistice signé, ils remontent en passant par l'Isère où un cousin de Barta est médecin. Ils y retrouvent un ancien JC écoeuré par le nationalisme du PC, Jacques Ramboz, (le futur responsable légal de toutes les publications de l'UC), qu'ils avaient connu dans les Auberges de jeunesse avant la guerre. Tous trois décident de rentrer à Paris où ils sont de retour en octobre 1940.

Barta découvre les positions des trotskystes " officiels " vis-à-vis de la guerre. Pour les Comités pour la IV^e Internationale, issus du POI, l'occupation militaire du pays place la France dans une situation d'oppression nationale comparable à celle des pays coloniaux et ouvre la possibilité d'alliance entre la classe ouvrière et les fractions de la bourgeoisie " pensant français ". Pour d'autres, proches de l'ancien PCI moliniériste, Hitler sera peut-être l'unificateur de l'Europe¹⁷. Face à ces positions, qui constituent des reniements de

15. *Entretiens II, op. cit.* p.1

16. Barta, lettre à Natalia Sedova du 20 février 1947, *David Kerner [Barta]-Natalia Sedova, Correspondance (1946-1949)*, publiée par les Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso, Serie : Dagli archivi del bolscevismo, n°8, Foligno (Italie), mai 1991, pp.8-9

17. Voir J. Pluet-Despatin, *Les trotskistes et la guerre. 1940-1944*, ed. Anthropos, Paris 1980, pp.50-64

l'internationalisme et la négation des perspectives révolutionnaires, Barta entreprend la rédaction d'une brochure *La Lutte contre la deuxième Guerre impérialiste mondiale*¹⁸ réaffirmant les positions trotskystes face à la guerre.

Même si Barta ne le sait pas encore, ce texte constitue, en même temps que le seul manifeste authentiquement internationaliste de l'époque, le véritable acte de fondation de sa tendance. Ajoutons, mais ce n'est peut-être qu'un sous-produit de sa fidélité aux analyses de Trotsky, qu'il y prédit le retournement de Hitler contre Staline et la défaite de l'Allemagne.

Le groupe comprend alors quatre militants, Barta et Louise ainsi que Jacques Ramboz et Lucienne, que Louise a retrouvée au début de l'Occupation.

Début 1941, Jacques Ramboz gagne l'un de ses anciens condisciples du lycée Michelet, Mathieu Bucholz. Il a 19 ans. La recrue s'avère de premier ordre. Pamp -son pseudonyme- choisit rapidement la vie de militant révolutionnaire professionnel et devient la cheville ouvrière du groupe. Il est le " contact " du Groupe communiste, comme il s'intitulera en 1942, avec la " résistance ", contact vital pour des clandestins.

Pendant toute la guerre, il pourvoit ses camarades des faux papiers indispensables, de cartes d'étudiants pour permettre aux plus jeunes d'échapper au STO, de cartes d'alimentation, de tickets de rationnement. Bref, c'est dans une grande mesure à lui que le groupe doit sa survie physique.

D'autre part, Pamp amène quelques renforts. Celui de son frère cadet Michel, puis celui de Pierre et de Jean Bois, ses anciens camarades d'école, ex-Jeunes Communistes.

Décrivant la politique de recrutement du groupe, Jacques Ramboz écrit :

" L'isolement fait que les premiers contacts établis sont ceux d'anciens amis ou connaissances de jeunesse qui sont soigneusement observés, sondés, et ne sont " acceptés " que lorsque leur sérieux, leur capacité de travail et le choix qu'ils font de consacrer leur vie à la révolution semblent assurés. Alors commence pour eux l'étude du marxisme et des écrits de Trotsky. Cette étude se mène sous le contrôle du noyau primitif, qui contrôle également les fréquentations et " contacts " de la nouvelle recrue, avec laquelle il définit la stratégie à appliquer pour faire pénétrer en milieu communiste le besoin de réflexion et y faire assimiler ce qui alors lui paraît essentiel : la permanence de la lutte des classes, l'internationalisme et la nécessité d'une activité ouvrière autonome "19.

18. Il s'agit de la brochure dont le texte figure en deuxième partie de ce CLT. Les références de pages renvoient, ici, à la réédition de *Lutte Ouvrière*, supplément au n°1010. Le nom de l'auteur, curieusement baptisé M. Barta, se trouve, dans cette édition, en petits caractères, en page 3.

19. Jacques Ramboz, *Contribution à l'histoire de l'Union communiste (trotskyste) (1940-1950)*, sl, 1988 pp.7-8

L'étude a une part prépondérante dans les activités du Groupe communiste. A la Bibliothèque nationale, que la sympathie d'employés du bureau des cartes leur permet de fréquenter, les ouvrages marxistes interdits ailleurs sont encore consultables. Barta et ses jeunes camarades y sont assidus.

La guerre continue. Début 1941, l'Allemagne hitlérienne est au zénith, dominant pratiquement toute l'Europe. Pourtant, son incapacité à débarquer en Grande-Bretagne et son échec à la briser par les bombardements aériens condamnent Hitler à se retourner contre l'URSS, comme l'avait annoncé Barta en novembre 1940 :

" Tout revers, ou même le piétinement sur place, menace de faire exploser leur machine de guerre : ils [Hitler et Mussolini] sont contraints à l'offensive permanente ; ils doivent briser coûte que coûte leur encerclement européen. Cette situation stratégique poussa autrefois Napoléon à sa campagne de Russie ! "20.

Le 22 juin 1941, Hitler attaque son allié de la veille, l'URSS stalinienne. La guerre bascule. Le PCF se débarrasse du langage pseudo-internationaliste qui avait été le sien depuis le pacte germano-soviétique et renoue ouvertement avec le chauvinisme.

Misant tout à la fois sur les insurrections prolétariennes dans les pays impérialistes - qui, dans l'esprit des révolutionnaires de l'époque, ne pouvaient manquer de naître du second conflit mondial comme elles l'avaient fait du premier (1917 en Russie, 1918 en Allemagne mais aussi en Hongrie, en Finlande puis en Italie, en France, etc.) - et sur la reconquête par la classe ouvrière soviétique du pouvoir usurpé par la bureaucratie stalinienne, le Groupe communiste rédige, édite et distribue à 2 000 exemplaires un tract intitulé " *Vive l'armée rouge* " :

" La résistance de l'Armée rouge doit permettre aux forces révolutionnaires du monde entier d'entrer en lutte. La stratégie communiste a pour but de coordonner la lutte de l'Armée rouge avec le développement de la lutte de classes dans les pays capitalistes "21.

Après les catastrophiques reculs des premiers mois, l'Armée rouge parvient, au prix de pertes énormes, à contenir l'avance allemande devant Leningrad et Moscou tandis que l'entrée en guerre des Etats-Unis et du Japon porte le conflit au "stade suprême où tous les peuples du globe sont devenus les victimes directes du carnage impérialiste"22.

20. Barta, *La lutte contre la deuxième guerre impérialiste mondiale*, op. cit. p.11.

21. Tract, *Vive l'Armée rouge des ouvriers et des paysans*, 30 juin 1941 Publié en annexe à *La Lutte de Classes* (1942-1945), La Brèche, Paris, 1992.

22. Compte-rendu de réunion, janvier 1942. Il s'agit le plus souvent de la transcription dactylographique de notes prises par Louise au cours des réunions et destinées à fournir la matière des articles de *La Lutte de Classes*.

Dans ce contexte, le renforcement du groupe donne à Barta et à ses camarades les moyens techniques d'entreprendre la publication de *La Lutte de Classes* à partir d'octobre 1942.

Evoquant cette période dans une lettre à Natalia Sedova, Barta écrit :

" C'est en 1942, après avoir pu éduquer et instruire un certain nombre de jeunes camarades venant du PCF ou sans passé politique, que nous avons sorti notre journal *La Lutte de Classes*. Le choix du titre était déterminé par notre volonté d'opposer une propagande révolutionnaire et internationaliste au courant d'union nationale et gaulliste justifié par la lutte contre l'occupant"23. " Le but de notre activité **pratique** était d'entrer en contact avec des ouvriers et de donner à des éléments prolétariens la possibilité de s'instruire dans l'esprit et selon les méthodes d'une formation révolutionnaire professionnelle "24. Trente-quatre numéros de cette feuille ronéotypée paraissent sous l'Occupation d'octobre 1942 à août 1944.

Là encore, le "talent d'organisateur et l'imagination inventive de Pamp"25 jouent un rôle décisif. Il réussit, malgré les restrictions et les interdictions, à se procurer du papier, les moyens de fabriquer de l'encre et un appareil à polycopier.

Publication d'un internationalisme sans concession, *La Lutte de Classes* dénonce les avatars de l'ordre européen défendus, avec la peau des peuples, par chacun des camps en présence et met systématiquement en avant le thème des Etats-Unis socialistes d'Europe, seul remède aux continuels déchirements du Vieux continent. Abordant la question par tous les angles, - ceux de la stratégie des puissances impliquées dans le conflit mais aussi ceux, (parfois les plus quotidiens), du sort des opprimés - elle s'efforce de renouer le fil de la tradition internationaliste rompu par la social-démocratie et le stalinisme.

Refus d'identifier l'occupation de la France à une oppression coloniale (l'occupation n'est, finalement, qu'un sous-produit du déplacement des fronts dans le cadre du conflit mondial). Refus d'assimiler le "travailleur-soldat" allemand à ses dirigeants (et, en particulier, dénonciation du terrorisme aveugle qui aboutit à solidariser les simples soldats avec leurs officiers et, par là, renforce Hitler), *La Lutte de Classes* s'attache à découvrir dans chaque situation les ressorts cachés, les forces sociales à l'oeuvre et les perspectives du point de vue du prolétariat.

Analysant les effets du STO, Barta explique :

" Prendre le mouvement ouvrier européen comme un tout signifie que ce qui constitue, à un moment donné, un **moins** pour la classe ouvrière d'un pays peut constituer un **plus** pour l'ensemble du mouvement. Ainsi, la déportation en Allemagne a privé la classe ouvrière des pays occupés de ses éléments les plus jeunes et les plus actifs. En revanche, 8 millions de ces éléments transportés en Allemagne sous la pression des

23. Barta, *lettre à Sedova*, 20 février 1947, op. cit. p.9

24. *Idem*

25. Louise, Notes I, op. cit. p.2

nécessités militaires ont créé dans ce pays une situation sans précédent pour la lutte révolutionnaire. En cas de conflit ouvert entre la bourgeoisie et le prolétariat en Allemagne, à la faveur de la crise militaire par exemple, les ouvriers déportés se retrouveront tout naturellement soudés à la lutte menée par les ouvriers allemands contre leur bourgeoisie (...) Ainsi l'union de tous les pays dans une lutte commune peut être facilitée par les mesures mêmes qui doivent l'anéantir"²⁶.

Parallèlement à ses buts de propagande, *La Lutte de Classes* se livre à une activité d'agitation, dénonce la détérioration du sort de la classe ouvrière en France, mène campagne contre le STO et la dictature pétainiste.

Mais, rappelle Jacques Ramboz, "cette agitation, réduite du fait des forces du groupe, contre le STO et la guerre n'est, pendant toute la guerre, qu'un aspect secondaire de l'activité du Groupe communiste, activité qui consiste essentiellement en l'éducation marxiste des militants et de leurs liaisons, en la recherche systématique de contacts en milieu ouvrier, et en propagande dans la ligne des écrits de Trotsky, pour la création d'une IV^e Internationale et la constitution des Etats-unis socialistes d'Europe"²⁷.

Le *Rapport sur l'Organisation* de juillet 1943 marque une étape dans le développement du Groupe communiste qui, jusqu'alors, n'existait pas formellement. Il explicite ses principes organisationnels. Ils n'ont, à dire vrai, rien d'original par rapport à ceux exposés par Lénine dans *Que faire ?* Toute la valeur de cette courte brochure tient dans son rappel de ce qu'est réellement le centralisme démocratique léniniste dont beaucoup se réclament pour n'en retenir que le centralisme (et encore...). Justifiant l'existence autonome de sa tendance par les moeurs petites-bourgeoises et la politique ambiguë vis-à-vis du nationalisme des autres groupes trotskystes, Barta définit ses objectifs :

" Le bolchevisme implique, avec une politique juste, un contact réel et étendu avec la classe ouvrière, la participation quotidienne à ses luttes"²⁸, la "sélection des éléments révolutionnaires " en vue de "déclencher ou précipiter un regroupement sur la base communiste de tous les militants vraiment révolutionnaires de la classe ouvrière française "²⁹.

Il présente une sorte de condensé de sa morale militante :

" Ce qui caractérise le militant, c'est qu'il n'attend de son activité qu'une seule récompense, c'est la reconnaissance tôt ou tard que celle-ci a été conforme aux intérêts véritables de l'humanité. C'est pourquoi il peut résister à toutes les épreuves : s'il est relativement facile de donner sa vie d'un seul coup, il faut aussi savoir la donner peu à peu dans la lutte opiniâtre que nécessite le renversement de la bourgeoisie. Ce type d'individu

26. Compte-rendu de réunion, mi-avril 1943.

27. Jacques Ramboz, *Contribution*, op. cit. p.11

28. Barta, *Rapport sur l'Organisation*, juillet 1943, réédité par les Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso, Serie : *Dagli archivi del bolscevismo*, n°12, Foligno (Italie), mai 1992, p.10

29. *Idem* p.10

n'est pas rare. Le parti dégage ce sentiment de sacrifice total, de dignité et, si l'on veut, de félicité "

Début 1943, le cours de la guerre s'inverse. Les Alliés ont débarqué en Afrique du Nord en novembre 1942 et l'armée de von Paulus capitule à Stalingrad (31 janvier 1943).

La situation en Italie où, à la suite du débarquement allié en Sicile de juillet 1943, grèves et émeutes ouvrières ont chassé Mussolini et ouvert les prisons, fait dire à Barta, dans un rapport du début août 1943 :

" Les événements qui ont lieu en Italie ne sont pas la révolution prolétarienne, mais c'est le début de la révolution "³⁰.

Mais les Alliés réussissent à juguler la montée ouvrière. Les Anglo-américains chargent Staline de désorienter le mouvement ouvrier italien en pleine renaissance en reconnaissant le premier le gouvernement de Badoglio (fidèle de Mussolini fraîchement reconverti à l'anti-fascisme). Ils utilisent d'autre part leur maîtrise des opérations militaires pour briser la population et se livrent à des bombardements terroristes systématiques des villes italiennes, (préfiguration de ceux qui frapperont massivement l'Allemagne avec les mêmes objectifs).

Pourtant, rien n'est assuré :

" L'Europe est un immense dépôt de poudre où il suffit d'une étincelle révolutionnaire sur n'importe quel point du continent pour que la révolution prolétarienne s'étende aux endroits **les plus favorables** à cette lutte "³¹, écrit Barta.

Face aux échéances ouvertes par l'ouverture annoncée d'un second front à l'ouest, le CCI et le POI, les deux principales organisations trotskystes françaises entament les pourparlers qui aboutissent en février 1944 à leur unification au sein du PCI.

La proposition qu'ils adressent, en décembre 1943, au groupe *Lutte de Classes* de les rejoindre donne lieu à un échange de correspondance et à la rédaction par Barta d'un deuxième *Cahiers du Militant*.

Le premier de ces *Cahiers*, rédigé en décembre 1942, avait déjà été consacré à l'analyse de la politique du POI et à la confusion entretenue par sa formule des " Comités de vigilance nationale avec des bourgeois " pensant français ". " Le bourgeois ne pense ni "français ", ni " allemand ", ni " anglais ", etc. ; le bourgeois pense **marché** "³² réplique-t-il en montrant que, loin d'être " transformée en semi-colonie ", la France demeure une puissance impérialiste " qui n'a pas cessé un seul

30. Compte-rendu de réunion, début août 1943.

31. Compte-rendu de réunion, mi-avril 1943

32. Barta, *Cahiers du Militant*, n°1, 12 décembre 1942, p.1. Reproduit dans ce CLT.

instant d'exploiter non seulement la France, mais encore les quatre coins du monde "33.

L'échange de correspondance avec le Comité d'unification POI-CCI, fin 1943-début 1944, conduit Barta à préciser ses critiques. Il tire le bilan de son expérience du POI (1933-1939) :

" Les milieux de recrutement, les méthodes organisationnelles, politiques et d'éducation ne pouvaient et n'ont pu faire sortir les "B.L."³⁴ de France de l'état de groupes politiques d'essence petite-bourgeoise et de ce fait, malgré toute une série d'événements exceptionnellement favorables (...) dans les années qui ont précédé la guerre, celle-ci a provoqué l'effondrement des organisations de la IVe, et après quatre ans de guerre, rien ne laisse voir effectivement qu'un changement véritable se soit produit "35.

S'il reconnaît, dans le second *Cahiers du Militant* (15 février 1944) que " formellement, l'attitude du POI " a changé, il dénonce le tour de passe-passe des participants à la réunification s'absolvant mutuellement de leurs errements du début de la guerre:

" Un parti qui se réclame de l'internationalisme n'est garanti contre les errements social-patriotiques que s'il découvre, par une critique inexorable, les sources mêmes de ses erreurs passées "36.

Il est hors de question dans ces conditions que le groupe *Lutte de Classes* rejoigne le nouveau PCI.

Les ponts ne sont pourtant pas rompus et, tout au long de son existence, l'Union Communiste s'adressera aux militants trotskystes dans l'espoir de favoriser le regroupement des révolutionnaires sur les bases politiques et organisationnelles qu'elle estime saines.

Le début de l'année 1944 est dominé par la perspective du débarquement.

" On n'attend plus que le signal pour que les prolétaires d'Europe, d'Amérique et les soldats amenés des quatre coins du globe s'empoignent dans une dernière étreinte mortelle. La raison humaine vacille quand elle tâche de saisir l'immensité du crime, l'horreur des convulsions qui se préparent !"37

La Lutte de Classes qui écrit cela le 31 décembre 1943, rappelle

" La tâche historique du prolétariat d'Europe est de bâtir les Etats-Unis socialistes d'Europe et non de tracer avec leur sang des frontières pour les capitalistes. 1944 doit sonner le glas du capitalisme en Europe et dans le monde "38.

33. *Idem*, p.2

34. Bolchéviks-Léninistes, nom que se donnaient les trotskystes avant-guerre.

35. Groupe communiste-Lutte de Classes, lettre au Comité d'unification, 24 janvier 1944

36. *Cahiers du Militant*, n°2, 15 février 1944, p.1. Reproduit dans ce CLT.

37. Barta, *La Lutte de Classes*, N°1 au N°49 (octobre 1942-juillet 1945) La Brèche, octobre 1992, n°22, Au seuil de l'année sanglante, 31 décembre 1943, p.99.

38. *Idem*

Le 6 juin 1944, devant le nouvelle tournure prise par la guerre, dans une circulaire destinée aux militants, Barta écrit :

" Avec l'invasion des forces impérialistes anglo-américaines à l'Ouest, nous entrons dans une période au cours de laquelle la bourgeoisie tentera par tous les moyens, bombardements, paniques, chômage, famine, de disperser à nouveau la classe ouvrière et de la démoraliser complètement afin de pouvoir liquider la guerre sans danger révolutionnaire "39.

Si, du fait de leur importance numérique et de leurs traditions, les classes ouvrières des trois principaux pays d'Europe continentale subissant le conflit (Italie, Allemagne et France) représentent le danger principal aux yeux de l'impérialisme, les Alliés manifestent la plus grande vigilance sur tous les fronts. Ils savent que, même allumé dans une région périphérique, (Balkans, Pays-Bas, Belgique, etc...), l'incendie révolutionnaire pourrait s'étendre à tout le continent dans le contexte de misère généralisée et le brassage général des populations.

En Italie, la conjugaison des bombardements alliés et de la répression fasciste ainsi que la politique des partis social-démocrate et stalinien ont, pour l'heure, contenu l'offensive ouvrière.

En Allemagne, le 20 juillet 1944, des officiers tentent d'assassiner Hitler. Barta ne s'y trompe pas :

" Les généraux de la Wehrmacht ont voulu se débarrasser de Hitler, de même qu'en Italie le roi et Badoglio s'étaient débarrassés de Mussolini pour se sauver eux-mêmes et sauver le régime capitaliste de la vague populaire qui montait "40.

Le coup d'Etat ayant échoué, les officiers sont exécutés par centaines.

" La révolte des généraux contre Hitler, c'est le coup de tonnerre qui avertit le peuple allemand et les soldats qui se battent sur tous les fronts, qu'il n'y a plus aucun espoir, ni chez Hitler, ni chez les généraux, que ce soit pour la guerre ou pour la ; paix " C'EST LE SIGNAL POUR LES MASSES DE SE SAUVER ELLES-MEMES"41 analyse-t-il. "

Mais, écrasée sous les tapis de bombes, la population allemande est menacée de toute part des pires " punitions ". C'est l'acculer à la guerre et la condamner à " se défendre et nous suivre jusqu'au bout " comme l'y invite Goebbels. " Quand le peuple allemand n'entend nulle part une voix anti-impérialiste " s'indigne *La Lutte de Classes*, " quand, au contraire de prétendus communistes ont pris comme devise suprême " Mort aux Boches ", cela ne fait-il pas le jeu de Goebbels ? "42.

39.Circulaire n°1, 6 juin 1944

40. *La Lutte de Classes*, op. cit. n°33, 22 juillet 1944, Que se passe-t-il en Allemagne ? Voir deuxième partie de ce CLT.

41. *Idem*

42. *La Lutte de Classes*, op. cit. n°36, 19 septembre 1944, Les auxiliaires de Goebbels... Article reproduit dans ce CLT.

De fait, la classe ouvrière allemande courbe l'échine, subit jusqu'au bout le joug hitlérien et se prépare à ployer sous celui des vainqueurs.

En France, le risque de l'effondrement de l'Etat est réel. Après cinq années de guerre, quatre années d'occupation et de pétainisme, l'armée est très amoindrie et divisée, la police unanimement haïe, la justice méprisée. Le problème est si réel que les Etats-Unis ont prévu l'administration militaire directe.

Grâce au Parti communiste, de Gaulle réussit pourtant à restituer à l'Etat les apparences de la légitimité. Barta en tire la leçon le 2 septembre 1944 :

" Ainsi l'effort des ouvriers pour s'arracher au bâillon de l'Etat bourgeois n'a abouti une fois de plus qu'à tirer les marrons du feu pour leur ennemi, la bourgeoisie. La police qui, pendant cinq ans avait martyrisé la classe ouvrière redore son blason à l'avant-garde de " l'insurrection nationale ". L'armée permanente impérialiste de la bourgeoisie française qui s'était brisée dans les événements se reconstitue par un nouvel afflux de chair à canon : les travailleurs dupés. Les " compétences ", c'est-à-dire la haute bureaucratie qui a organisé savamment la famine pour les masses et le marché noir pour la bourgeoisie, reste en place sous prétexte d'organiser le ravitaillement.

Comment cela fut possible ? Cette tromperie nouvelle fut possible parce qu'à la rescousse de la bourgeoisie volèrent les social-patriotes, notamment les « communistes »⁴³.

Mis au service de la bourgeoisie par son maître Staline, le PCF lui apporte son savoir-faire : le dévoiement de l'énergie de la classe ouvrière, la prostitution des idéaux communistes et l'assassinat de militants révolutionnaires.

Pendant l'occupation un certain nombre de militants communistes se sont trouvés livrés à eux-mêmes. Le petit groupe trotskyste, qui avait noué des contacts avec certains d'entre eux, publie plusieurs tracts s'adressant à la conscience révolutionnaire de ces ouvriers et signés " Un groupe de communistes "⁴⁴. Ces contacts avec des militants communistes se multiplient.

En septembre la direction du Parti communiste reprend le contrôle de ses troupes et, sentant le danger, traque plus que jamais les trotskystes. Chacun de leur côté, Pierre et Jean Bois sont " arrêtés " par des FTP. La chance aidant, ils s'échappent. Mathieu Bucholz est, lui-aussi, " arrêté " au cours d'une réunion avec des jeunes communistes. Torturé, il est ensuite assassiné comme l'avaient été, avant lui, d'autres militants internationalistes dont le dirigeant trotskyste italien Pietro Tresso (Blasco) disparu dans un maquis stalinien en 1944. Le corps de Mathieu Bucholz est retrouvé dans la Seine. La police refuse de mener une enquête.

La collaboration du PCF et la participation des ministres communistes au renforcement de l'Etat et de l'ordre bourgeois présentent l'incomparable avantage

43. *La Lutte de Classes*, op. cit. n°35, 2 septembre 1944, De la " Révolution nationale " à l' " Insurrection nationale ", p.161

44. Deux des ces tracts (datés d'août 1944) sont reproduits dans ce CLT.

pour la bourgeoisie de museler à peu près pacifiquement la classe ouvrière en une circonstance où le recours à la manière forte ne lui laisserait peut-être pas le dernier mot.

Le désarmement des Milices patriotiques est, à ses yeux, une urgence. Elles sont, en effet, explique *La Lutte de Classes*, " composées en majorité d'ouvriers, d'exploités qui bien que prisonniers de la politique d'union sacrée des social-patriotes, aspirent quand même à l'abolition de l'injustice et de l'inégalité "⁴⁵. Or, l'Etat bourgeois " ne peut tolérer aucune force armée qui soit indépendante de lui, sauf les groupements directement aux ordres de la bourgeoisie (fascistes, briseurs de grèves, gardes du corps, etc.) "⁴⁶. La décision de de Gaulle d'incorporer les Milices patriotiques aux forces régulières provoque un réel mécontentement mais, cautionnée par Thorez à son retour de Moscou (" un seul Etat, une seule armée, une seule police "), elle est appliquée.

En Belgique, où la bourgeoisie rencontre des difficultés analogues, les Alliés recourent aux fusillades en novembre 1944 pour obtenir le désarmement des milices.

La Grèce, bien que pratiquement libérée de l'occupation allemande par la guérilla animée par les stalinien, a été placée dans l'orbite britannique. Face aux manifestations populaires, " n'hésitez pas à agir comme si vous vous trouviez dans une ville conquise où se développe une rébellion "⁴⁷, câble Churchill au général Scobie. La guerre civile durera jusqu'en 1949 mais le partage du monde entre Grands sera respecté.

Se fondant sur les maigres informations qui filtrent, *La Lutte de Classes* analyse la situation dans les régions placées sous l'autorité soviétique :

" Comme c'était à prévoir, l'apparition de l'Armée rouge sur les frontières des Etats que le traité de Versailles avait créés pour former un rempart de sécurité contre la révolution prolétarienne, a exaspéré la tension et les luttes entre exploités et exploités dans l'Est de l'Europe et les Balkans. (...) Devant l'assurance nouvelle des exploités, la bourgeoisie des Balkans et de l'Est tremble pour sa domination. Mais elle trouve des alliés non seulement du côté de l'impérialisme anglo-américain, mais aussi du côté des dirigeants soviétiques, CE QUI EST BEAUCOUP PLUS GRAVE "⁴⁸.

Dans un Rapport d'organisation, Barta est plus explicite encore :

" Croire d'une façon puérile que l'Armée rouge n'acceptera pas n'importe quelle tâche de la part de la bureaucratie, c'est se faire des idées fausses. (...) La propagande

45. *La Lutte de Classes* op. cit. n°38, 5 novembre 1944 Devant le coup de force gouvernemental, Dressons nos comités ouvriers ! Formons les milices ouvrières ! p.173

46. *Idem*

47. Cité par Constantin Tsoucalas, *La Grèce de l'indépendance aux colonels*, Petite collection Maspero, Paris, 1970, p.74

48. *La Lutte de Classes*, op. cit. p.117, n°26, 16 mars 1944, La situation en Europe

internationaliste pour désagréger l'Armée rouge est plus facile que vis-à-vis de l'armée impérialiste, mais la révolution prolétarienne ne pourra pas se dispenser de conquérir l'Armée rouge "49.

L'Union communiste tire la conséquence de l'attitude de Staline en février 1945 en réclamant son retrait de Pologne :

" La IV^e Internationale soutient le droit du peuple polonais à disposer de lui-même non seulement contre les impérialistes de Berlin et de Londres, mais aussi vis-à-vis de la bureaucratie soviétique "50.

En mars 1949, Barta en tirera les conclusions :

" Nous avons abandonné (la position traditionnelle de défense de l'URSS) au moment où en avançant hors du territoire de l'URSS, la bureaucratie a inauguré une politique de pillage dans les pays occupés ; c'est en 1944, en exigeant le retrait de toutes les troupes d'occupation que nous avons marqué la rupture avec la défense de l'URSS "51.

L'Allemagne vaincue, les hostilités continuent en Asie. Même si son sort est scellé, le Japon poursuit la guerre faute de pouvoir faire la paix sans mettre en mouvement des forces sociales explosives.

" Après avoir engagé le peuple dans une aventure où il eut à supporter toutes les conséquences des appétits de conquêtes des capitalistes, les dirigeants japonais devaient trouver une raison "imprévisible" à leur défaite, pour sauver leur domination de classe. Ce souci (...) était partagé dans une égale mesure par les capitalistes alliés. (...) Ce fut la bombe atomique, "intervention divine", qui servit d'excuse aux dirigeants japonais vis-à-vis de leur peuple "52.

Planche de salut de la bourgeoisie japonaise, la bombe atomique constitue en même temps une démonstration de puissance face à l'URSS et, sur un autre plan, face aux opprimés du monde entier.

Ainsi, les impérialismes des deux camps, la bureaucratie soviétique et les partis social-démocrates et staliniens sont parvenus à conjurer la montée révolutionnaire redoutée.

" Le prolétariat d'Europe, malgré ses années de luttes et d'expériences, a été devancé par la bourgeoisie dans ce combat. La catastrophe du continent a été consommée. Une des forces essentielles de la lutte socialiste en Europe, le prolétariat allemand, a été enseveli sous les ruines causées par la bourgeoisie "53.

Pourtant, poursuit Barta au lendemain de la reddition allemande,

49. Compte-rendu de réunion, probablement mi-mars 1944

50. *La Lutte de Classes*, n°44, 21 février 1945, La Pologne entre la tombe et la prison. Reproduit dans ce CLT.

51. Compte-rendu de réunion, 5 mars 1949, pp.1-2

52. *La Lutte de Classes*, n°50-51, 3 septembre 1945, Pourquoi le Japon a-t-il capitulé ?

53. *La Lutte de Classes*, op. cit. p. 228 n°47, 21 mai 1945, Les morts ensevelissent les vivants.

" Malgré les terribles ravages et le recul de la civilisation, il reste au prolétariat assez de forces vives capables de prendre le dessus "54.

L'illusion d'un retour rapide à la normale est vite dissipée. En effet, partout en Europe la classe ouvrière, endurcie par les épreuves, est misérable, souffrant du rationnement alimentaire, travaillant des semaines de soixante heures, manquant de vêtements, de chauffage, de logements.

Barta a plusieurs fois rappelé les analyses de la situation nationale et internationale sur lesquelles l'UC se fondait alors.

" Nous pensions " écrit-il en 1972, " que le principal danger était l'instauration d'un pouvoir fort gaulliste, (...) nous espérions que la lutte anticolonialiste jouerait un rôle décisif dans la chute du capitalisme mondial, (...) nous étions convaincus que, sans révolution socialiste, une troisième guerre mondiale était inévitable à plus ou moins bref délai "55.

Il insiste en 1976 :

" La révolution avant la fin de la deuxième guerre mondiale et encore jusqu'à la fin de la guerre de Corée (parce que jusqu'à la fin de la guerre de Corée nous ne savions pas si nous allions déboucher sur une troisième guerre mondiale ou pas), la révolution était une question de vie ou de mort, immédiatement. Et il y avait, ou progression révolutionnaire, ou recul vers le fascisme jusqu'à la guerre "56.

L'action de l'UC de 1944 à 1950 s'inscrit dans cette perspective.

Début 1945, l'autorité de l'Etat rétablie avec la caution du Parti communiste, le débat sur les futures institutions de la IV^e République s'ouvre. Au-delà des péripéties politiciennes qui l'émaillent, c'est en réalité la nature même du régime qui est en question. De Gaulle, le chef du gouvernement provisoire, prétend au " pouvoir fort ". Les partis de gauche, prisonniers volontaires du mythe de " sauveur " qu'ils lui ont forgé ne s'émeuvent que dès lors que de Gaulle souhaite réduire les prérogatives du Parlement en recourant aux " référendum-pétainistes ". " Sous le prétexte d'une " constitution ", de Gaulle s'exerce au " coup d'Etat "57 prévient *La Lutte de Classes*.

A l'extérieur, la bourgeoisie rencontre des difficultés à reprendre en main ses colonies.

En dévoilant la faiblesse des vieilles puissances coloniales, la guerre a donné un coup de fouet aux aspirations nationales. *La Lutte de Classes* se fait l'écho de la situation dans les colonies, aussi largement que les informations le permettent.

54. *Idem*

55. Barta, Mise au point concernant l'*Histoire du Mouvement trotskyste en France* [de Jacques Roussel], adressée au directeur de *Spartacus*, août 1972, p.1

56. Entretien I, op. cit. p.2

57. Barta, *La Lutte de Classes*, op. cit. p.232 n°48, 11 juin 1945 Sous le prétexte d'une "constitution, De Gaulle s'exerce au coup d'Etat,

Ainsi le numéro du 18 janvier 1945 consacre-t-il un long article au sort des peuples d'Afrique du Nord⁵⁸, et celui du 8 mai un autre à la situation de ceux d'Indochine⁵⁹.

L'organe de l'UC affirme sa solidarité aux dizaines de milliers de victimes de la répression coloniale du 8 mai 1945 à Sétif et à Guelma⁶⁰. En Afrique du Nord, comme en 1947 à Madagascar, les officiers français manifestent une ardeur qu'on ne leur connaissait pas en juin 1940.

" Avec une férocité toute capitaliste, la répression s'est abattue sur les masses nord-africaines et a transformé le pays en un vaste Oradour-sur-Glane " ⁶¹.

écrit Barta qui fustige la complicité du PCF : *l'Humanité* " demande au gouvernement de « punir comme ils le méritent les chefs pseudo-nationalistes » " ⁶².

La dénonciation des exactions colonialistes et le soutien aux peuples opprimés ne sont pas seulement un élémentaire devoir de solidarité. Pour Barta et ses camarades, la révolte des colonisés appartient au processus même de l'affranchissement de l'humanité :

" Dans le réveil des peuples coloniaux, nous saluons l'aube de la révolution prolétarienne mondiale triomphante " ⁶³.

La Lutte de Classes fait paraître de nombreux articles consacrés à la situation dans les colonies ou reproduit les textes de militants anti-colonialistes tel celui signé " Les Tirailleurs indochinois en France " ⁶⁴ s'élevant contre la " répression coloniale ".

Les tensions entre impérialismes rivaux resurgissent (conflit franco-britannique en Syrie par exemple), les fissures entre les grandes puissances, alliés de la veille, se font jour.

Dès février 1945, au lendemain de Yalta où les trois " Grands " (Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne) entérinent leur partage du monde et s'efforcent de préserver les apparences de l'unité, *La Lutte de Classes* avertit :

" Cette union est tellement chancelante, que chacun des trois tient en réserve un système d'alliances avec des moyennes et des petites puissances, système qui, en cas de conflit entre les trois, divisera automatiquement le monde en blocs antagonistes " ⁶⁵.

58. *La Lutte de Classes*, op. cit. p.191 n°42, 18 janvier 1945, Que se passe-t-il en Afrique du Nord ?

59. *La Lutte de Classes*, op. cit. p.221 n°47 (n° spécial), De qui l'Indochine doit-elle se libérer ?

60. *La Lutte de Classes*, op. cit. p.225 n°47, 21 mai 1945, Le sang coule en Afrique du Nord. Reproduit dans ce CLT.

61. *Idem*

62. *idem*

63. *La Lutte de Classes*, n°53, 24 octobre 1945, Le soleil luit de l'Orient

64. *La Lutte de Classes*, n°56, 24 décembre 1945

65. *La Lutte de Classes*, op. cit. p.203 n°44, 21 février 1945, Quand le "Nouvel ordre européen" devient la "déclaration de l'Europe libérée"...

En effet, si les impérialismes anglais et américain ont bien atteint leurs buts de guerre en brisant l'Allemagne et le Japon, la question soviétique reste pendante. Les projets caressés par Churchill de poursuite de la guerre contre l'URSS ont dû être abandonnés : leur réalisation aurait conduit tout droit à l'explosion révolutionnaire que les Alliés n'ont évitée qu'avec l'appui de Staline. Mais dans les mois qui suivent les alliances se lézardent et le spectre d'une troisième guerre mondiale se précise.

La reconstruction exige de remettre la classe ouvrière au travail. Pour la bourgeoisie, la reconquête de ses marchés, de son influence future, de ses possessions coloniales, en dépend. Il faut mobiliser et produire, vite et beaucoup. C'est-à-dire, pressurer la classe ouvrière.

Le Parti communiste y prête la main, avec ardeur. Avec l'aval de Staline, il met son influence sur la CGT et à travers elle sur la classe ouvrière, au service de la bourgeoisie. Quelques " Grands chefs " communistes deviennent ministres. Dans les usines, les délégués et les petits bureaucrates se font petits chefs, nouvelle maîtrise qui dépasse l'ancienne par son arrogance et son zèle productif. " Produire d'abord, revendiquer ensuite " devient son maître mot.

Pour la première fois d'une façon aussi cynique le PCF se range ouvertement au côté de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Pour la première fois chaque ouvrier peut en faire l'expérience, quotidiennement, des mois durant. Situation difficile pour les travailleurs. Mais aussi, situation riche de possibilités.

" Ce qui fait notre force, " affirme Barta en juillet 1945, dans une *Lettre ouverte aux militants et sympathisants du PCI*, " c'est notre politique énergique de défense des intérêts des masses, poursuivie sans hésitation et sans équivoque " ⁶⁶.

Au-delà de son but immédiat (défendre la politique de l'UC devant les membres du PCI), cette *Lettre ouverte* présente le programme d'action de l'UC. " Là se résument tous les problèmes de notre travail. Comment faire bien comprendre la situation à une centaine d'ouvriers, les gagner corps et âme à la politique révolutionnaire, en faire des cadres de la classe ouvrière et du trotskysme ; c'est par eux que nous pourrions apparaître aux masses comme leurs seuls défenseurs, dans ce monde où elles n'ont que des ennemis " ⁶⁷.

Sur cette base, l'UC développe son activité de propagande, d'agitation et d'implantation dans la classe ouvrière. Depuis la " Libération ", un certain nombre de jeunes sont venus renforcer le groupe, qui doit, à ce moment-là, compter une vingtaine de membres, et, surtout " les liaisons ouvrières s'étaient accrues " ⁶⁸.

66. *Lettre ouverte aux militants et sympathisants du PCI*, pour combattre la contrebande pivertiste au sein du mouvement de la Quatrième Internationale, p.10. Reproduite dans ce Cahier.

67. *Idem* p.9

68. Jacques Ramboz, Contribution, op. cit. p.34

L'UC réédite des brochures comme celle d'André Marty, *on croit se battre pour la patrie... on meurt pour les industriels et les banquiers*, qui dénonçait, en 1926, la guerre coloniale du Rif ou *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* de Lénine (en octobre 1945), proposition d'un plan ouvrier de reconstruction.

Pour n'avoir pas à arguer des faits de "résistance" (exigés pour obtenir l'autorisation de parution et du papier), comme Barta reproche au PCI d'accepter de le faire, *La Lutte de Classes* continue de paraître illégalement. Une modeste imprimerie clandestine a été installée en banlieue, les caractères sont fournis par un ouvrier de l'Imprimerie nationale.

Mais, en décembre 1945, le développement de l'activité militante permet la publication d'une adresse, impasse du Rouet, dans le XIV^e. Ce local devient une permanence pour les cercles d'éducation et les réunions de travail.

L'UC publie des tracts signés "Un groupe d'ouvriers" dans les entreprises où elle a des militants ou des contacts, à la Thomson, au LMT, chez Citroën, à Levallois, à Clichy et à Grenelle, chez Gnome et Rhône, adressés aux travailleurs de la radio, à ceux des ascenseurs, etc. Les conditions de travail, les salaires, l'attitude de la maîtrise, le gouvernement et le patronat y sont dénoncés mais aussi les staliniens qui poussent à la production.

L'accueil favorable réservé à ces feuilles montre que l'opposition sans concession au gouvernement et au PC correspond à une volonté des ouvriers.

Au cours de l'année 1945, apparaît sur les tracts la signature "Opposition syndicale Lutte de classes" et, en octobre 1945 sort *La Voix des Travailleurs*, Bulletin inter-usines de l'Opposition syndicale *Lutte de Classes-CGT* "L'éditorial définit ses buts : "éduquer de nouveaux cadres et [...] permettre la coordination de leur travail". Elle "se propose d'être le porte-parole des ouvriers"⁶⁹. "Il faut briser la barrière de silence qui entoure actuellement les abominables conditions de travail de la classe ouvrière. Nous demandons aux ouvriers de nous signaler de partout ces conditions. *La Voix des Travailleurs* les exposera et mènera campagne contre les abus capitalistes"⁷⁰. Douze numéros paraissent, d'octobre 1945 à avril 1946.

Ce journal trouve une incontestable sympathie parmi les ouvriers. A côté des articles affirmant la solidarité internationale des travailleurs et rendant compte des luttes ouvrières à l'étranger et de ceux défendant les revendications (augmentation des salaires, échelle mobile, diminution de la durée du travail, le contrôle ouvrier sur la production et le ravitaillement, etc), la multiplicité des

69. *La Voix des Travailleurs*, n°1, octobre 1945, Notre but,

70. *La Voix des Travailleurs*, n°2, 6 novembre 1945, En poursuivant notre but

échos d'entreprises, dénonçant les faits, petits et grands de l'exploitation et la morgue des bureaucrates, témoigne de la sympathie des travailleurs.

Dressé depuis des années à la chasse aux trotskystes, et décidé plus que jamais à empêcher la constitution d'une opposition sur sa gauche au moment où il assume directement la responsabilité d'une politique anti-ouvrière, le PCF réagit violemment. A partir de l'automne 1945, les bagarres sont fréquentes aux portes des entreprises où l'Union communiste veut imposer la liberté d'expression.

La disproportion des forces est en apparence écrasante. Mais les chiffres ne disent pas tout, comme l'explique Barta, à propos d'une vente devant Gnome et Rhône, boulevard Kellerman, à Paris (devenue par la suite la SNECMA) :

"Des camarades ont fait la remarque que le rapport des forces était en notre défaveur, étant donné que la cellule stalinienne Gnome et Rhône a six cents membres. Une telle façon de poser la question n'est pas juste. 1°) Les camarades connaissent le mode de recrutement de ce parti parlementaire. 2°) Tous les ouvriers adhérents au PCF s'ils ont des sentiments communistes sont loin d'être tous staliniens. (...) Si on pouvait dénombrer les staliniens de G.R., on en trouverait une trentaine"⁷¹.

De fait,

"A la vente, la bagarre éclate, mais les ouvriers prennent notre défense"⁷².

Même si l'indignation des travailleurs ne va pas jusqu'à intervenir physiquement, leur désapprobation freine les staliniens. Le PCI, par contre, loin de marquer la moindre solidarité, condamne catégoriquement l'attitude de l'UC où il ne voit que provocation.

Mais la sympathie recueillie par *La Voix des Travailleurs* ne débouche que peu sur un soutien actif. Dans sa manière directe, sans mépris mais sans concession, Barta l'exprime le 30 avril 1946 :

"L'effort matériel des ouvriers qui approuvent *La Voix des Travailleurs* est de beaucoup en retard sur la sympathie qu'ils lui manifestent. (...) [Ils] n'ont pas eu suffisamment conscience des difficultés qu'un tel journal avait à vaincre. Devant en assumer nous-mêmes toutes les charges, il s'est créé un déséquilibre dangereux au détriment de notre organe politique"⁷³.

Assurer l'édition de deux journaux est au-dessus des seules forces de l'UC. Or, et c'est indispensable aux yeux de Barta, *La Lutte de Classes*, l'organe politique du groupe, doit continuer sa parution. *La Voix des Travailleurs* disparaît comme organe autonome et son contenu paraît au verso de *La Lutte de Classes*.

Le "déséquilibre" souligné par Barta entre l'écho favorable recueilli auprès des ouvriers et leur soutien concret a d'autres conséquences que ces difficultés

71. Compte-rendu de réunion, 18 décembre 1945, pp.1-2

72. Louise, Notes I, *op. cit.* p.4

73. *La Voix des Travailleurs*, n°12, 30 avril 1946, Un recul nécessaire

matérielles qui conduisent à la suppression de la *La Voix des Travailleurs*, il entraîne une scission en 1946. Quelques militants et sympathisants, menés par Goupi, un militant de chez Renault, s'élèvent " contre cette priorité accordée à un travail « ouvrier » qu'ils estiment sans but clair et dont les résultats tangibles tardent à apparaître "74. Ils voulaient, écrit Barta "revenir en arrière, à l'époque où notre principale activité était des réunions de groupes étudiant la Révolution "75.

Tandis que sur la scène internationale les antagonismes entre les deux blocs en voie de constitution s'aiguisent, l'année 1946 est marquée par l'échec des tentatives de conciliation de Ho Chi Minh qui multiplie les concessions à l'impérialisme français sans parvenir à le satisfaire jamais. Au bout du compte, les armes parlent. Le 23 novembre 1946, l'amiral d'Argenlieu fait bombarder Haïphong à l'artillerie de marine, tuant plusieurs milliers de civils et donnant le coup d'envoi de la guerre d'Indochine.

Le soutien de l'UC à la lutte des peuples coloniaux trouve à s'exprimer d'une façon plus concrète. Une trentaine de milliers de Vietnamiens ont été déportés en France en 1939 pour remplacer des ouvriers mobilisés. A la fin de la guerre, ils ont été parqués dans des camps, avec les rescapés des Tirailleurs indochinois. Leur refus de s'enrôler dans le corps expéditionnaire français en Indochine et de travailler à la production d'armement suscite de fréquents et violents incidents. Ils ont élu des délégués parmi lesquels des trotskystes proches du groupe révolutionnaire vietnamien *La Lutte*. Entrée en contact avec eux par l'intermédiaire d'un déserteur de ces camps travaillant chez Citroën, l'Union communiste apporte son aide aux indochinois, participant à des réunions, tirant des tracts ou diffusant leurs communiqués. Les listes de souscription publient à plusieurs reprises les sommes versées par des indochinois à *La Lutte de Classes*.

En France la rupture entre de Gaulle et ceux qu'il nomme avec mépris " les partis " est consommée. Il démissionne le 20 janvier 1946.

" La preuve est donc faite que la crise mortelle du capitalisme français ne peut être maîtrisée par « l'unanimité nationale » de tous les Partis autour d'un « arbitre » au-dessus d'eux "76 écrit *La Lutte de Classes* qui prédit : " Maintenant qu'il n'est plus au gouvernement, de Gaulle veut utiliser la situation catastrophique, résultat de sa propre politique dans le but de discréditer le régime des Partis, en faveur d'un « homme à poigne » s'imposant à tous par la force "77.

74. Jacques Ramboz, *Contribution*, op. cit. p.34

75. Barta, lettre à J.P. B., 16 mars 1976, p.3

76. *La Lutte de Classes*, n°58, 14 février 1946, Où va la France ?

77. *Idem*

Rapprochant le discours de de Gaulle appelant à " un Etat fort " à Bayeux le 16 juin 1946 du sac du siège du PCF par des gaullistes deux jours plus tard, Barta montre la nécessité d'une riposte.

" Cette riposte, ce n'est pas la grève d'une heure et une manifestation symbolique " auxquelles le PC a appelé, "c'est la GRÈVE GÉNÉRALE ayant pour objectifs : 1) Le salaire minimum vital, l'échelle mobile et le contrôle ouvrier. 2) Le désarmement des bandes fascistes par les piquets de grève et l'armement des travailleurs. 3) La rupture de la collaboration des partis se réclamant de la classe ouvrière avec les partis bourgeois, et la formation d'un pouvoir à la fois fort et démocratique, parce qu'appuyé sur l'activité et le contrôle direct des millions de travailleurs organisés dans leurs partis, leurs syndicats, le gouvernement ouvrier et paysan "78.

Fin 1945 éclatent les premières grandes grèves de l'après-guerre qui témoignent de la montée de la combativité ouvrière. En janvier 1946 la grève des rotativistes traités de " privilégiés " par le PCF a un fort retentissement. D'autres mouvements suivent, en particulier, en juillet la grève des PTT. " Le résultat que les postiers ont obtenu, ils pouvaient l'avoir sans grève " dit Frachon le dirigeant de la fraction stalinienne de la CGT.

" La grève n'est pas une arme dont on use à tort et à travers " poursuit-il, "Il est des gens qui sont pris d'une subite et violente passion de retour d'âge pour la grève (...) Nous demandons à nos militants de faire échec à toutes les tentatives des excitateurs pour qui les revendications ne sont qu'un prétexte "79.

Comme il le rappellera dans la *Mise au point* de 1972, Barta, analyse la situation en terme de crise :

" L'histoire à cette époque-là faisait de la révolution une question de vie ou de mort non seulement pour l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, mais aussi pour toute l'Europe y compris occidentale, où la situation de l'écrasante majorité des travailleurs était misérable et sans espoir "80.

Au moyen de ses tracts comme au travers de *La Lutte de Classes* et de ses militants dans les entreprises, l'Union communiste explique inlassablement aux ouvriers la nécessité de la grève générale pour défendre " leur droit à la vie ".

La recherche de l'efficacité dans l'action conduit l'organisation à opérer un regroupement de militants chez Renault.

" La grève fut préparée de longs mois à l'avance, par le travail d'un petit nombre de militants ouvriers groupés autour du journal *La Lutte de Classes* "81 dira Barta un an après le conflit des usines Renault.

78. *La Lutte de Classes*, n°64, 1 juillet 1946, D'une manifestation à une véritable riposte

79. Benoît Frachon dans *l'Humanité* du 28 août 1946, cité par *La Lutte de Classes* n°66, 6 septembre 1946

80. Barta, *Mise au point*, op. cit. p.3

81. Barta (A. Mathieu), Il y a un an... *La Voix des Travailleurs*, n°44, 21 avril 1948

Au début 1947, le mécontentement ouvrier cherche à s'exprimer. Chez Renault, des débrayages se produisent : dans l'Île Seguin, à l'Entretien, au Modelage-Fonderie, à l'Artillerie, ainsi qu'à la Trempe et dans le secteur Collas où travaille Pierre Bois. Depuis février paraît *La Voix des Travailleurs de chez Renault*. Une petite équipe s'est constituée qui organise des réunions qui rassemblent bientôt quelques dizaines de travailleurs et de militants et fait circuler des pétitions contre la mauvaise répartition des primes au rendement. Même s'ils n'osent pas le dire à haute voix, le contenu de cette agitation, comme antérieurement celui des tracts signés " Un groupe d'ouvriers ", correspond à ce que souhaitent les travailleurs. " Quand les camarades de l'UC ont pu se montrer au grand jour, un ouvrier de la fonderie, ancien communiste, a raconté que ne sachant à qui s'adresser, il avait recopié lui-même à la main, en sept exemplaires, un de ces tracts signés « Un groupe d'ouvriers » qu'il approuvait entièrement "82.

En mars dans le secteur Collas, un premier débrayage a lieu. Près de la moitié des 1200 travailleurs débrayent mais " les délégués, qui étaient en réunion et qui ont appris la chose, reviennent en hâte, remettent les moteurs en route et engagent leur campagne de dénigrement, de démoralisation et de calomnies "83. Cet échec ne décourage pas les ouvriers. Des pétitions réclamant 10 francs d'augmentation sur le taux de base (et non sous forme de prime) recueillent de nombreuses signatures. Le 17 avril, au cours d'une assemblée, la revendication des 10 francs d'augmentation sur le taux de base est adoptée et un Comité de grève élu. Il est chargé de déposer cette revendication auprès de la direction qui ne répond pas. Un nouveau meeting se tient le mercredi 23. Pierre Bois prévient les quelques 700 travailleurs présents :

" Il ne sera plus question de jouer de l'accordéon ou de rester les bras croisés à attendre que ça tombe, mais il faudra s'organiser pour faire connaître le mouvement dans toutes les usines, faire des piquets de grève et défendre les issues de l'usine au besoin. (...) Quant aux " lacrymogènes " de la police, pendant plus de six ans nous avons reçu des bombes sur la gueule et on n'a rien dit. (...) Et aujourd'hui, nous n'aurions pas la force et le courage d'en faire au moins une infime partie pour nous ? Appuyant ces paroles de cris bruyants, les ouvriers marquaient leur approbation "84.

Malgré l'opposition des responsables syndicaux, la grève " dans les délais les plus courts " est massivement votée et la confiance au Comité de grève renouvelée.

Après s'être renseigné sur l'état des stocks de pièces (le secteur Collas produit, entre autres, les pignons) les onze membres du Comité décident la grève pour le vendredi 25 avril, lendemain de la paye et aussi des élections à la Sécurité Sociale qu'ils ne veulent pas être accusés d'entraver.

82. Louise, Notes I, *op. cit.* p.6

83. Pierre Bois, La grève Renault d'avril-mai 1947, supplément à *Lutte Ouvrière* n°143, 25 mai 1971, p.19

84. *La Lutte de Classes*, n°89, 26 avril 1947, "Récit d'un participant à l'assemblée 23 avril"

Le vendredi 25 au matin, un piquet secrètement constitué la veille, distribue l' " ordre de grève ", signé de chacun des membres du Comité et rappelant les revendications, 10 francs d'augmentation et le paiement des heures de grève. L'électricité est coupée, les transformateurs gardés.

" Le mouvement était donc parti. Mais le plus difficile restait à faire. Personne n'avait la naïveté de croire qu'une augmentation de 10 francs sur le salaire de base et le paiement des heures de grève pouvaient être obtenus par douze cents grévistes ! (...) Pour renverser la vapeur, pour mettre un frein à la rapacité capitaliste, il fallait, comme en juin 1936, une action gréviste de la majorité de la classe ouvrière "85.

Dès le démarrage de la grève, ceux de Collas se répandent dans l'usine pour tenter de rallier les autres secteurs. " Les moteurs s'arrêtent ; les délégués syndicaux les remettent en route "86. Plaisance, secrétaire de la CGT, accuse : " Ce matin, une bande d'anarcho-hitléro-trotskyistes a voulu faire sauter l'usine "87. Il prétendra par la suite que " faire sauter l'usine " signifiait dans son esprit la mettre en grève... Le vendredi soir, la grève est installée à Collas mais elle ne s'est pratiquement pas étendue.

" Un tract des ouvriers du secteur Collas appelle à un meeting de toute l'usine le lundi 28 avril. Les staliniens y ont amené trois voitures sono. Pas de chance, les Jeunesses socialistes (en voie de rupture avec la SFIO) en prêtent une, plus puissante, aux grévistes. Le soir, malgré les incidents provoqués par les staliniens, 10 000 ouvriers (sur 30 000) sont en grève et 12 000 le lendemain matin. Pour tenter de récupérer le mouvement la CGT appelle à une heure de grève (sur ses revendications) le 29 avril de 11 à 12 heures. L'usine débraye massivement mais, à midi, le travail ne reprend pas. La grève est générale à Billancourt. Le Comité de grève Collas est submergé. Un Comité Central de Grève de 105 membres est constitué mais, dit Barta en 1948, " les ouvriers qui viennent représentent leur propre bonne volonté mais n'ont pas d'appui sérieux parmi leurs camarades d'atelier "88.

Les commandos cégétistes multiplient les incidents et, le 30 avril au soir, en prévision du défilé du 1er mai où le PC redoute l'intervention de grévistes, se présentent à plusieurs centaines, barres de fer à la main, pour évacuer Collas. La détermination des grévistes (" caisses de boulons, de pignons, air comprimé pour pulvériser de l'acide "89) les calme.

Le lendemain, 1er mai, un tract (tiré gratuitement à 100 000 exemplaires par les ouvriers de l'imprimerie Réaumur) signé " Comité de grève général des Usines Renault " est distribué dans le cortège cégétiste.

" La revendication que nous formulons est une revendication générale qui intéresse tous les ouvriers. Camarades, nous faisons appel à vous parce que vous êtes dans

85. Barta (A. Mathieu), Il y a un an... *La Voix des Travailleurs*, n°44, 28 avril 1948

86. Pierre Bois, La grève des usines Renault, article paru dans *La Révolution prolétarienne*, 25 mai 1947

87. Cité par le tract du Comité de Grève du 28 avril 1947

88. Barta (A. Mathieu), Il y a un an... *La Voix des Travailleurs*, n°45, 28 avril 1948

89. Pierre Bois, La grève Renault..., *op. cit.* p.34

la même situation que nous et que personne ne peut se résigner à la situation actuelle. Par conséquent, puisque la lutte est inévitable et nécessaire, il faut que nous nous mettions tous ensemble en mouvement, car seule l'union de tous les travailleurs assurera la victoire pour tous. (...) Notre usine a commencé le mouvement. Nous appelons tous nos camarades de la métallurgie, tous les ouvriers de la région parisienne, à se joindre à nous. (...) VIVENT LES 10 FRANCS ! VIVE LE MINIMUM VITAL GARANTI PAR L'ÉCHELLE MOBILE ! ⁹⁰.

Comme l'écrit Barta plus tard :

" Nous l'avons [la grève Renault], considérée comme le **début d'une grève générale**. Aussitôt la grève étendue à toute l'usine (le 29 avril), j'ai rédigé (le 30 avril) un tract, au nom du Comité de grève, appelant les travailleurs de toute la métallurgie à suivre l'exemple de Renault. Et dans cette perspective, j'y posais une revendication nouvelle : l'échelle mobile des salaires, bête noire, à l'époque de la CGT et du gouvernement. Car, pour nous, tout élargissement de la grève devait se traduire par un approfondissement des revendications ⁹¹. " Inversement, quand au bout de deux semaines, la grève Renault s'est trouvée réduite aux départements 6 et 18, j'ai limité son objectif au paiement des heures de grève ⁹² précise-t-il dans une note.

Pourtant, si la grève de chez Renault est regardée avec espoir par la classe ouvrière du pays, elle ne s'étend pas. La faiblesse du mouvement, analyse Barta,

" C'est le manque d'une organisation véritablement ouvrière. De ce fait les ouvriers sont sans défense devant l'action répressive de l'appareil bureaucratique cégétiste, aussi bien dans la majeure partie des usines Renault que dans les autres usines. Le Comité de grève voit ainsi diminuer considérablement ses chances de déclencher un mouvement général comme en juin 1936 ⁹³.

Ayant circonscrit le mouvement, les dirigeants CGT entreprennent de le réduire chez Renault même. Ils organisent, dès le 2 mai, un vote sur la reprise avec 3 francs de prime... que la direction n'a pas encore cédés. Proposition repoussée par 11 354 voix contre 8 015.

Jusqu'à ce vote, le PCF a pu espérer parvenir à étouffer la grève Renault comme il l'avait fait de celles des rotativistes et des postiers. Le vote du 2 mai le détrompe. Les ouvriers ne se résignent plus. La CGT et le PC risquent d'être débordés.

Or, l'évolution de la situation internationale, l'exacerbation des tensions, de plus en plus ouvertes, entre les blocs occidental et soviétique où chacun resserre les

90. Tract, *Travailleurs de la métallurgie de la région parisienne, les Ouvriers des Usines Renault en Grève s'adressent à vous*, 30 avril 1947

91. Barta, *Mise au point*, op. cit. août 1972

92. *Idem*. L'emploi répété de la première personne dans ce passage ne correspond pas à un quelconque narcissisme chez Barta mais à sa volonté de rappeler, en réponse à la brochure de Lutte Ouvrière sur la grève Renault (Pierre Bois, *La grève Renault d'avril-mai 1947*, mai 1971), qui négligeait cet aspect, le rôle décisif de l'organisation et de sa direction politique dans la préparation et la conduite de la grève Renault.

93. Barta (A. Mathieu), *Il y a un an... La Voix des Travailleurs*, n°45, 28 avril 1948

rangs, condamne, à terme, le parti stalinien à quitter le gouvernement. Il choisit de ne pas sacrifier son audience ouvrière au piège que lui tend le chef du gouvernement, le socialiste Ramadier. Lorsque ce dernier réclame le 4 mai à l'Assemblée un vote de confiance sur sa politique de blocage - théorique - des prix et - bien réel - des salaires, les députés et les ministres communistes la lui refusent. Ils sont mis à la porte. " Un petit ouvrier de 25 ans a forcé Auriol à «révoquer» Thorez ⁹⁴ clame, à la une, *France-Dimanche*.

Chez Renault, la grève continue. Le 9 mai, la direction est autorisée par le gouvernement à donner satisfaction à la CGT en accordant 3 francs de prime. Le syndicat s'empresse de crier victoire et de faire voter les travailleurs.

" Nous avons commis - j'ai commis⁹⁵ - la lourde faute d'accepter, après deux semaines de grève, un second vote demandé par la CGT alors qu'une semaine auparavant les ouvriers avaient voté à une très forte majorité la poursuite du mouvement jusqu'à satisfaction de leur principale revendication ⁹⁶ dit, a posteriori, Barta.

Cette fois le PCF a gain de cause, la majorité de l'usine se prononce pour la reprise. Mais sa " victoire " n'est que partielle : le secteur Collas, lui, ne reprend pas. " Partout où il y a une direction (secteur Collas, département 88), une forte majorité se prononce pour la continuation de la grève ⁹⁷ jusqu'au paiement des heures de grève.

Après presque une nouvelle semaine de grève, le 15 mai au soir, la direction et le ministère capitulent. Ils tentent certes de sauver la face. Ils ne concèdent que 1600 francs pour la reprise et une avance de 900 francs (qui ne sera jamais réclamée aux travailleurs). Mais personne ne s'y trompe, cela revient au paiement des heures de grève.

" C'est bien grâce à vous, les gars des pignons, si on les a eu, les 1600 et les 900 balles ⁹⁸ dit un ouvrier. Collas reprend le travail, la tête haute.

Dans le secteur Collas, le problème de l'organisation des ouvriers qui, après trois semaines de calomnies et d'affrontements, ne veulent plus entendre parler du Parti communiste et de la CGT stalinienne se pose immédiatement. Une nouvelle Commission Exécutive de la section CGT est élue. Les bureaucrates refusent de la reconnaître. Placée devant l'alternative, s'incliner et démoraliser les travailleurs ou persister à les organiser, cette C.E. provisoire se transforme en Comité d'action puis en syndicat, le SDR (Syndicat démocratique Renault) que rejoignent plusieurs centaines d'ouvriers d'autres secteurs.

94. *France-Dimanche*, n°36, 11 mai 1947

95. Voir note 92

96. Barta, *Mise au point*, op. cit.

97. Pierre Bois, *La Révolution prolétarienne*, op. cit.

98. Rapporté par Pierre Bois, *La grève Renault d'avril-mai 1947*, op. cit. p.40

Il ne s'agit pas de créer une nouvelle tendance syndicale comme l'avaient fait des anarchistes en mai 1946 avec la CNT⁹⁹.

" Le problème que nous posons n'est pas de faire un nouveau syndicat opposé à la CGT. Ce que nous voulons, c'est RECONSTRUIRE LE SYNDICAT À LA BASE "100.

écrit Barta sous la signature de Pierre Bois, en juin 1947 dans *La Voix des Travailleurs de chez Renault*, sous le titre " Comment s'organiser ". " Il fallait fournir à l'avant-garde ouvrière surgie par et avec la grève, un point d'appui organisationnel pour poursuivre la lutte contre le stalinisme et le réformisme "101 rappelle Barta en 1952.

Les événements ne laissent pas de répit. A peine créé, le SDR doit affronter les élections de délégués. Malgré l'influence que la grève vient de lui donner, CGT et direction lui interdisent de présenter des candidats au nom de la loi Croizat qui, alors, n'autorise pour les deux premiers tours de scrutin que les candidatures présentées sur des listes sans possibilité de ratures ni de surcharge par les syndicats " patriotiques " (CGT, CFTC et CGC à l'époque). Un amendement ultérieur à cette loi la limitera au premier tour. Le SDR appelle à l'abstention dans l'espoir que le quorum n'étant pas atteint, il pourra être présent au troisième. 6 696 travailleurs boycottent les élections, la CGT n'obtient que 12 683 suffrages mais elle rafle tous les sièges.

Les deux dizaines de militants de l'UC se trouvent devant des responsabilités et des tâches démesurées.

Sans doute, la grève des usines Renault n'a pas atteint ses objectifs. Sans la grève générale, contenue par le Parti communiste, la revendication des 10 francs s'est avérée inaccessible.

Mais les 3 francs obtenus ne l'auraient pas été sans lutte et la quasi-totalité des heures de grève de la majorité des ouvriers ont été payées (même si ceux de Collas, partis avant et rentrés plus tard, perdent quelques jours de salaire). Mais, surtout, - et c'est le plus important politiquement - cette grève prouve avec éclat que la classe ouvrière a conservé ses capacités de combat. Elle a, de plus, imposé la liberté d'expression face au totalitarisme des dirigeants de la CGT.

Du point de vue de l'Union communiste, la grève est un succès. Elle est la preuve, par les faits, de la possibilité de militer dans la classe ouvrière et d'y gagner de l'influence sur la base d'une politique révolutionnaire. Enfin, précise Barta, " si la

99. Voir Barta (A. Mathieu), Une nouvelle organisation syndicale, *La Lutte de Classes*, n°62, 27 mai 1946

100. Pierre Bois, Comment s'organiser, *La Voix des Travailleurs de chez Renault*, n°8, 3 juin 1947. "Les nécessités de la lutte m'ont obligé à signer des articles «Pierre Bois», nom qui était devenu pour les ouvriers le symbole de l'organisation" rappelle Barta dans la *Mise au point*, op. cit. p.4

101. Barta, *Efficacité et limites de l'initiative révolutionnaire*, p.7

grève a été dirigée par l'organisation politiquement, c'est à Pierre Bois que reviennent toutes les initiatives pratiques dans l'usine où il fallait, la grève déclenchée, se comporter comme un capitaine sur un bateau à voiles dans une tempête "102.

Mais ce succès est écrasant pour l'UC. Dès la grève, elle a sacrifié la parution de *La Lutte de Classes* à celle de *La Voix des Travailleurs de chez Renault*. Toute l'énergie de l'organisation se concentre sur Renault et l'UC finit par se fondre dans le SDR qui absorbe toutes ses forces.

Sur le plan politique, le tournant de l'année 1947 s'accuse. Aux yeux de Barta, le trait dominant de la période est l'inévitabilité d'un troisième conflit mondial.

La rupture entre Alliés est consommée. Etats-Unis et Union soviétique assurent leur emprise sur leur camp tandis que le ton monte. " La deuxième guerre mondiale n'est pas terminée depuis deux ans que l'on considère partout la troisième comme proche et inévitable "103 écrit *La Voix des Travailleurs* en octobre 1947. " Nous voyons les Etats-Unis imposer leur volonté en échange de leur aide économique partout où ils ne l'imposent pas encore par la force "104 poursuit-elle, ajoutant à propos de l'URSS : " Il ne s'agit pas, du côté de Moscou, d'une lutte contre la guerre, mais d'une politique de guerre, tout comme celle de Washington "105".

En 1948, la tension entre blocs croît encore : " coup de Prague " et " suicide " de Masaryk en février, adoption du plan Marshall en mars, début du blocus de Berlin et rupture Tito-Staline en juin, exacerbation de la crise de Berlin à l'automne.

Les articles de *La Voix des Travailleurs* contre la guerre se multiplient jusqu'à constituer une rubrique régulière. Confirmant sa rupture avec la défense de l'URSS, l'UC renvoie pratiquement dos à dos les auteurs de guerre. " Les travailleurs ne veulent pas être les victimes d'un bloc contre l'autre "106 écrit *La Voix des Travailleurs* en 1947. Elle précise, à la veille de la crise de Berlin, " les travailleurs du monde entier ne seront des jouets sans défense soumis aux intérêts et aux caprices des militaristes de Washington et de Moscou que s'ils le veulent "107.

" Peut-on s'attendre à ce que la révolution puisse prévenir la guerre ? " s'interroge Barta dans un rapport d'organisation du 1er octobre 1948. Depuis 1945, les soulèvements des peuples coloniaux ne font que renforcer et peuvent même embraser

102. Barta, lettre à J.P. B., 30 juin 1975

103. Jacques Ramboz, Lutte contre la guerre ou préparation de la guerre, *La Voix des Travailleurs*, n°24, 22 octobre 1947

104. *idem*

105. *idem*

106. *idem*

107. Les colosses aux pieds d'argile, *La voix des Travailleurs*, n°41, 7 avril 1948.

l'Asie et l'Afrique entière. D'autre part, la classe ouvrière d'Italie, de France, d'Angleterre, de Belgique et partiellement d'Allemagne, continue à se manifester. Mais le mouvement ouvrier et colonial, sans parti révolutionnaire, en proie au parti stalinien, à la social-démocratie ou au nationalisme, est tout-à-fait incapable de se dresser d'une façon efficace contre la guerre. Cependant [du fait de] leur existence, (...) on peut affirmer avec certitude que le nouveau conflit s'accompagnera dès le début de vastes guerres civiles et soulèvements des peuples qui offriront des possibilités immenses au travail révolutionnaire "108.

En Indochine la reconquête coloniale a commencé.

Toujours en liaison avec les Indochinois internés en France, l'UC continue de leur apporter son soutien. Parallèlement à l'intensification des combats en Indochine, " les provocations se multiplient et la tension monte dans les camps. Dans ces conditions l'UC propose de faire désertier un certain nombre de délégués, pour préserver les meilleurs cadres ; ceux-ci refusent d'abord "109. Quand ils s'y résignent enfin, il est trop tard. A la suite d'une nouvelle provocation, une révolte éclate en juillet 1948 au camp de Mazargue. La police ouvre le feu, tuant cinq délégués. 300 " meneurs " (s'ajoutant aux centaines qui ont été arrêtés au cours des mois précédents) sont transférés dans des bagnes Indochinois où, dénonce *La Voix des Travailleurs*, ils ont 90% de probabilité de mourir. Le mouvement des Indochinois en France est décapité. Il l'avait été dès août 1945, en Indochine même par l'assassinat du dirigeant du groupe *La Lutte*, Ta Tu Thau. Les nationalistes-staliniens ont le champ libre pour cantonner la révolte du peuple indochinois aux objectifs nationaux.

Les tensions de la scène internationale se répercutent sur la situation intérieure. Après avoir encore combattu la grève des cheminots et celle de Peugeot de l'été 1947, le Parti communiste fait volte-face et prend la tête du mécontentement ouvrier. La grève générale que l'UC avait tenté de déclencher à partir de Renault, le PCF la dévoie en une série de manifestations violentes et de grèves dures, dans les transports parisiens, à EDF, chez Citroën, dans les mines en 1948, insuffisantes pour faire triompher les revendications ouvrières mais attestant sa puissance aux yeux de la bourgeoisie.

Face à ces difficultés, la bourgeoisie est plus que jamais tentée par un pouvoir fort. De mai 1947 au début des années 50, le centre de gravité des gouvernements se déplace vers la droite tandis que leurs mesures, réarmement accéléré, intensification de la guerre d'Indochine et, sur le plan intérieur, blocage des salaires, restriction des droits ouvriers, répression de plus en plus brutale contre les ouvriers font écrire à

108. Compte-rendu de réunion, 1er octobre 1948, Rapport sur la situation internationale

109. Jacques Ramboz, *Contribution*, op. cit. p. 30

Barta " comme en 1939 celle de Daladier, cette politique mène à la « gaullisation de la France », avec ou sans de Gaulle "110.

Prenant la tête des grèves, au besoin les suscitant sans même leur avis, la CGT et le PC cessent d'être, aux yeux des travailleurs, les agents directs de la bourgeoisie dans leurs rangs. Chez Renault, certains de ses militants qui avaient rejoint le SDR après la grève réintègrent la CGT. Pour ceux de l'UC, la situation devient infiniment plus complexe.

" Avant 1947, notre situation était simple " explique Barta, " il fallait se dévouer, pouvoir résister, mais c'était facile de fixer l'objectif parce que à ce moment là les ouvriers avaient contre eux toutes les organisations, tout ce qui était officiel. Mais depuis la grève de mai, la situation est beaucoup plus compliquée ; il faut savoir garder l'initiative "111.

Dans l'usine, le SDR propose aux autres syndicats d'agir en commun, sur la base des revendications et des souhaits réels des travailleurs. Mais traduire cette politique de Front unique dans la réalité quotidienne de l'usine, l'adapter à la multiplicité des situations, requiert toutes les forces de l'organisation et de sa direction.

Même privés du statut de délégué, les militants du SDR interviennent sur tous les sujets qui préoccupent les ouvriers : salaires, rapports avec la maîtrise, sécurité, ravitaillement, cantine.

Ils poursuivent, d'autre part, une lutte, politique et juridique, pour obtenir la représentativité de leur syndicat et le droit de présenter des candidats aux élections professionnelles. En janvier 1948 des élections partielles sont organisées dans le secteur Collas, à la suite de la démission de délégués CGT passés à Force Ouvrière. Le SDR appelle à l'abstention et, au second tour au département 6, obtient exactement le même nombre de voix que le candidat CGT qui est proclamé élu au bénéfice de l'âge. Ce résultat " inattendu " - et inférieur à celui espéré - commente Barta, est le produit " d'une maladie qui n'a pas fini de causer le plus grand mal à la classe ouvrière : le scepticisme "112 qui fait dire aux travailleurs des discussions entre organisations, " qu'ils se débrouillent entre eux ".

Malgré ces conditions difficiles, le SDR parvient à exercer une influence durable. " Pendant trois ans le SDR a été le facteur décisif dans l'usine "113. L'audience dont il bénéficie n'est " pas un reste d'influence de 1947, mais

110. Compte-rendu de réunion, 29 octobre 1948. *La grève des mineurs et les perspectives du mouvement ouvrier*.

111. Compte-rendu de réunion, 14 avril 1949

112. Barta (A. Mathieu) Résultats des élections au département 6 à la RNUR, *La Voix des Travailleurs*, n°38, 10 mars 1948

113. Barta, *Mise au point*, op. cit.

le fruit d'un travail acharné et d'une tactique nouvelle élaborée de 1947 à 1949 ¹¹⁴. En effet, " L'influence née de la grève [disparaît] pratiquement par le tournant stalinien d'octobre-novembre 1947 ¹¹⁵ constate Barta qui, pour décrire l'histoire du SDR, récuse " l'image d'une flambée ¹¹⁶.

L'année 1949 voit le SDR remporter deux succès importants. Suite à un arrêt de la Cour de cassation, il obtient sa représentativité en mai 1949 et le droit de présenter des candidats aux élections de délégués. En juin, il recueille 1283 voix (contre 17 368 à la CGT) et a sept élus. Les ouvriers, analyse le Conseil syndical en reconnaissant qu'il en espérait davantage, " sentent que cela va mal et aussi la nécessité d'une opposition au gouvernement, ils ont voté pour la CGT qui fait opposition sur le papier. (...) Ils ont voté à gauche sans engager leur responsabilité ¹¹⁷. Mais l'influence réelle du SDR reste bien supérieure à ces résultats électoraux.

Confirmation en est donné à l'automne 1949 où, cette fois, le SDR obtient sa reconnaissance politique officielle des staliniens. A l'occasion d'une grève dans le secteur de la 4 CV, la CGT est, en effet, contrainte d'accepter officiellement la présence du SDR dans le cartel constitué par les organisations syndicales. " Nous avons imposé aux staliniens une unité d'action sans précédent : un meeting *commun* où chaque organisation a exprimé librement, à la même tribune, son point de vue sur la grève en cours. Ceci le 24 novembre 1949, en plein stalinisme ! ¹¹⁸.

" Nous avons imposé la liberté d'expression face au totalitarisme des dirigeants de la CGT ¹¹⁹.

Pourtant, au moment où le SDR connaît ces succès, son existence même est menacée. En réalité, l'Union communiste se trouve aux prises à des difficultés qui la broient. Réorganisations, discussions, résolutions se succèdent mais rien n'y fait, le malaise persiste et s'exacerbe. Depuis des mois, sur des questions de tactique syndicale, sur les méthodes de l'organisation ou encore sur l'abondance du matériel à diffuser quelques militants, dont Pierre Bois, s'opposent à Barta.

Les militants de chez Renault ont, par la force des choses, la tentation d'interpréter la situation à partir de l'usine, là où Barta impose une vue à l'échelle nationale et internationale. La question est d'autant plus sensible que " l'organisation se confond avec une fraction d'usine ¹²⁰.

L'organisation tente de trouver des solutions :

114. *idem*

115. Barta, *Efficacité et limites de l'initiative révolutionnaire*, op. cit.

116. *idem*, p.1

117. Procès verbal du Conseil syndical du 15 juin 1949, p.1

118. Barta, *Mise au point 1972*, op. cit.

119. *Idem*

120. Compte-rendu de réunion, 14 juillet 1948

" Il faut reprendre le système de sorties périodiques des camarades de l'usine afin qu'ils puissent reprendre leur esprit et voir la situation en général ¹²¹ décide-t-elle en août 1948. Mais huit mois plus tard, en avril 1949, l'UC en est toujours au même point : il faut " trouver des éléments qui puissent se consacrer à l'activité révolutionnaire d'une façon permanente et efficace. En même temps nous devons faire ce travail sans mettre en danger le syndicat et les possibilités de notre activité chez Renault. (...) Il faudra qu'on arrive à sortir quelques camarades de l'usine, progressivement, en vérifiant l'expérience pas à pas ¹²²⁺.

Dans les faits, les circonstances interdisent le remède. Impossible au moment où le SDR est enfin reconnu de faire sortir quiconque de l'usine. Les différends s'accroissent, les rapports se tendent. Deux fractions se constituent en septembre 1949. La scission intervient fin novembre 1949.

Malgré la scission, dans un premier temps, les deux fractions collaborent au sein du SDR. Mais, rapidement le conflit s'envenime et devient public entre " la majorité des délégués SDR " (quatre sur sept sont restés avec Barta) et le représentant officiel du syndicat, Pierre Bois. Aux élections de juin 1950 le SDR ne recueille plus que 500 voix. Il disparaît dans les années qui suivent.

Quels que soient les griefs personnels - et comme dans toute scission ils ne manquent pas -, aux yeux de Barta, la disparition de l'UC a des causes autrement profondes que l'attitude de tel ou tel. Elle tient avant tout à l'isolement de l'UC qui la condamne à choisir entre deux morts. " La sortie des militants [de l'usine] était en fait un renoncement ¹²³. Y demeurer conduisait à l'impasse.

En effet, le regroupement des " éléments authentiquement révolutionnaires " ne s'est produit ni à l'occasion de la grève de 1947, ni après. Les tendances d'extrême-gauche campent sur leurs positions, en particulier le PCI. Chez Renault ses militants ont participé au mouvement en 1947 mais, par crainte de s'opposer radicalement au PC, leur organisation se refuse à voir en quoi il est le produit d'une politique consciente.

" Si nous n'avons pas rallié l'opposition aux staliniens, ce n'est pas que nous étions incapables" commente Barta en 1952, "mais parce que celle-ci n'existait pas dans les actes ¹²⁴.

Mais, plus fondamentalement, explique-t-il, l'isolement dans lequel est restée l'UC malgré sa politique juste est l'illustration de l'impossibilité pour la classe ouvrière française de l'époque de secréter une avant-garde. Un point de vue qu'il résume d'une façon lapidaire en 1972 :

121. Compte-rendu de réunion, 25 août 1948

122. Compte-rendu de réunion, 2 avril 1949

123. Barta, *Efficacité et limites de l'initiative révolutionnaire*, op. cit., p.6

124. *Idem* p.3

" Nos forces, de la grève à la disparition de l'organisation, ne se sont ni augmentées ni renouvelées : l'arbre prolétarien rejetait en fin de compte la greffe révolutionnaire "125.

La formule lui a été reprochée, parfois avec vulgarité. Elle est pourtant l'exact prolongement de ce qu'il affirme tout au long de sa vie militante.

" Tout ce qu'on peut reprocher à la situation objective" écrit-il par exemple, le 22 août 1948, " c'est qu'en fait nous n'avons pas trouvé une aile révolutionnaire des ouvriers et une jeunesse révolutionnaire capable de rallier les méthodes révolutionnaires "126.

Devant la baisse du nombre de journaux vendus, le tarissement des soutiens financiers, la diminution de la participation aux réunions, il constate, en avril 1949, " malgré l'accueil favorable que notre propagande rencontrait nous n'avons pas trouvé au sein de la classe ouvrière-même des éléments avancés capables de lutter "127.

Un propos qu'il illustre en 1952 en rappelant :

" Il fallait la présence hebdomadaire de la totalité des membres de l'UC aux réunions SDR pour résoudre non seulement les tâches politiques et tactiques, mais également les tâches organisationnelles de liaison avec l'usine, etc... "128 tandis que "l'usine ne nous fournit [pas de] cadres syndicaux, à peine quelques cotisants talonnés par nos militants "129.

Au bout du compte, dit-il,

" Le manque de sève (...) provoqua la scission et la fin, quels qu'en soient les responsables. Car si d'en bas et latéralement l'organisation avait reçu des forces nouvelles, de toutes façons des militants défaillants, quel qu'ait été leur travail, auraient été remplacés, comme ce fut le cas avec la scission début 1946 qui n'empêcha nullement l'organisation d'accomplir sa mission "130.

Barta et les quelques militants demeurés à ses côtés publient neuf numéros de *La Lutte de Classes* de janvier à mars 1950 et, chez Renault, quelques numéros de *La Voix des Travailleurs* en 1950 et 1951.

Par la suite Barta fait plusieurs tentatives pour reprendre une activité. Il lance en particulier un " appel à tous les anciens militants " de l'UC en décembre 1950, les invitant à " trouver une base de collaboration, même en dehors de liens organisationnels " face aux échéances ouvertes par la guerre de Corée.

125. Barta, *Mise au point 1972*, op. cit.

126. Compte-rendu de réunion, 22 août 1948

127. Compte-rendu de réunion, 2 avril 1949

128. Barta, *Efficacité et limites*, op. cit. p.2

129. *idem*, p.4

130. Barta, *Idem*, p.1

Les contacts épisodiques pris avec les anciens militants n'ont pas permis de concrétiser ce souhait. En 1956, quelques anciens militants de l'UC créent le groupe *Voix Ouvrière*, devenu *Lutte Ouvrière* en 1968. Mais si *Lutte Ouvrière* se réclame de la tradition de l'UC, Barta, entre autres dans sa *Mise au point* d'août 1972, déclarait ne pas s'y reconnaître.

Les textes de Barta demeurent. Quelques uns ont été réédités, depuis quelques années sous son nom.

Mais la majorité d'entre eux restent inconnus. Les faire connaître n'est pas, à nos yeux, seulement oeuvre d'historien. C'est aussi, compte-tenu de leur intérêt, y compris pour la période présente, contribuer à sa compréhension. " J'espère que cette brève analyse incitera à réfléchir ceux pour qui *agir c'est comprendre* ", écrivait Barta dans sa *Mise au Point*. A sa modeste échelle, nous n'avons pas d'autre ambition.

LA LUTTE CONTRE LA DEUXIEME GUERRE IMPERIALISTE MONDIALE (novembre 1940)

L'ORIGINE DE LA GUERRE

Pour justifier aux yeux des masses la folie d'une nouvelle guerre, le gouvernement Daladier, commis des deux cents familles, invoqua les agressions de l'Allemagne contre " l'ordre " européen.

Mais " l'ordre européen " que voulait défendre Daladier, c'était l'ordre de Versailles, et Versailles étouffait l'Europe. Ainsi, à nouveau du sang devait être versé pour la défense des rapines de la première guerre impérialiste mondiale.

*Le Livre jaune*¹³¹ devait démontrer que Hitler n'entendait se laisser entraver par rien, sinon par la force. Ce que fit Daladier en envoyant au front cinq millions d'ouvriers et de paysans, pour la gloire du capitalisme français.

Malheur aux vaincus ! En 1919, le Traité de Versailles obligea l'Allemagne à se charger devant les peuples du monde entier du crime de la première guerre mondiale. Vainqueur momentanément de la guerre actuelle, l'Allemagne rejette sur la France le stigmate de fauteur de guerre.

Les accusations mutuelles des belligérants n'ont pas pour but seulement de justifier aux yeux de " leurs " peuples la participation au conflit. Elles doivent aussi et surtout cacher à tous les peuples les vraies causes de la guerre. Si l'humanité est plongée périodiquement dans un cauchemar, c'est la faute de tel ou tel peuple, soit en raison de son militarisme (l'Allemagne), soit qu'il occupe un " espace vital " "nécessaire" aux autres (France et Angleterre).

Maintenant les clameurs s'élèvent de toutes parts. " Nous réorganiserons l'Afrique " proclame l'Axe. " Un ordre nouveau en Asie " clament les généraux du Mikado. " Il s'agit pour nous de survivre " dit Churchill. " Nous voulons simplement que nos paisibles bateaux marchands puissent circuler librement sur toutes les mers " affirme Roosevelt, tandis qu'il soumet à son contrôle les Amériques entières. Voilà comment " l'incident polonais " devient conflit mondial, voilà comment derrière la " lutte pour un ordre européen " se cache la lutte pour un nouveau partage du monde. Ainsi se dévoile à nos yeux la cause réelle de la guerre : l'impérialisme des pays capitalistes " avancés ".

L'IMPERIALISME, BASE DE LA GUERRE

Qu'est-ce que l'impérialisme (le capitalisme des **monopoles** né de la libre concurrence) ?

131. Il s'agit d'un document de propagande du gouvernement français destiné à (prouver) la responsabilité allemande dans le déclenchement de la guerre.

L'impérialisme, c'est la main-mise du capital financier (monopoles, trusts) sur l'économie **mondiale**. Cette main-mise s'est accomplie de la manière suivante : les pays arrivés les premiers au stade industriel cherchèrent des débouchés et des matières premières sur les autres continents, retardataires économiquement : Afrique, Asie, Amériques, etc... L'Angleterre et plus tard la France s'emparèrent des colonies, du dix-septième au dix-neuvième siècle. Quand d'autres pays devinrent industriels, l'Allemagne, le Japon, etc... ils ne trouvèrent plus que des miettes. Cette situation leur était d'autant plus intolérable que leur puissance industrielle, basée sur une technique plus avancée, dépassait celle de leurs rivaux. C'est au début du vingtième siècle que le capitalisme de la libre concurrence se transforma en **capitalisme des monopoles**, c'est-à-dire que le globe acheva d'être partagé en sphères d'influence et possessions des pays capitalistes " avancés ".

Les impérialismes tard venus, " affamés ", ne peuvent donc plus obtenir des débouchés et des matières premières qu'au détriment des sphères d'influence et possessions des vieux impérialismes " repus ". En 1914 éclata la première guerre mondiale pour le **repartition** du globe. Elle tourna à l'avantage des impérialismes " repus ", mais ceux-ci durent cependant céder le pas devant un jeune rival qui avait décidé de la victoire : les Etats-Unis.

" La force change différemment chez ces participants du partage, car il ne peut y avoir en régime capitaliste de développement égal des entreprises, des trusts, des branches d'industrie, des pays " (Lénine).

Bientôt le Traité de Versailles, imposé par l'Entente, devint caduc, l'Allemagne écrasée se relève rapidement, et d'autre part, les rapports de forces dans le monde changent complètement. Voilà sur quelle base surgit la deuxième guerre mondiale pour le deuxième repartage du globe. La comédie de la " révision pacifique " n'était destinée précisément qu'à cacher **ce fait capital** aux yeux des peuples.

L'IMPERIALISME, OPPRESSEUR DES PEUPLES

" Ce qui est essentiel pour l'impérialisme ", dit encore Lénine, " c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires, non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper son hégémonie ".

C'est uniquement dans le but impérialiste d'affaiblir son rival que l'Angleterre se flatte de libérer le continent de la domination allemande, et que l'Allemagne annonce la libération de l'Egypte, de l'Inde, du monde arabe, etc., de l'oppression anglaise. Malgré leurs phrases sur la libération des peuples opprimés par d'autres qu'eux-mêmes, les pays impérialistes en lutte font en réalité un front unique contre la liberté des peuples. Si l'Allemagne voulait réellement libérer les Indes, ce n'est pas Gandhi qu'elle exalterait comme promoteur de cette libération, car l'homme qui se trouve à la tête de la " désobéissance passive " n'est que l'agent des lords pour briser ce mouvement.

L'INTERNATIONALISME

" Les alliances pacifiques préparent la guerre et surgissent à leur tour de la guerre, se conditionnant l'une l'autre, engendrant les alternatives de lutte pacifique et non-pacifique sur une seule et même base, celle des liens et rapports impérialistes entre l'économie et la politique mondiale (Lénine).

Tant que subsiste l'impérialisme (le capitalisme des monopoles) la paix n'est qu'une trêve entre deux guerres. La lutte pour la paix se transforme ainsi en lutte contre le capitalisme impérialiste.

Mais la lutte anti-capitaliste ne peut être menée que sous la direction du prolétariat industriel. Si la bourgeoisie, par le **nationalisme**, luttait encore au dix-neuvième siècle contre le particularisme et le morcellement féodal, actuellement, dans les pays impérialistes, son " patriotisme " (contrairement à celui des masses) n'est plus qu'un paravent commode ; derrière, elle poursuit son brigandage international. Au vingtième siècle c'est le prolétariat qui, par **l'internationalisme de classe**, peut seul lutter contre le morcellement national de l'économie mondiale et mettre fin à la guerre. Dans cette voie ses alliés naturels sont les autres classes opprimées de la société bourgeoise, ainsi que les peuples coloniaux et opprimés.

Nous allons donc examiner la politique prolétarienne avant et pendant le conflit actuel. Commençons par déblayer le terrain des mensonges et calomnies de la bourgeoisie pour discréditer les ouvriers.

LES CAUSES DE LA DEFAITE

L'ignoble défaite de juin 1940 révéla la complète pourriture de la bourgeoisie française. Le peuple en exode désignait spontanément, mais d'autant plus sûrement, les responsables du désastre : hommes d'Etat, diplomates, capitaines d'industries, bureaucrates, officiers et gardes mobiles en fuite, c'est-à-dire les classes dirigeantes et leur Etat.

Devant la colère menaçante des masses la bourgeoisie fut prise de peur et annonça elle-même la punition des " responsables ". Elle pensait gagner de cette façon du temps et laisser la colère du peuple s'apaiser. Mais on vit bientôt que la bourgeoisie entendait cette justice comme un moyen d'échapper à ses propres responsabilités et comme une occasion de se venger de la classe ouvrière.

Les 40 heures

Elle essaya d'abord de dresser contre celle-ci les paysans et les petites gens en accusant les ouvriers de paresse ; si nous n'avons pas eu assez d'avions, la faute aux quarante heures !

Belle occasion de revanche !

Toujours la bourgeoisie rejette les fautes de l'exploitation capitaliste sur la paresse des ouvriers. Cependant que, dans la recherche du profit, les entreprises éliminent de la production des masses croissantes de producteurs et les transforment en sans-travail inutiles à la société.

Ainsi en France, pendant les quarante heures qui n'ont duré d'ailleurs que six mois, il y avait 400 000 sans-travail et 400 000 chômeurs partiels. Le mode de production capitaliste rendait inutile cette partie du prolétariat et exténuait l'autre en la faisant travailler soixante heures avant même que le conflit éclate. Sur la base de la propriété capitaliste, il ne pouvait être fabriqué davantage d'avions : le profit des capitalistes aurait baissé. Actuellement les aciéries américaines travaillent à 93% de leur rendement, mais douze millions de chômeurs pèsent sur l'économie du pays. C'est pourquoi le mot d'ordre de la Quatrième Internationale : "*expropriation des industries travaillant pour la guerre*" donnait la clé d'une défense efficace du pays. Contrairement à ce que veut faire croire la bourgeoisie, ce n'est pas dans les quarante heures mais bien dans les soixante heures que se trouve une des causes de la défaite.

Le procès de Riom

A Riom, ce sont des ministres et gros personnages qu'on "accuse", mais là encore, c'est aux ouvriers qu'on s'en prend. La classe ouvrière n'a pas seulement été paresseuse mais encore sa politique - que ces Messieurs sont censés avoir représentée - a mené le pays au désastre. Certes, nous ne contestons pas que les ministres arrêtés ont reçu le "baptême rouge" par leur alliance avec les chefs communistes dans le "front populaire"; mais leur politique au gouvernement fut dirigée contre le prolétariat, contre le mouvement de masse qui précéda cette guerre. Ils ont aidé la bourgeoisie à reprendre de la main gauche ce qu'elle avait été obligée de céder de la main droite. En un mot, ils furent au service non pas des ouvriers, mais des capitalistes.

Quand Blum est accusé d'avoir trahi au profit de l'Espagne, c'est évidemment des ouvriers qu'il s'agit : n'est-ce pas eux qui manifestaient "*des avions, des canons pour l'Espagne!*" ? Cette revendication était l'expression véritable d'une politique extérieure propre au prolétariat qui, en aidant la Révolution espagnole, s'opposait **effectivement** à la guerre impérialiste et ses conséquences. Mais Blum, exécutant les volontés des deux cents familles, vint aux héroïques défenseurs d'Irun leurs propres armes et les livra ensuite aux fascistes ; la victoire de Franco, en éloignant le péril rouge, a précipité la guerre impérialiste. Si la politique de Blum a été désastreuse pour le pays, c'est que son action avait pour but de sauver la domination de classe de la bourgeoisie française sur le prolétariat.

Un peuple qui en opprime un autre...

La politique des gouvernements "Front Populaire" étant celle qu'a menée la bourgeoisie après Versailles, la politique symbolisée par Briand et Poincaré - Société des Nations et fermeté - pourquoi a-t-elle finalement conduit la France à la défaite ? Parce que

" La position de la France dans le monde, telle qu'elle a été fixée par le Traité de Versailles, ne correspond aucunement aux ressources réelles de la République. Sa population ne s'accroît pas. L'économie stagne. Elle n'a pas de pétrole à elle. Les provisions en charbon sont insuffisantes. Les

finances ébranlées. Plus que dans tout autre pays, la sécurité nationale de la France dépend des autres pays : de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, sinon de l'URSS. **La guerre rejettera la France au rôle d'une puissance de seconde zone.** En même temps que la situation mondiale de ce pays, son ordre social sera ébranlé" (Trotsky, 9 août 1937). Sur quoi ce pronostic était-il basé ?

Maintenir en esclavage soixante-dix millions de coloniaux et faire en même temps le gendarme de l'Europe fut possible à la France tant que les peuples du Continent ne se furent pas relevés des désastres provoqués par la guerre. Mais quand elle eut devant elle un peuple de quatre-vingt millions d'hommes qui entendait revendiquer pour lui - par la force - la "mission" de maintenir "l'ordre européen", cette tâche s'avéra au-dessus de ses forces : sur le terrain de l'impérialisme, la France devait finalement céder le pas à l'Allemagne.

Mais si la France, dirigée par le prolétariat, avait libéré "ses" colonies, le soutien, non seulement des coloniaux exploités par la bourgeoisie française, mais encore de tous les peuples opprimés, l'aurait rendue invincible. Un peuple qui en opprime un autre doit s'attendre à être OPPRIMÉ A SON TOUR.

La seule voie

Le rôle réactionnaire et anti-national de la bourgeoisie, complètement dévoilé par la guerre, s'exprime actuellement sans équivoque dans l'action de ses deux sauveurs : Pétain et de Gaulle. Par l'un elle se jette dans l'étreinte mortelle de Hitler, par l'autre, elle lutte pour la **revanche**, pour un nouveau Versailles dicté par l'impérialisme anglais. Mais dans un cas comme dans l'autre, son rôle ne peut plus être que celui d'exécutant docile. Plus que jamais la domination de la bourgeoisie signifie pour la France bassesse et servilité.

C'est seulement la voie prolétarienne qui reste ouverte au relèvement de la France. Les ouvriers français unis aux ouvriers européens **dans la même lutte** anti-impérialiste -l'impérialisme français, allemand, italien et espagnol- mettront fin à l'exploitation de classe et à l'oppression nationale sur le Continent. Le succès du prolétariat européen est assuré par la situation sans issue de l'Europe dans le monde capitaliste. Nous allons le démontrer en donnant une réponse aux questions suivantes : Hitler a-t-il vaincu définitivement ? Hitler organise-t-il un "nouvel ordre européen" ?

VICTOIRE DE HITLER ?

Quand l'Europe était maîtresse du monde, sa domination assurait à la première puissance continentale l'hégémonie sur le globe entier. Tel est le secret de la politique traditionnelle anglaise, le fameux "équilibre" vis-à-vis des pays européens. Mais hélas ! le temps est révolu où l'Europe était le centre économique du monde. Un court processus historique, à peine quatre cents ans, a préparé le développement inouï des forces productives ailleurs que sur le vieux continent. Chassés par les persécutions acharnées des classes dominantes, les meilleurs éléments de la société monarchiste avaient émigré dans le nouveau monde. Là, les conditions naturelles du continent, unies au savoir-faire des ar-

tisans européens, ont jeté les bases d'une économie qui, au vingtième siècle, dépasse les autres parties de l'économie mondiale.

Cette prédominance de l'économie américaine n'assura cependant l'hégémonie de l'Amérique que par suite de la première guerre entre les impérialismes européens. Tandis que l'Europe se ruinait, l'Amérique se fortifiait et s'enrichissait. La première guerre impérialiste, née de l'antagonisme anglo-allemand, consacra la victoire de... leur rival américain sur l'Europe et sur le monde. Il faut donc examiner la question en partant de ce fait décisif. Car les victoires de Hitler sur le continent ne suppriment pas, mais au contraire accroissent la dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'Amérique.

Europe et Amérique

Les journalistes à la solde de Hitler dépensent beaucoup d'encre pour nous rassurer sur la victoire de ce dernier. Pour ce faire, ils escamotent le problème essentiel, les rapports entre l'Europe et l'Amérique. Écoutons un Monsieur Stanislas :

" Le Président des Etats-Unis sait fort bien que son peuple ne le suivrait pas dans une lutte pour **arracher l'hégémonie de l'Europe à l'Allemagne**. Par contre il aurait son peuple entièrement derrière lui si le chancelier Hitler voulait **attaquer le Canada** " (Aujourd'hui, 2 octobre 1940). Tout simplement ! Cependant, les gens sérieux qui parlent au nom du capital financier allemand, posent la question tout autrement : " Il faut que les Etats-Unis renoncent à être en même temps premier exportateur industriel et premier exportateur financier " (Dr Funk).

Dilemme que l'impérialisme américain ne pourra **jamais** accepter.

Le capitalisme américain a, plus que tout autre, besoin du monde entier comme champ d'action, à la fois comme exportateur de produits industriels et de capitaux.

" L'Amérique accumule annuellement sept milliards. Que faire de cet argent ? L'enfermer simplement dans un sous-sol, c'est en faire un capital mort qui diminuera les profits du pays. Tout capital exige des intérêts. Où placer les fonds disponibles ? Le pays lui-même n'en a pas besoin. Le marché intérieur est sursaturé, il faut chercher une issue à l'extérieur. On commence à prêter aux autres pays, à investir des fonds dans l'industrie étrangère. Mais que faire des intérêts ? Ils reviennent en effet en Amérique. Il faut ou bien les placer de nouveau à l'étranger s'ils sont en espèces, ou bien, au lieu de toucher de l'or, importer des marchandises européennes. Mais ces marchandises saperont l'industrie américaine, dont l'énorme production a déjà besoin d'un débouché extérieur. Telle est la contradiction. Ou bien importer de l'or dont on n'a que faire, ou bien, au lieu d'or, importer des marchandises **au détriment de l'industrie nationale**... C'est pourquoi l'Amérique a de plus en plus besoin de **s'étendre**, c'est-à-dire d'investir le superflu de ses ressources dans l'Amérique latine, en Europe, en Asie, en Australie, en Afrique " (Léon Trotsky).

Avant même que le conflit éclate ouvertement, un déplacement considérable de forces se fait en direction des Etats-Unis. Ce que Hitler a conquis - sources de faiblesse prochaine - pâlit devant les rapines " pacifiques " de Roosevelt : monopole sur les deux Amériques, où le capital anglais et allemand occupait des positions considérables, protection de l' " Empire " britannique, mainmise sur les positions stratégiques qui commandent les océans ! En affaiblissant l'Angleterre, l'Allemagne a joué jusqu'à maintenant le rôle de **soldat de l'Amérique**. C'est là un des aspects de la dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'Amérique.

Ce n'est donc nullement l'hégémonie d'Hitler en Europe que craint Roosevelt. La vraie question est la suivante : quelle place le capital financier américain laissera-t-il au

capital financier européen dans l'économie mondiale ? C'est la guerre qui en décidera, car seule la guerre peut déterminer le véritable rapport de forces.

Défaite de Hitler

Le principe stratégique de Clausewitz - grand théoricien allemand de la guerre - " possession entraîne puissance " trouva une nouvelle vérification par la fin de la guerre de 1914-1918. La formidable armée de Guillaume II fut mise en échec par la situation **historique** de l'Allemagne : ses rivaux avaient sur elle l'immense avantage d'avoir établi leur domination mondiale à une époque où les peuples purent être entraînés dans la voie capitaliste. Mais notre siècle, c'est l'époque de l'émancipation prolétarienne et **coloniale**. Si, contrairement à Guillaume, Hitler réussit à débarquer à Londres, encore moins que celui-ci il atteindra les Indes.

Hitler a vaincu en Europe, mais l'Europe a été vaincue par l'Amérique voici vingt-six ans, quand éclata le premier conflit mondial. Si la flotte italienne est forte en Méditerranée, **la maîtrise des océans appartient à la flotte américaine et anglaise**.

Que vaut l'allié japonais ? Le Japon, c'est le colosse aux pieds d'argile. Le criant contraste économique, social, culturel, fait de lui l'impérialisme le plus féroce, mais le plus vulnérable : son industrie avancée couronne une économie agraire quasi-féodale ; 70% de la population agricole cultive 33% de toute la terre arable ; les rapports de **propriété** sont pires : 7,5% des propriétaires possèdent 50% de la terre, tandis que 50% des propriétaires en possèdent 9% ! C'est avec raison que la Quatrième Internationale voit dans le Japon un des premiers chaînons capitalistes destinés à se rompre.

L'Allemagne et l'Italie sont également déchirées par de terribles contradictions sociales. La guerre n'est que l'expression renversée de ces contradictions. Hitler et Mussolini échappent à leur faillite en portant à l'extérieur le dynamisme explosif des forces productives allemandes et italiennes. Tout revers, ou même tout piétinement sur place, menace de faire exploser leur machine de guerre : ils sont contraints à l'offensive permanente ; ils doivent briser aussi coûte que coûte, leur **encercllement européen**. Cette situation stratégique poussa autrefois Napoléon à sa campagne de Russie !

UN " ORDRE NOUVEAU " EN EUROPE ?

Quel a été le résultat de la première guerre impérialiste mondiale ?

" L'Europe, après la guerre est tombée dans une situation plus pénible qu'avant 1914. Mais la guerre n'a pas été un phénomène fortuit. Ça a été le soulèvement aveugle des forces de production contre les formes capitalistes, y compris celles de l'Etat national. Les forces de production, créées par le capitalisme, ne pouvaient plus tenir dans le cadre des formes sociales du capitalisme, y compris le cadre des Etats nationaux. De là, la guerre. Quel a été le résultat de la guerre pour l'Europe ? Une aggravation considérable de la situation. Nous avons maintenant les mêmes formes sociales capitalistes, mais plus réactionnaires ; les mêmes barrières douanières, mais plus hérissées d'obstacles ; les mêmes frontières, mais plus étroites ; les mêmes armées, mais plus nombreuses ; une dette accrue, un marché restreint. Telle est la situation générale de l'Europe. Si, aujourd'hui, l'Angle-

terre se relève quelque peu, c'est **au détriment de l'Allemagne** ; demain, ce sera l'Allemagne qui se relèvera **au détriment de l'Angleterre**. Si la balance commerciale d'un pays accuse un excédent, la balance d'un autre pays accuse un passif correspondant " (Trotsky, 1926).

Jusqu'à la défaite de juin, la presse entretenait les lecteurs sur la future " organisation européenne " qui aurait été la conséquence de la victoire des Alliés : les souvenirs du Traité de Versailles hantent en effet les masses et les jettent dans l'indifférence quant à l'enjeu du conflit. Mais tels sont les méfaits de l'anarchie capitaliste, que **tous** les dirigeants impérialistes sont obligés de susciter le mirage d'un " ordre nouveau " pour gagner l'appui des masses ; et le choeur payé, Déat en tête, chante maintenant sur tous les tons la nouvelle organisation européenne " en train de naître ", conséquence de la victoire de Hitler. Hitler " l'unificateur " du continent, voilà le slogan.

Si c'était vrai, cela entraînerait des conséquences décisives pour nous marxistes ; il faudrait alors réviser, théoriquement et pratiquement, notre attitude vis-à-vis du fascisme. Car, quels que soient les moyens employés, une unification de l'Europe, même sur des bases capitalistes, serait un point de départ pour une nouvelle croissance des forces productives et donc de la culture européenne (Voir les thèses de la *Quatrième Internationale et la Guerre*, 1934).

Dans *le Temps*, publié dans la zone dite " non-occupée ", un article paru cet été envisageait ainsi la nouvelle situation économique en Europe : " *Etant donné l'écrasante supériorité de l'industrie allemande sur ses concurrents, il paraît de l'intérêt de l'Allemagne de supprimer les barrières douanières en Europe. Cependant elle se garde bien de le faire* ". Bien entendu ! La **suppression** des frontières et des barrières douanières, en donnant un nouvel essor au développement économique et culturel, saperait la base même du fascisme - l'économie nationale - et préparerait des bases infiniment meilleures pour une offensive révolutionnaire des masses, **ultérieure**. Non, le fascisme, comme toute bureaucratie, tend à sa propre conservation - et ce n'est ni aujourd'hui, ni demain qu'il disparaîtra **voilement** de la scène, pour le plus grand bien de l'humanité.

En réalité, la victoire européenne de Hitler a engendré les mêmes maux que ceux du Traité de Versailles. Ce n'est pas parce que ses armées occupent l'Europe qu'il y a moins de frontières, moins de barrières douanières, moins de dettes, un marché plus large, une monnaie stable, moins d'oppression nationale.

Hitler occupe la Hongrie et la Roumanie auxquelles il a octroyé une paix, mais entre ces deux Etats subsiste et est aggravé tout ce que Versailles avait établi ; seulement, à la place de la " Grande " Roumanie, il y a maintenant la " Sainte " Couronne d'Étienne. L'Europe entière est ainsi divisée et compartimentée : sur une base plus pauvre que celle de Versailles, sur les ruines de tous les Etats européens, Hitler étend les tentacules du capital financier allemand. Ce genre " d'unification " le capital anglo-français l'avait déjà réalisé auparavant. Mais dix forçats enchaînés constituent-ils une union ? Le nouvel ordre d'Hitler, c'est toujours le vieux désordre capitaliste.

Mais telle est la chute effroyable provoquée par la deuxième guerre impérialiste, que les perspectives tracées par les nouveaux " organisateurs " de l'Europe prévoient le maintien de l'autarcie **après la paix sur le continent**. L'autarcie, comme chacun le sait a pour but de faciliter le fonctionnement de l'économie en cas de conflit (Mussolini). Concentrant entre ses mains toute l'économie européenne, le Reich veut transformer les autres pays en " hinterland ", en économie complémentaire. La France, " jardin de l'Europe ", répond à ce plan ; les ouvriers étrangers qu'attire l'Allemagne pour remplacer les Allemands transformés en garde-chiourme des autres pays en est également ; ainsi

conçue, l'autarcie européenne doit à bref délai enchaîner les peuples et les ramener loin en arrière. Mais, comme les autres, ce plan échouera !

Les Etats-Unis Socialistes d'Europe

La part de l'Europe dans l'économie mondiale a considérablement décliné après la première guerre mondiale. En essayant d'agrandir la part de l'impérialisme allemand dans une Europe déjà appauvrie, Hitler a consommé la ruine du continent. Des anciennes possessions coloniales de l'Europe il ne reste presque rien. Et avant que Hitler ne vainque l'Angleterre, l'Amérique réduira le vieux monde à la portion congrue, ne lui laissant que de quoi ne pas mourir de faim.

Et quel est le sort réservé aux nations ? " *Une nouvelle guerre* ", avertissait la Quatrième Internationale en 1934, " *recouperait l'Europe en obéissant à la carte militaire, mais non pas en se conformant aux frontières des nations* ". Si la bourgeoisie allemande a découpé la France, c'est que la bourgeoisie française n'a pas suffisamment (!) morcelé l'Allemagne par le Traité de Versailles. Qu'est-ce que va encore nous apporter une victoire anglaise ? Sur des bases **capitalistes** la voie est fermée à un relèvement de l'Europe.

" La tâche de permettre une auto-détermination absolue et la collaboration pacifique de tous les peuples de l'Europe ne peut être résolue que sur la base de l'union économique d'une Europe purgée de la domination bourgeoise ".

Seul le prolétariat réalisera l'unification économique de celle-ci, cette union étant la condition **première** de l'édification d'une économie planifiée. Seul le prolétariat au pouvoir peut libérer les peuples de la prison autarcique de Hitler, car son pouvoir est dirigé contre l'oppression. En un mot, seul le prolétariat peut " **chasser ceux qui ont morcelé l'Europe, prendre le pouvoir pour unifier cette dernière et créer les Etats-Unis Socialistes d'Europe** ".

LA DEFENSE DE L'URSS

Si la bureaucratie soviétique, conservatrice et réactionnaire, a dissipé la crainte que la bourgeoisie nourrissait à l'égard de Moscou, cependant celle-ci ne peut pas tolérer indéfiniment qu'un sixième du globe **échappe à son contrôle**. Dépecer l'URSS et la coloniser, voilà ce qui, pour quelque temps, ouvrirait une issue à la crise générale du capitalisme. *Les Thèses de la Quatrième Internationale sur la Guerre* (1934) attirent l'attention du prolétariat sur le fait que " *toute grande guerre indépendamment des motifs qui seront à son origine, posera d'une façon tranchante la question de l'intervention militaire en URSS avec le but de transfuser du sang dans les veines sclérotiques du capitalisme* ".

Après le dépècement de la Pologne, il sembla que Staline par son entente avec Hitler, avait non seulement détourné de l'URSS le danger militaire anti-soviétique, mais encore avait réussi à renforcer considérablement la position stratégique de celle-ci par

l'annexion successive d'anciennes provinces russes. Parlant au Soviet Suprême de l'URSS, le premier août 1940, Molotov énumère les victoires remportées sur le monde capitaliste :

" Le pays des soviets compte vingt-trois millions d'habitants de plus. L'URSS peut parler au nom de cent quatre-vingt treize millions d'habitants " (L'Humanité, 5 août 1940).

Ainsi posée, la question de la soviétisation du monde se ramène à une simple progression géographique de l'Union Soviétique.

Mais comment ces résultats ont-ils été obtenus ? Car, aussi profondes que soient les contradictions entre les impérialistes, ils se sont toujours unis quand ils ont considéré l'avance du prolétariat menaçante pour leur domination de classe. Le Kaiser allemand avait conclu avec Lénine une " paix " séparée (après que la résistance soviétique fut brisée), dans l'espoir que le régime de celui-ci s'effondrerait bientôt, l'essentiel étant de battre ses concurrents impérialistes pour être à même de prendre la part du lion des dépouilles des Soviets ; mais quand il s'avéra que le régime de Lénine était durable, quatorze nations capitalistes intervinrent contre la dictature du prolétariat. Malgré leurs intérêts opposés en Espagne, les impérialistes firent bloc contre la révolution ; l'intervention de Mussolini et de Hitler fut complétée par la non-intervention de Blum et de Lord Perth, qui, empêchant de leur mieux l'aide des ouvriers français et anglais au prolétariat espagnol, provoquèrent le retrait des brigades internationales.

" C'est la force considérable de l'URSS qui a empêché l'intervention capitaliste ". Bien sûr, la force est un argument appréciable contre les impérialistes. Mais la force au service de la révolution (du socialisme), aurait dû précisément hâter le front unique impérialiste, comme à Munich. Qu'est-ce qui a donc pu déterminer Hitler à régler leur compte d'abord à ses adversaires capitalistes, avec l'aide de Staline ?

C'est que l'accord germano-russe liquidait le dernier mouvement ouvrier en Europe : l'anti-fascisme. Le renoncement provisoire de Hitler à attaquer l'URSS fut acheté par la destruction politique du prolétariat français. La politique internationale de la bureaucratie a facilité l'écrasement des prolétariats par leur propre impérialisme. Si Staline peut parler aujourd'hui au nom de l'Union Soviétique agrandie de vingt-trois millions d'habitants, Hitler parle au nom de l'Europe entière. Le bilan se solde par une perte décisive pour l'URSS. Le prolétariat mondial s'écroule : mais les bureaucrates " construisent " le socialisme sur un sixième du globe !

Mais déjà mûrissent les fruits amers de la politique de Staline. L'Allemagne et l'Italie ont signé - en septembre dernier - un nouveau pacte avec le Japon. Jadis, quand les mêmes puissances étaient liées contre l'Union Soviétique, Staline appelait les ouvriers des pays impérialistes " démocratiques " à une lutte à mort contre le pacte anti-Komintern ; il ne renonça à la lutte contre le fascisme " fauteur de guerre " qu'en signant l'accord germano-soviétique ; l'accord lui-même étant justifié comme la fin du pacte anti-Komintern (L'Humanité). Aujourd'hui, c'est avec les bénédictions officielles de la presse soviétique qu'est signé le pacte... " à trois " (sic). Mais ce n'est pas la première fois que Staline, pour couvrir sa défaite, chante victoire !

Le pacte " à trois " est conclu dans le but d'opposer à toute extension du présent conflit " la résistance solidaire des trois puissances ". Si l'un des signataires se trouvait en guerre avec une puissance non-impliquée dans le conflit européen, les deux autres se porteraient à son secours, avec tous leurs moyens. Or, les puissances non-impliquées dans la guerre sont encore l'URSS et les Etats-Unis. Le pacte peut être dirigé contre les Etats-Unis ; mais il lie d'abord les poings et les pieds de l'Union Soviétique.

Hitler revient à ses premières amours...

Le pacte germano-soviétique laissait l'entière liberté à l'URSS en Asie ; un conflit de celle-ci avec le Japon obligeait l'Allemagne à la neutralité. Le pacte " à trois " contraignait l'Union Soviétique à ne plus bouger, sous la menace de l'Axe uni au Japon. L'URSS doit contribuer, en les approvisionnant, au renforcement de ses ennemis militairement les plus dangereux.

Mais quels sont les vrais rapports entre l'Allemagne impérialiste et l'Union Soviétique ? Quelques jours avant que Molotov se rende à Berlin, le 8 novembre 1940, Hitler ne craint pas d'avouer qu'il fait la guerre à l'Angleterre à contre-cœur :

" Jusqu'au dernier moment, même encore quelques jours avant le déclenchement de la guerre, je me suis EFFORCE de réaliser mes anciennes visées en matière de politique extérieure ".

Contraint à la guerre contre l'Angleterre, Hitler veut-il réaliser ses " anciennes visées " - détruire l'économie planifiée de l'URSS et rétablir le capitalisme - sinon par les armes contre l'Union Soviétique, du moins par la capitulation de Staline-Molotov ?

La IVe Internationale et l'URSS

Staline n'ose pas rappeler ces " anciennes visées " ; son porte-parole Molotov proclame seulement sa " fidélité " à la politique de paix ! Et, il va à Berlin entouré d'experts pour assurer les " arrières " de Hitler : en fait

transforme l'Union Soviétique en un dépôt d'approvisionnement des puissances anti-Komintern.

Mais les puissances de l'Axe voudront de plus en plus exercer un contrôle sur ce " dépôt " ; elles exigeront l'adaptation du plan à leurs besoins ; dans la perspective d'un prolongement durable de leur " amitié " avec l'Union Soviétique, les impérialistes de l'Axe détourneront le plan vers leurs buts à eux et, en rompant son équilibre, rétabliront le capitalisme. Voilà à quel prix Staline, ou plutôt son successeur, s'assurerait une collaboration définitive avec Hitler.

Si, au contraire, à un moment donné, Staline veut résister à cette pression qui mène au gouffre, alors ce ne sont pas les " serments de fidélité " à la paix de Molotov qui empêcheront Hitler de réaliser ses " anciennes visées " par les armes. Et quel sera l'instrument tout prêt de cette intervention ? Le pacte... " à trois " que la presse soviétique accueille favorablement et que Molotov renforce par son action diplomatique.

L'URSS, que chaque ouvrier doit défendre contre ses ennemis capitalistes, est mise en danger par la bureaucratie. Le prolétariat mondial ne peut défendre l'URSS qu'en s'arrachant à la bureaucratie et à ses combinaisons diplomatiques : le sauvetage des conquêtes historiques d'Octobre 1917 dépend de la Quatrième Internationale.

LE PROLETARIAT ET LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

" L'ennemi principal de chaque peuple se trouve dans son propre pays " fut la doctrine sur laquelle s'appuya la Troisième Internationale dans sa lutte

contre la guerre. Elle se posait comme tâche, si son action n'avait pas pu empêcher le conflit, de "*transformer la guerre impérialiste en guerre civile*".

Staline rompit avec Lénine sur cette question le 2 mai 1935. En signant avec Laval "l'alliance" franco-soviétique, il reconnaît à la France le droit de s'armer "*au niveau de sa sécurité*". Il va sans dire, l'impérialisme français n'avait pas besoin de la permission de Staline pour préparer sa guerre ; mais il fallait la justifier devant les masses : si Staline veut "l'appui" de la France (impérialiste) contre l'Allemagne il doit "réconcilier" les ouvriers français avec la "défense nationale" de la bourgeoisie. La Section française de l'Internationale Communiste se mit à remplir cette tâche avec ardeur.

L'anti-fascisme.

Pour justifier le tournant, une nouvelle théorie, bâtie de toutes pièces, prit la place de la doctrine révolutionnaire de Lénine. La guerre n'est pas due à l'impérialisme, (à tous les pays qui grâce au capital financier exploitent le monde), mais uniquement aux impérialismes fascistes : l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Même après Munich, le 21 novembre 1938, Maurice Thorez déclare devant le Comité central du Parti communiste français :

" On doit dénoncer comme un appui direct au fascisme... les affirmations **mensongères** que " tous les impérialismes se valent ". Cette dernière phrase voudrait dissimuler les différences **essentiels** entre les pays où sévit la **dictature fasciste qui conduit à la guerre** et les pays de **démocratie intéressés au maintien de la paix** ".

C'est ainsi que Staline mit la saine horreur des masses travailleuses contre le fascisme au service des impérialismes " démocratiques " alliés.

Cette doctrine non-révolutionnaire (s'attaquant seulement à une des formes de l'impérialisme), adaptée aux besoins **temporaires** de la diplomatie bureaucratique (cachée au peuple) entraîna l'abandon de la lutte contre les rapines de son propre impérialisme ; sous le mot d'ordre " le fascisme c'est la guerre " les masses furent mobilisées contre le fascisme... extérieur. La Troisième Internationale dénonça toute mesure révolutionnaire comme du " trotskysme " au service de Hitler : c'est ainsi que furent arrêtées dans leur élan les révolutions montantes de France et d'Espagne. A aucun prix il ne fallait inquiéter les " alliés " démocratiques de Staline et provoquer ainsi la dislocation de la " sécurité collective ". En France la domination des 200 familles ne fut pas ébranlée parce que la grève de juin 36 fut arrêtée par Thorez avant la victoire définitive : "*il faut savoir finir une grève*". En Espagne, à la place de mesures décisives - l'expropriation des grosses entreprises, la terre à ceux qui la travaillent - on distribuait les prêches en haut-de-forme de Litvinov à Genève... défendant le **statu-quo** et mettant au point la définition de " l'agresseur ". La Révolution fut sacrifiée à la " sécurité collective ".

L'accord germano-soviétique

Seule la crainte de **révolution** avait freiné le déclenchement d'une guerre préventive de la part de l'impérialisme franco-anglais. Mais, Hitler et Mussolini à la tête de bandes fascistes, Staline par sa politique néfaste, chacun à sa manière, vinrent à bout des

mouvements révolutionnaires d'après-guerre. La Troisième Internationale ayant failli à la tâche de renverser le capitalisme mondial, l'impérialisme mit le monde à feu et à sang.

Les journalistes à la solde de l'impérialisme anglo-français ont soutenu que la faute du conflit retombait sur le pacte germano-soviétique, donc sur l'URSS. Ils se taisent pudiquement sur le fait que les " démocraties " avaient tout essayé pour jeter Hitler sur l'Union Soviétique.

Seulement, les pactes ne sont que **l'expression des " rapports impérialistes entre l'économie et la politique mondiales "** : quels qu'eussent été, au début, les partenaires et les adversaires, la guerre était inévitable. Si un an plus tard, les rédacteurs de *L'Humanité* (septembre 1940) proposent eux-aussi leur pacte " sauveur ", ils reprennent simplement l'idée bourgeoise de la possibilité de la réalisation de la paix en régime capitaliste :

" Dès lors le sauvetage de la paix devenait possible... par un **règlement européen général** réalisé avec la participation de l'URSS ".

L'article, intitulé "*On veut blanchir les responsables*", est destiné à laver en premier lieu la politique des " chefs " communistes qui ont été et sont encore partisans de tel ou tel pacte diplomatique **secret !**

L'impérialisme étant non pas une tendance politique, mais une réalité économique (Lénine), il est clair pour tout ouvrier qui réfléchit que la conclusion d'un pacte déterminé est **forcément dirigé contre** un autre groupe de puissances : mais un règlement général des impérialistes avec la participation de l'URSS (socialiste !) est simplement du domaine des contes de fées. Ainsi la " sécurité collective " ne pouvait pas ne pas être dirigée contre l'Allemagne ; le pacte anti-komintern et de Munich contre l'URSS ; l'accord germano-soviétique contre la France. A la politique des pactes secrets des chefs communistes, la Quatrième Internationale oppose la lutte bolchévique : "**A bas la diplomatie secrète !**"

La Troisième Internationale et la guerre.

Si la **cause** de la guerre est dans l'impérialisme et non dans l'accord germano-soviétique, la politique stalinienne en est responsable **au point de vue du prolétariat**. Ayant abandonné la politique de Lénine qui mettait tous les impérialismes " dans un même sac ", l'Internationale communiste mobilisa les ouvriers de tous les pays contre l'impérialisme allemand. Quand les ouvriers français furent contraints aux soixante heures, avant le conflit, les chefs communistes n'appelèrent pas à la grève générale pour ne pas affaiblir la " lutte " contre Hitler. Malgré leur bourgeoisie haïe, les ouvriers donnèrent leurs nerfs et leurs muscles en pensant qu'ainsi ils combattaient le fascisme. Jusqu'au jour où les deux " ennemis mortels ", Staline et Hitler, se donnèrent fraternellement la main : la mobilisation générale trouva les ouvriers, d'une part devant l'accord germano-soviétique, d'autre part devant le vote des crédits de guerre à Daladier par les députés " communistes ". Quelle résistance pouvaient-ils dès lors opposer aux plans de l'Etat-major ? La politique stalinienne les avait rendus impuissants.

Ce n'est qu'**après** le partage de la Pologne que Staline désigna ouvertement l'impérialisme franco-anglais comme fauteur de guerre ; ce n'est qu'**après** le partage de la Pologne que le groupe communiste à la Chambre exigea, par une lettre ouverte à Herriot,

la " signature immédiate de la paix " par des pourparlers. Cette position pouvait paraître semblable à celle des bolchéviks pendant la première guerre impérialiste. Mais rien n'en est plus éloigné : la revendication bolchévique surgissait **en pleine mêlée** ; les bolchéviks posaient comme condition préalable le renoncement à toute annexion par les belligérants, condition qui frappait en plein la politique impérialiste. Un nouveau Munich, même avec la participation de l'URSS, aurait dû consacrer les rapines de Hitler, contre lesquelles les chefs " communistes " n'ont pas un moment élevé leur voix. Une vraie paix, ça ne pouvait être qu'une **paix sans annexions**. Car, si treize millions d'Ukrainiens et de Biélorussiens ont été libérés par l'URSS du joug du capitalisme polonais, vingt-sept millions d'ouvriers et de paysans polonais ont trouvé chez Hitler non seulement une exploitation de classe accrue, mais encore une oppression nationale féroce. Mais une paix sans annexion n'était possible que dans une Europe soviétique. En taisant ces conditions matérielles et politiques nécessaires pour une vraie paix, l'activité " défaitiste " qu'a menée le PCF jusqu'à l'offensive allemande du 10 mai, n'est qu'une caricature du défaitisme anti-impérialiste de Lénine : l' " anti-fascisme " et le " défaitisme " de Staline n'étaient qu'au service de ses " alliés " changeants.

Après la victoire de Hitler sur la France, les chefs communistes changèrent une fois de plus de position :

" Ce que le peuple **ne doit pas perdre de vue**, c'est que de même que le Traité de Versailles qui consacrait la victoire d'un groupe impérialiste sur un autre portait en lui les germes de nouveaux conflits, de même une **organisation européenne** (!) qui consacrerait la victoire d'un groupe impérialiste sur un autre, ferait planer sur l'humanité la menace de nouveaux conflits " (Thorez et Duclos, 3 septembre 1940).

Qui, plus que tout autre, ont fait " perdre de vue " au prolétariat cette vérité ? Thorez et Duclos, en appelant de 1935 à 1939 à la défense du Traité de Versailles contre l'Allemagne ; Thorez et Duclos qui même maintenant n'osent pas écrire " les brigandages de Hitler " et mettent à la place pudiquement " une organisation européenne " ; Thorez et Duclos en accusant Trotsky, parce qu'il s'élevait contre le Traité de Versailles, d'être l'agent de Hitler !

La Troisième Internationale joue dans le conflit actuel le rôle que la Deuxième accomplissait pendant le précédent. Si les opportunistes social-démocrates se gavaient dans les ministères tandis que maintenant les députés communistes sont traqués ou emprisonnés, la différence entre eux est seulement matérielle et non pas politique. Déjà, pendant l'autre guerre, les mencheviks russes, incapables de renverser le tsarisme, ne trouvaient pas non plus le moyen de faire l'union sacrée : malgré leur patriotisme, le tsar les envoyait au bagne et en déportation. Si, à l'époque, quelque part dans le monde avait existé une " menchévie " social-démocrate, les souffrances des opportunistes russes auraient reçu un semblant d'internationalisme, en les transformant en défenseurs, non pas de leur propre patrie tsariste, mais de " l'idéal " menchéviste qu'ils étaient incapables de réaliser chez eux. Si les chefs communistes français ne purent pas continuer à servir leur propre bourgeoisie contre Hitler, c'est que leur propre bourgeoisie instaurait chez elle le même régime que celui-ci et entendait se passer du concours des opportunistes. Plus privilégiés que leur collègues mencheviks, Thorez et Duclos restèrent au service de la " menchévie " dirigeante de l'URSS.

La Quatrième et la guerre.

La Quatrième Internationale a combattu résolument les mascarades montées par Staline pour masquer son abandon de la véritable lutte contre la guerre. Quels sont les résultats du Congrès Amsterdam-Pleyel contre la guerre et le fascisme ? La lutte pour la sécurité collective a-t-elle empêché Staline de tomber dans les bras de Hitler ? Les fusillades des vieux bolchéviks accusés d'entente avec Hitler seront-elles le châtiment de Staline ? La " fidélité " à la paix de Molotov empêche-t-elle l'extension de la guerre dans le monde ? Non. Staline, auquel les ouvriers ont accordé leur confiance, se moque du sort du prolétariat mondial et des peuples asservis ; comme son socialisme, il réalise sa paix, sur un sixième du globe !

Seule la Quatrième Internationale, malgré les accusations misérables lancées contre elle, a lutté patiemment pour le véritable internationalisme.. La Quatrième Internationale a préconisé la première le front unique **ouvrier** contre le fascisme et fut accusée de " social-fascisme " ; les trotskystes ont lutté contre le front populaire avec les bourgeois et furent accusés de " fascisme ". La Quatrième Internationale a lancé le mot d'ordre de boycottage par les ouvriers de l'Italie en guerre contre un pays colonial : Staline fournit à Mussolini du pétrole contre l'Abyssinie. Les trotskystes se sont élevés contre le Comité de " non-intervention " auquel Staline participa au début. Depuis le début du conflit, la Quatrième Internationale a poursuivi une seule ligne : sa transformation en guerre civile.

La voilà, la véritable lutte contre la guerre ! Si elle n'a pas encore vaincu, c'est que les masses font leur expérience jusqu'au bout : en 1914, malgré la trahison de la social-démocratie, celle-ci garda encore longtemps son influence sur de larges couches ouvrières. Nous croyons fermement que cette fois, instruits par le passé, les ouvriers avancés rallieront le drapeau de la Quatrième Internationale avant que le monde, épuisé par la guerre, retombe dans une barbarie impérialiste accrue. La victoire prolétarienne est assurée sous le signe de la Quatrième Internationale !

NATIONALISME ET REVOLUTION

L'occupation militaire de plus de la moitié de la France a donné l'occasion aux éternels chercheurs de " tactiques " de mettre en avant des mots d'ordres " nouveaux ". C'est ainsi qu'un groupe qui s'intitule " Comité pour la Quatrième Internationale " préconise, devant le danger allemand, la création de comités de " vigilance nationale ". Cette tactique, quelles que soient les réserves dont on en conditionne l'application, constitue une trahison de la lutte de classe et un affaiblissement de la lutte contre l'oppression nationale.

Un prétexte pour lancer des mots d'ordre " nationaux ", ce groupe le trouve dans la résistance que les paysans opposent aux réquisitions allemandes. Cependant les paysans envisagent les réquisitions des autorités allemandes de la même façon qu'ils envisageaient les réquisitions des autorités françaises : sur le plan des rapports entre **la campagne et la ville et de la continuation de la guerre** - et non pas sur le plan " national ". La seule différence qu'ils font, c'est que l'Etat français n'avait pas encore produit l'inflation, pourtant inévitable pour lui aussi. Les sentiments nationaux des pay-

sans seraient réduits à peu de chose si les Allemands avaient une **monnaie stable**. La lutte des paysans est une lutte **anti-impérialiste**.

Pour la création des comités de "vigilance" nationale, le groupe en question fait appel à certains bourgeois "pensant français". Autant faire appel aux habitants de la planète Mars ! Car les thèses du groupe sur la question "nationale" excluent de cette union et la bourgeoisie pro-allemande et la bourgeoisie pro-anglaise. Mais il est clair pour tout militant qui réfléchit qu'en fait ces comités de vigilance ne peuvent donner autre chose que des actions **politiques** du genre de celle du 11 novembre 1940. Le résultat réel de cette manifestation n'a pas été un affaiblissement de Hitler, mais une exaspération des sentiments **nationalistes**. Elle n'a pu que resserrer les liens entre soldats et officiers allemands chargés de la répression.

La tactique révolutionnaire.

La Quatrième Internationale s'élève contre la violence de classe et nationale que subit l'Europe, violence dont le bastion est constitué par l'impérialisme allemand et italien. La défaite de Hitler et Mussolini, c'est-à-dire la victoire sur eux des exploités, voilà le but que la Quatrième Internationale assigne aux ouvriers d'Europe. Ce but ne peut être atteint que par la **lutte de classe**. La lutte des ouvriers et des paysans pauvres contre le pillage du pays par l'impérialisme allemand et contre la bourgeoisie française, si elle se heurte - et elle se heurtera - au militarisme allemand, provoquera inévitablement des révolutions dans l'armée de Hitler ; son caractère **impérialiste** se révélerait non seulement à ceux qui sont trompés par le "socialisme" de Hitler en France, mais surtout aux soldats allemands eux-mêmes.

Le changement que nous avons à introduire après la défaite de l'impérialisme français n'était pas dans la **tactique**, mais dans le **but** : notre ennemi principal est actuellement Hitler. Autrefois, avant la défaite de l'impérialisme français, une manifestation nationaliste comme celle du 11 novembre aurait provoqué de notre part - en supposant que nous aurions eu les forces nécessaires - une contre-manifestation ouvrière. Aujourd'hui, **nous ne reconnaissons pas** à Hitler le droit d'interdire quoi que ce soit dans un pays qui n'est pas le sien ; mais nous avons le **devoir** de mettre les ouvriers en garde contre des manifestations qui contribuent au renforcement de celui-ci et de l'esprit nationaliste en général.

La **résistance passive** contre l'impérialisme allemand correspond, dans le stade actuel de la lutte, au rapport de forces ; elle ne prend de la valeur que si elle est complétée par la **lutte active** contre notre propre bourgeoisie, non dans ses heurts avec Hitler, mais dans son action anti-ouvrière. Nous prenons le prolétariat d'Europe comme **un tout** qui, à travers de multiples changements qu'il subira encore dans ses parties nationales, saura finalement trouver la voie vers une issue prolétarienne. Telle est notre conviction. Les mots d'ordre dits nationaux qui, sous une forme démagogique, exaspèrent les sentiments nationaux, nous les repoussons énergiquement. La force doctrinale de la Quatrième Internationale provient précisément de son intransigeance vis-à-vis des déviations petites-bourgeoises.

[LES TÂCHES IMMÉDIATES]

[Faute de place, nous avons dû renoncer à reproduire ce chapitre qui, adaptant les mots d'ordre du *Programme de Transition* à la situation en France à l'époque, propose des objectifs à la classe ouvrière. "1 a reconstruction de ses organismes de défense contre le capital", un plan ouvrier (comités de chômeurs, échelle mobile des heures de travail, contrôle ouvrier), l'alliance de la ville et de la campagne et des revendications démocratiques pour déboucher sur la perspectives du "gouvernement ouvrier et paysan".]

LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

La victoire de l'impérialisme fasciste allemand sur l'impérialisme "démocratique" français, la prostration générale où sont tombés les peuples d'Europe, la révolution prolétarienne qui semble sinon définitivement anéantie, du moins ajournée pour des dizaines d'années, tout cela a rejeté les politiciens petit-bourgeois dans le camp fasciste et, sous une forme ou sous une autre, ils essaient de maintenir les masses dans la prostration. Que ce soit un Déat, pacifiste d'occasion, ou un Jeanson, pacifiste "vrai", ils travaillent tous pour ôter aux masses tout espoir de changement autrement que par la volonté "éclairée" des nouveaux maîtres de l'Europe.

Avec leur aide, les dictateurs poursuivent leurs buts impérialistes : les pays conquis sont ruinés, des populations sont déportées, la police devient le seul moyen de gouvernement. En quelques mots, le bourreau du Maroc, Peyrouton, résume ce système : "*Il faut souffrir dignement*". Ce ne sont cependant que les premières conséquences de la guerre impérialiste. La chute économique, culturelle, scientifique de la société se poursuit à un rythme **accélééré** au fur et à mesure que s'étend la lutte capitaliste pour le repartage du monde. Les peuples ont-ils un moyen pour s'arrêter sur la pente ? Car de ce moyen dépend l'avenir même de l'humanité.

En 1938, le *Programme de Transition* de la Quatrième Internationale tirait le signal d'alarme :

" Sans révolution sociale, et cela **dans la prochaine période historique**, toute la civilisation de l'humanité est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef **de son avant-garde révolutionnaire**. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise **de la direction révolutionnaire**".

Le stade impérialiste du capitalisme a produit toutes les conditions **objectives** nécessaires au prolétariat pour pouvoir s'emparer avec succès du pouvoir et procéder à la transformation socialiste de la société : la production est devenue essentiellement sociale, la concentration des industries, dans les branches les plus importantes, a atteint un degré mondial ; tandis que la bourgeoisie est devenue superflue, les masses ont appris à faire tourner le mécanisme compliqué de la production moderne. Il n'a manqué aux ouvriers - sauf en Russie en 1917- que le facteur subjectif, c'est-à-dire la capacité politique à **renverser** la bourgeoisie, capacité qui s'exprime dans le **parti révolutionnaire du prolétariat**. C'est à la création de ce parti qu'ont tendu tous les efforts du courant de la

Quatrième Internationale depuis que l'échec du Parti communiste allemand devant Hitler a démontré définitivement que la Troisième Internationale n'existait plus en tant que parti révolutionnaire.

La Quatrième Internationale.

La Quatrième Internationale est née et a grandi en s'opposant à la politique de Staline, qui a entraîné l'URSS sur des voies étrangères au léninisme, et la Troisième Internationale sur les voies de la défaite. C'est pourquoi son activité ne rencontra pas l'adhésion spontanée des ouvriers : ils identifiaient et identifient encore l'Union soviétique et Staline. Celui-ci sut habilement présenter ses adversaires, les " trotskystes ", comme les ennemis de l'URSS. En contrepartie, la nécessité de combattre idéologiquement la dégénérescence monstrueuse du marxisme que représente le stalinisme, a donné au **programme** de la Quatrième Internationale une force théorique jamais atteinte auparavant par les précédentes Internationales. Et si les idées deviennent une force matérielle quand elles s'emparent des masses (Marx), les idées de la Quatrième Internationale constitueront prochainement le **moyen** incomparable pour arrêter l'humanité sur la pente de la déchéance et ouvrir la voie au relèvement socialiste.

Une objection peut nous être faite :

" Mais pour que les idées s'emparent des masses il faut des cadres suffisants numériquement ; la Quatrième Internationale n'en a pas un nombre suffisant et ses militants maintes fois divisés affaiblissent encore son action pratique ".

La composition des différents groupes qui se réclament de la IV^e Internationale se vérifiera par la sélection révolutionnaire. Mais le sort du **mouvement** de la IV^e Internationale ne dépend pas du sort des militants qui y ont appartenu ou s'en proclament les " représentants ". Il dépend de la mise en application réelle de ses idées dans les problèmes de lutte prolétarienne. Si les militants ouvriers les plus avancés ne veulent pas capituler devant le fascisme, ni suivre impuissants la diplomatie stalinienne, ils seront **obligés** de se mettre à l'école des **idées** de la Quatrième Internationale.

Pour nous qui écrivons ces lignes, l'avenir de la IV^e Internationale en France est lié à la pénétration de ses idées parmi les militants communistes qui n'ont pas encore rompu avec Staline. Ceux-ci n'ont pas besoin pour se transformer en militants de la Quatrième Internationale, de changer de fond en comble : il leur suffit de prendre conscience du rôle **politique** joué par Staline, pour fournir à la Quatrième Internationale des cadres dont la psychologie soit véritablement communiste. Bien entendu, **nous parlons du militant du rang**.

A celui-ci nous nous adressons non pas comme des professeurs de révolutionnarisme, mais comme des camarades de combat en lutte contre l'ennemi capitaliste commun. Nous lui disons :

" Il y aura en France un Parti révolutionnaire de la IV^e Internationale seulement quand des centaines et des milliers d'entre vous se regrouperont sur le programme marxiste de Lénine et de Trotsky ". Nous nous adressons particulièrement aux jeunes : " Quand s'use un programme ou une organisation, s'use aussi la génération qui les a portés sur les épaules. La rénovation du mouvement se fait par la jeunesse, libre de toute responsabilité pour le passé. La Quatrième Internationale prête une attention exceptionnelle à la jeune génération du prolétariat. Par toute sa politique, elle s'efforce d'inspirer à la jeunesse confiance dans ses propres forces et dans son avenir. Seuls l'enthousiasme

frais et l'esprit offensif de la jeunesse peuvent assurer les premiers succès de la lutte ; seuls ces succès feront revenir dans la voie de la révolution les meilleurs éléments de la vieille génération. Il en fut toujours ainsi, il en sera ainsi ".

" Comme successeurs de la grande tradition dont le " Manifeste du Parti Communiste " (1847) est le chaînon le plus précieux, la Quatrième Internationale éduque de nouveaux cadres pour résoudre les anciennes tâches. La théorie est la réalité généralisée. Dans une attitude honnête envers la théorie révolutionnaire s'exprime la volonté passionnée de refondre la structure de la réalité sociale... La pensée marxiste n'est vivante aujourd'hui que sous le drapeau de la Quatrième Internationale. L'avenir lui appartient. Au centenaire du Manifeste communiste, la Quatrième Internationale sera la force révolutionnaire déterminante sur notre planète ".

Novembre 1940

LA BOURGEOISIE DANS LES PAYS IMPERIALISTES

La confusion au sujet de la " lutte nationale " qui sévit depuis juin 40 parmi les ouvriers, soigneusement entretenue par les staliniens, n'a pas épargné une fraction de l'avant-garde révolutionnaire qui s'intitule " Comités (!) français de la IV^e Internationale ".

Ce groupe, qui dans le désarroi idéologique consécutif à la débâcle de l'armée française, préconisait la création de " Comités de vigilance nationale " avec des bourgeois " pensant français ", est aujourd'hui revenu sur des positions " internationalistes " ; mais, soit à propos du " front unique des petits patrons et des ouvriers contre la concentration industrielle ", soit lorsqu'il admet en général " l'alliance avec des courants de la bourgeoisie dans des conditions déterminées (*Informations Ouvrières*), il apparaît clairement qu'il manque d'une compréhension sérieuse des rapports de classes réels dans les pays impérialistes.

....
Qu'est-ce qu'un bourgeois " pensant français " ? Remontons aux ancêtres : déjà en 1875 (à propos de Lassalle qui disait que " la classe ouvrière travaille à son affranchissement tout d'abord dans le cadre de l'Etat actuel, sachant bien, que "...etc.) Marx constate dans la *Critique du Programme de Gotha* : le " cadre de l'Etat national actuel " c'est-à-dire l'Empire allemand, entre lui-même à son tour, économiquement, " dans le cadre " du marché universel, politiquement " dans le cadre " du système des Etats. **Le premier marchand venu sait que le commerce allemand est aussi commerce extérieur** et la grandeur de M. Bismarck réside précisément dans une sorte de politique internationale ". ... Le bourgeois ne pense ni " français ", ni " allemand ", ni " anglais ", etc. ; le bourgeois pense **marché**. C'est cela qui détermine ses sentiments et ses actes réels, et sa phraséologie nationaliste couvre seulement le fait que la base de sa puissance politique se trouve dans un Etat donné.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux il y a certains objectifs communs au prolétariat et à la bourgeoisie du fait que le bourgeois indigène, pensant " marché ", est loin d'avoir atteint ses objectifs capitalistes de classe contre les restes féodaux (militarisme local, etc.) dans son pays et contre l'impérialisme étranger. Ce qui le caractérise, c'est le fait qu'il joue surtout le rôle d'intermédiaire entre le marché local et le capital financier (exporté par les banques et les trusts des pays impérialistes) : le bourgeois indigène ne s'est pas encore élevé à la domination économique et politique **nationale**, il a besoin de créer son Etat contre le morcellement hérité du féodalisme et d'obtenir l'égalité juridique contre l'impérialisme, etc... Le prolétariat, d'autre part, pour mener à bien sa lutte pour ses objectifs de classe a tout d'abord également besoin d'un " cadre d'Etat **national** ". Ce sont ces intérêts historiques communs aux classes antagonistes qui rendent possible le front unique avec " certains courants de la bourgeoisie " dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. D'ailleurs, cette possibilité d'accord entre le prolétariat, gardant son **entière indépendance**, et la bourgeoisie est très limitée, car la bourgeoisie indigène, devant lutter pour ses objectifs de classe à l'époque impérialiste, qui est aussi

celle des " guerres civiles " (Lénine), craint encore plus son propre prolétariat que l'impérialisme.

Mais dans les vieux pays impérialistes il en est tout autrement. La bourgeoisie a atteint ses objectifs de classe, c'est-à-dire la main-mise sur les forces productives et sur la puissance politique de l'Etat englobant une ou plusieurs nationalités, au XVIIe siècle en Angleterre, au XVIIIe en France, au XIXe enfin en Allemagne, aux Etats-Unis (guerre de Sécession 1865), au Japon et en Italie. Au début du XXe siècle elle devient impérialiste : le capital accumulé ne trouve plus de débouchés dans le cadre " national " et la bourgeoisie est obligée d'exporter dans les pays arriérés économiquement (colonies, semi-colonies, etc.) non seulement des marchandises mais encore toute la plus-value qui ne peut plus se convertir en Capital sur le marché national. L'importance de ces capitaux exportés en fait la **principale** source de revenus de la bourgeoisie impérialiste.

La bourgeoisie française, en perdant le " sol national ", a vu sa puissance politique diminuée, sa position économique - **par rapport aux autres impérialistes** - affaiblie : mais ce n'est que " la perte d'une bataille " (de Gaulle). Car par sa puissance capitaliste elle n'a cessé un seul instant d'exploiter non seulement la France, mais encore les quatre coins du monde. Elle a conclu avec la bourgeoisie allemande des accords qui règlent l'exploitation économique de l'Europe (comités industriels : automobile, colorants, etc.), avec le Japon, des accords qui sauvent les intérêts du capital financier investi en Indochine, avec les Etats-Unis des accords en Afrique du Nord. Voilà d'ailleurs ce qui explique parfaitement l'attitude des différents porte-parole de la bourgeoisie française : Laval, de Gaulle, Darlan, etc.

" L'impérialisme a transformé les pays européens en semi-colonies dont l'activité économique est orientée uniquement dans le but de faire fructifier les investissements de capitaux étrangers " (allemands) ; voilà à quelle ineptie aboutit le bulletin *Informations Ouvrières* à propos du décret allemand sur la main-d'oeuvre dans les territoires occupés, qui institue la priorité de l'utilisation de la main-d'oeuvre pour les besoins de l'armée allemande. Qu'on traite ce décret d' " esclavagiste " dans la propagande, cela ne peut pas trop prêter à confusion, si on explique que ce genre d' " esclavagisme " n'est pas un retour au Moyen-Age, mais le propre du capitalisme arrivé au stade impérialiste - démocratique ou totalitaire - qui fait alterner la liberté pour des millions de chômeurs de mourir de faim en temps de crise, avec le travail obligatoire pour les besoins de la guerre. Le même régime fonctionne en Angleterre et dans les territoires qu'elle occupe. Mais quand on explique que les pays européens sont placés dans la situation de semi-colonies non point en un sens figuré (même en ce sens ce serait une confusion inouïe) mais en un sens **économique**, nous sommes alors en présence non plus d'expressions " malheureuses ", mais d'un manque total de compréhension des rapports de classe dans les pays impérialistes.

Comment le " sabre prussien " aurait-il pu effacer l'oeuvre historique du capitalisme et les rapports inter-capitalistes des différents pays européens occupés par l'Allemagne ?

Par la **violence**, l'économie impérialiste allemande pouvait obtenir des avantages vitaux pour elle : matières premières, main-d'oeuvre, **domination** du marché européen (capitaux et marchandises). C'était possible, parce que l'économie allemande elle-même a atteint le stade historique qui lui permet d'utiliser une main-d'oeuvre spécialisée, des matières premières en quantités compatibles seulement avec la grande industrie, etc. C'est également ce développement capitaliste qui a permis à l'Allemagne d'occuper la

première place dans l'économie européenne, notamment par les investissements de capital financier (capital bancaire et industriel) qui sont autant de tentacules sur le corps des nations européennes. Mais ceci est encore plus vrai à l'échelle **mondiale**, où l'économie est dominée par les Etats-Unis qui exploitent **toutes** les nations du globe. En résulte-t-il, ou en résultait-il avant la guerre, que l'Allemagne, l'Angleterre ou la France, sans parler de pays plus petits, étaient des semi-colonies au sens économique et politique par rapport à l'Amérique ? La hiérarchie des bourgeoisies dans l'exploitation des pays et de l'économie mondiale n'est nullement un rapport semi-colonial entre les nations impérialistes et capitalistes. C'est seulement entre les pays impérialistes (Etats-Unis, Allemagne, Angleterre, Japon, etc.) ou capitalistes (Hongrie, Roumanie, Finlande, etc.) et les pays où le **capitalisme n'a pas transformé la vie de toute la nation sur des bases bourgeoises** (Chine, Indes, Afrique, etc.) qu'il y a une différence **historique** situant ces derniers au rang de colonies ou de semi-colonies.

Dans la hiérarchie capitaliste européenne, la bourgeoisie balkanique **alliée** de Hitler fait figure d' " exploitée " par rapport à la bourgeoisie française **vaincue** : on peut enrôler de force la chair à canon, mais on ne peut mobiliser le capital financier qu'en lui laissant des bénéfices. L'Allemagne n'a-t-elle pas été obligée de conclure un **compromis** économique (qui subsiste malgré la rupture de la convention d'armistice) avec la bourgeoisie française pour pouvoir non seulement utiliser la capacité de production de l'économie française, mais encore se faire un **allié** du capital financier français ? La bourgeoisie impérialiste a un caractère supra-national : sa puissance économique est basée, non seulement sur le territoire national, mais encore sur les liens impérialistes mondiaux entre les trusts et les banques (Krupp-Schneider, etc.). Voilà, soit dit en passant, la raison du respect que témoignent les belligérants pour les capitaux ennemis investis chez eux, qui continuent à être représentés par des pays neutres.

La défaite de l'impérialisme allemand en 1918 n'avait-elle pas contraint les ouvriers allemands à suer des profits " uniquement " pour les capitaux étrangers (français, anglais, américains) ? L'Allemagne était-elle devenue pour cela un pays " semi-colonial " ? Dans ce cas, il resterait à expliquer comment en 1939, ce pays " semi-colonial " a posé sa candidature à l'exploitation d'une grande partie du monde. Dans ce cas, Hitler aurait mené une véritable lutte émancipatrice en libérant son pays de l'impérialisme étranger... Voilà à quelles absurdités on arrive quand on sert aux ouvriers n'importe quelles balivernes pour les dresser " contre le nazisme ", etc. Mais, pour mener cette lutte avec succès, les ouvriers ont avant tout besoin d'une claire intelligence des rapports de classes et des rapports entre les peuples, déterminés par la situation objective des classes et des peuples.

Dans tous les pays capitalistes " alliés " à l'Axe (Roumanie, Hongrie, Finlande, etc.) ou occupés par l'Axe (Pologne, France, Belgique, Grèce, etc.) les masses sont soumises à une terrible exploitation économique renforcée d'une implacable dictature militaire, à laquelle s'ajoute pour certains peuples (Polonais, Grecs, Juifs) une véritable persécution nationale ; (en France le nationalisme n'est pas l'expression d'une oppression nationale, mais d'un chauvinisme petit-bourgeois) ; partout et toujours la bourgeoisie exploiteuse des masses travailleuses se présente comme **l'agent d'un camp impérialiste**, ou se divise, selon les différents intérêts économiques et politiques en fractions soutenant tel ou tel impérialisme ; partout et toujours la bourgeoisie est l'ennemie du prolétariat, dans la mesure où celui-ci à travers ses luttes

immédiates garde sa conscience de classe et son indépendance en vue de sa libération de classe.

Les seuls " courants de la bourgeoisie " avec lesquels une alliance serait possible, sont les courants coloniaux nationaux-démocratiques en lutte avec notre propre impérialisme (ex. Abd-el-Krim, en 1924-26).

Quant à la formule du " front unique des petits patrons et des ouvriers contre la concentration industrielle ", voilà un bel exemple d'ignorance des conditions économiques de notre époque. Tandis qu'à l'époque du capitalisme de libre concurrence la concentration capitaliste rejetait les capitalistes les plus faibles dans le prolétariat, les **prolétarisait**, à l'époque impérialiste, la concentration capitaliste ayant abouti au **monopole**, le petit patron garde formellement sa position sociale, tout en devenant en réalité une sorte de " gérant " des trusts. Mais politiquement, il est plus que jamais sous leur dépendance, plus que jamais, il est leur instrument docile. Oserait-on dans une usine proposer par exemple le front unique entre les ouvriers et les contremaîtres pour l'augmentation des salaires ? Poser la question c'est déjà en sentir toute l'absurdité...

Un front unique avec des " courants de la bourgeoisie " ne serait qu'un Front Populaire qui jouerait un rôle identique à celui des staliniens - celui de frein du mouvement ouvrier - et qui subordonnerait la politique ouvrière aux buts de la bourgeoisie.

La seule formule stratégique juste pour le renversement de la bourgeoisie par le prolétariat et les masses paysannes et petites-bourgeoises, est celle de **l'alliance de la petite bourgeoisie devenue anti-capitaliste avec le prolétariat, sous une direction révolutionnaire**. Il s'agit ici de l'alliance de toutes les classes opprimées contre la bourgeoisie (ou contre le fascisme) et non pas d'un front unique entre partis (" courants ") ouvriers et bourgeois ; de tels fronts uniques ne peuvent servir que la bourgeoisie.

....

Encore une remarque, qui n'est pas la moins importante.

La rédaction de *La Vérité* appelle " camarades " les militants " ouvriers " (syndicalistes, etc.) qui recrutent pour de Gaulle et l'Angleterre... Pour nous, nous considérons toujours les agents de l'impérialisme (démocratique ou non) au sein du mouvement ouvrier comme des **ennemis** ; notre devoir est de les dénoncer comme tels aux ouvriers. Nous pouvons seulement essayer d'utiliser l'antagonisme impérialiste qui les oppose à Hitler, pour les besoins de notre lutte illégale.

....

Il ne suffit pas d'affirmer la nécessité d'union avec le prolétariat allemand, italien, anglais, etc. pour mener une politique révolutionnaire : il faut d'abord comprendre soi-même, et ensuite expliquer inlassablement aux ouvriers avancés les rapports réels, tant dans l'économie que dans la politique. Sans quoi tout se réduit à un creux bavardage " internationaliste ", mais dont la base objective n'apparaît pas aux yeux des ouvriers avancés. La confusion théorique, cela n'est pas compris dans le programme de la IVe Internationale.

Les intérêts impérialistes actuels de la bourgeoisie française peuvent être illustrés en partie par les lignes suivantes extraites du journal *Pariser Zeitung* du 9.12.42 :

" Le cours des valeurs boursières algériennes et marocaines, côtées à la Bourse de Paris, ... démontrent LES LIENS INTIMES qui rattachent ces territoires à la Métropole. ... Les valeurs boursières des deux possessions françaises sus-indiquées atteignent la somme

globale de 25 milliards, sinon plus. ...L'Etat français a garanti le service de tous les emprunts émis par les sociétés situées dans les territoires occupés de l'Afrique du Nord ; ... un brusque fléchissement des cours de ces valeurs n'est pas à craindre, TOUT AU MOINS NE SAURAIT-IL ETRE PROVOQUE PAR LE SIMPLE FAIT DE L'OCCUPATION. "

LE POI ET LA REVOLUTION PROLETARIENNE EN FRANCE

Formellement, l'attitude du POI à l'égard de la révolution prolétarienne en France a radicalement changé. Les appels à l'union avec des bourgeois " pensant français ", pour la création de " comités de vigilance nationale ", et les phrases nationalistes ont fait place à une propagande internationaliste. Mais un parti qui se réclame de l'internationalisme, n'est garanti contre les errements social-patriotiques que s'il découvre, par une critique inexorable, les sources mêmes de ses erreurs passées, pour réarmer ses militants à l'aide d'une analyse marxiste sérieuse.

Mais loin de renoncer à l'attitude qu'ils ont prise depuis juin 1940, les dirigeants du POI **aggravent** le désarmement idéologique de leurs militants, en justifiant théoriquement leur attitude depuis l'occupation du territoire par l'impérialisme allemand.

En effet nous lisons en substance dans le bulletin commun POI-CCI de juillet 1943 : le POI n'a commis que la faute d'employer dans *La Vérité* " certaines expressions dangereuses " ; la position fondamentale a été non seulement juste, mais perspicace, car le POI aurait " prévu en 1940 " **la transformation du mouvement national en mouvement de classe!** (" du mouvement national est sorti le mouvement de classe "). Le POI se serait d'autre part efforcé de combattre les préjugés de la petite-bourgeoisie pour dégager le mouvement confus des masses vers une issue prolétarienne...

Pour pouvoir - dans un texte exprimant la position officielle - transformer la trahison du mouvement de la IVe Internationale en un conte bleu de perspicacité bolchévique (hormis " quelques " expressions dangereuses), il faut que le niveau idéologique de la plupart des militants du POI soit bien bas. A son tour, cette explication, en travestissant entièrement les faits, ne peut qu'augmenter la confusion des prétendus " guides révolutionnaires ", qui n'arrivent presque jamais à trouver le véritable centre de gravité des événements.

Les dirigeants du POI comptent sur l'oubli ou sur des préjugés encore existants quand ils prétendent avoir lutté contre les préjugés des masses. Nous pourrions remplir le présent texte d'expressions typiquement staliniennes ou gaullistes qui remplissent les publications du POI depuis juin 40. L'abstrait internationalisme qu'elles évoquaient par-ci par-là ne faisait qu'aggraver les conclusions pro - " démocratiques ". Cependant le but du présent texte n'est pas de reprendre des critiques anciennes, mais d'analyser la prétendue transformation du mouvement national en mouvement prolétarien.

....

Dans le N°1 du *Cahier du Militant* (Décembre 42), nous avons montré que l'occupation impérialiste n'avait pas transformé le pays en pays **historiquement** opprimé, que

la France restait un pays impérialiste, exportateur de capital financier, participant à l'exploitation de peuples coloniaux et semi-coloniaux sur tous les continents. L'occupation militaire devait être regardée comme " des déplacements conjoncturels de fronts militaires lors d'une nouvelle mêlée des impérialistes " (Trotsky, *Après Munich*), la liberté de toutes les nations d'Europe, petites et grandes, ne pouvant être assurée que dans le cadre des Etats-Unis d'Europe. La tactique prolétarienne impliquait donc une indépendance de classe organisationnelle absolue (que reniait la politique de " comités de vigilance nationale "), la fraternisation avec les soldats allemands (au lieu de la " lutte contre l'envahisseur "), un langage internationaliste d'une clarté irrésistible.

Pour le POI, après juin 1940, nous nous trouvons en présence d'un " mouvement national duquel est sorti le mouvement de classe " .

La transformation du mouvement national en mouvement prolétarien implique que certains objectifs communs à la nation (y compris de larges couches de la bourgeoisie) ont été atteints et dépassés en mouvement prolétarien ; et même dans ce cas jamais dans une révolution nationale à l'époque impérialiste, le prolétariat ne peut renoncer à son indépendance de classe par l'entrée dans une organisation commune avec les bourgeois, comme les comités de " vigilance nationale " .

Or, quels objectifs économiques, politiques, culturels, religieux, etc. impliquaient une lutte dirigée spécifiquement contre l'impérialisme allemand, par l'union nationale, et non pas par la lutte de classes contre notre propre bourgeoisie ? Le pillage économique, la dictature politique ouverte, la destruction de la culture, les persécutions religieuses (ou des " métèques ") étaient-ils le résultat spécifique de l'occupation militaire allemande, ou bien le résultat inévitable du maintien du capitalisme en France et de la participation du pays à la guerre impérialiste (même en cas de victoire) ? A l'ordre du jour de la lutte des masses en France depuis le 30 septembre 1939 en passant par juin 1940, le parti révolutionnaire devait mettre seulement les objectifs de classe (aboutissant à l'expropriation des capitalistes), la révolution socialiste. La " libération nationale " préconisée par le POI après juin 1940 était-elle de la perspicacité pour capter le mouvement de masses, ou une tromperie pour les masses, qui pour en finir avec l'impérialisme et la guerre n'avaient d'autre moyen que de suivre le prolétariat français dans sa lutte pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe ?

Mais si le mouvement national s'est transformé en mouvement prolétarien, comme le mouvement démocratique-révolutionnaire dans les colonies se transforme en révolution socialiste, il faut montrer **quand** et comment cette **transcroissance** a eu lieu.

Si après juin 1940, quand la France disposait encore de la presque totalité de ses colonies, d'une flotte de guerre importante dans le rapport de forces en Méditerranée, quand elle entretenait des relations diplomatiques dans le monde entier, nous nous sommes trouvés objectivement en présence d'un mouvement national, comment ce mouvement national s'est-il volatilisé en 1943 dans un pays totalement occupé et mis au pas, tombé très bas sous la protection de l'impérialisme " étranger " (allemand et anglo-saxon) ?

En réalité, ce que le POI appelle un mouvement national, est envisagé par lui, RETROSPECTIVEMENT, comme un **état idéologique des masses**. Le nationalisme " superficiel " des masses dit le POI, ne pouvait manquer de se transformer en lutte de classe !

A-t-on jamais vu un Parti qui se réclame du marxisme tirer sa stratégie et sa tactique non pas de l'analyse **objective** des rapports de classes, mais de l'état idéologique des masses ? C'est cependant ce que fait le POI.

Un parti marxiste tire sa stratégie et sa tactique de l'analyse de l'économie et des classes en présence (expression de cette économie). L'état idéologique des masses lui servant de critère pour apprécier le **rapport de forces** à chaque moment.

Au contraire, le POI loin de prendre les réactions nationalistes d'après juin 1940 (qu'il continue à appeler " aspirations nationales "), comme une composante du rapport de forces en défaveur de la révolution prolétarienne, prétend, en juillet 43, que " du mouvement national est sorti le mouvement de classe " ! Mais comme le soi-disant mouvement national n'a aucune base historique objective, comme la France d'après juin 1940 était un pays impérialiste économiquement et **idéologiquement** (toute idéologie en dehors de celle de la révolution prolétarienne est impérialiste), la formule du POI signifie tout simplement que les PREJUGES nationalistes des masses petites-bourgeoises françaises (qui n'étaient et ne sont rien moins que des aspirations **nationales**) ont aidé à la renaissance du mouvement ouvrier!! Les préjugés petits-bourgeois nationalistes des masses seraient le feu qui a ravivé la lutte de classe en France!!! Voilà ce que cache la formule du POI qui, destinée à laver les fautes de ses dirigeants et à sauver leur " prestige ", leur permettra demain de recommencer.

Puisque le POI appuyait après juin 40 le "mouvement" national, il faut bien que celui-ci ait eu des vertus magiques. Sans lui, que serait devenu le mouvement de classes ? On frémit rien qu'à y penser !

Mais le "secret" du mouvement national, à la ville et à la campagne, nous l'avons " dévoilé " dans notre brochure de novembre 1940 en écrivant : " Les paysans envisagent les réquisitions des autorités allemandes de la même façon qu'ils envisageaient les réquisitions des autorités françaises : sur le plan des rapports entre la campagne et la ville et de la continuation de la guerre - et non pas sur le plan " national ". La seule différence qu'ils font, c'est que l'Etat français n'avait pas encore produit l'inflation, pourtant inévitable pour lui aussi. Les sentiments nationaux des paysans seraient réduits à peu de chose si les Allemands avaient une monnaie stable. La lutte des paysans est une **lutte anti-impérialiste** " .

....

Que le schéma de la " transformation du mouvement national en mouvement prolétarien " ne soit qu'un alibi invoqué par les dirigeants du POI pour couvrir leurs erreurs passées (donc à venir), on le voit on ne peut plus clairement quand on passe à l'analyse du mouvement idéologique du **prolétariat** (les marxistes analysent les classes, que ce soit au point de vue économique, politique, idéologique, etc... et non pas les " masses ", abstraction dont se servent les politiciens pour camoufler leurs trahisons).

Nous écrivions dans le N°5 de *Lutte de Classes, contre les staliniens* : " Comment expliquer le succès incontestable de cette propagande impérialiste auprès des ouvriers (fin 1942)? En septembre 1939, quand éclata la deuxième guerre impérialiste mondiale, les ouvriers n'avaient pas oublié les tromperies et les mensonges des capitalistes pendant et après la guerre mondiale de 14-18. Ils l'ont prouvé en contraignant le chef " démocratique " de la IIIe République, Daladier, à transformer le pays en une vaste prison et à prendre des mesures terroristes copiées sur le modèle fasciste.

" Le changement intervenu dans l'état d'esprit du prolétariat a-t-il été provoqué par la défaite militaire de juin 40 ? A première vue on pourrait le croire. Cependant, si le

chauvinisme de la petite-bourgeoisie s'est réveillé avec l'occupation de la France, le nationalisme "anti-boche" ne s'est introduit dans les rangs des ouvriers les plus avancés que depuis le début de la guerre à l'Est, un peu après juin 1941. C'est ainsi que nous arrivons à la véritable cause du passage des ouvriers avancés au chauvinisme : LA POLITIQUE DU PARTI DIT COMMUNISTE, commandé par la bureaucratie soviétique anti-révolutionnaire. "

Il faut repousser avec dégoût les prétextes invoqués, à la manière stalinienne, par le POI, qui rejette ses fautes sur les "masses". De ce point de vue il est caractéristique que les organisations POI-CCI attribuent l'effondrement des organisations de la IV^e en France en 1939 à l'éclatement de la guerre qui aurait "isolé" l'avant-garde des masses. Tout révolutionnaire ayant fait son travail pendant la "drôle de guerre" sait que c'est là un pur mensonge : tout au contraire, jamais le contact avec les masses ouvrières n'a été plus facile (et pas seulement avec les masses ouvrières), jamais les masses n'ont été plus disposées à accueillir la propagande révolutionnaire.

Juin 1940 n'a pas produit de changements radicaux parmi les ouvriers. La défaite, dans la première phase, n'avait au contraire qu'exaspéré au maximum l'hostilité des masses (ouvrières et petites-bourgeoises) contre la bourgeoisie nationale. Et malgré la lourde poigne de l'impérialisme occupant, il a fallu le travail du parti stalinien (au fur et à mesure que la guerre avec l'URSS apparaissait comme inévitable) pour introduire le poison nationaliste-chauvin dans les rangs ouvriers. Dans ce travail, le POI, immédiatement après juin 40, a occupé une des premières places parmi les partis ouvriers, puisque le parti stalinien dirigeait à ce moment ses coups contre Vichy et jouait à l'internationalisme : en effet, le POI ne fut-il pas, dès l'été 40, un des initiateurs du concert nationalo-démocratique-allié. Le POI est un des principaux responsables de l'état idéologique des masses après juin 1940.

C'est seulement l'entrée de l'URSS comme facteur permanent dans la guerre, l'entrée en guerre de l'impérialisme américain, les défaites de l'impérialisme allemand à partir de l'hiver 41-42 et ses défaites continues depuis l'hiver 42-43 à l'Est et en Afrique qui ont délivré les dirigeants du POI du cauchemar "hitlérien" (qui n'était autre chose que leur propre peur de petits-bourgeois devant l'expression monstrueuse - Hitler - de l'exaspération extrême de la lutte de classes à l'époque des guerres impérialistes), et leur ont permis de changer la "ligne" suivie. Mais là aussi le POI suit prudemment le courant... Car, après tout, leur main tendue aux "bourgeois pensant français" et aux staliniens pour la construction de "Fronts ouvriers" n'a rien donné. D'autre part, la félonie et la cruauté de l'impérialisme anglais et américain contre lesquels ils dirigent maintenant leurs coups (fin 43-début 44) est devenue de plus en plus visible pour de larges couches ouvrières et petites-bourgeoises. Et en dernier lieu, la critique des organisations et des éléments internationalistes du POI ont également exercé une pression sur les sphères dirigeantes du POI. Mais ces facteurs ne constituent nullement une garantie pour l'avenir du POI et du travail révolutionnaire.

QUAND LE POI. AFFIRME QUE DU MOUVEMENT NATIONAL EST SORTI LE MOUVEMENT DE CLASSE, IL NE FAIT EN REALITE QUE SUBSTITUER A L'EVOLUTION DE L'IDEOLOGIE DES CLASSES EN PRESENCE, SA PROPRE EVOLUTION IDEOLOGIQUE !

....

Le reniement du programme de la IV^e apparaît aussi clairement quand on examine l'attitude du POI envers les conflits économiques entre patrons et ouvriers : "les luttes principales ont lieu contre les oppresseurs principaux : Hitler (?!), les fascistes (?!), les bourgeois français qui collaborent ou qui bénéficient du régime. Et c'est **presque** (souligné par nous) toute la bourgeoisie (**même** gaulliste) qui collabore à la machine de guerre nazie ou bien bénéficie de ses commandes et de l'écrasement des ouvriers". Il s'agit ici de luttes économiques ; que viennent donc faire Hitler et les fascistes ; pourquoi les oppresseurs et la lutte contre eux, sont-ils divisés en une hiérarchie ? Les ouvriers se sentent-ils plus opprimés dans une grosse boîte travaillant pour la machine de guerre et où les salaires sont plus élevés, que dans une petite boîte ne bénéficiant pas du "régime" et où les salaires sont moindres ?

La bourgeoisie ne profite pas du système "nazi" (en quoi est-il **spécifiquement** nazi ?), mais son profit est constitué par la plus-value extorquée aux ouvriers. Les travailleurs entrent dans des conflits économiques non par idéologie, mais poussés à bout par l'exploitation patronale. C'est Radio-Londres et les staliniens qui s'efforcent de détourner les conflits ouvriers de leur contenu de classe. Devant la hausse constante du coût de la vie, les ouvriers de tel ou tel atelier vont réclamer une augmentation à la direction. C'est le patron qui leur fait une réponse "idéologique" pour refuser l'augmentation. A cela les ouvriers ne peuvent répondre que par leur capacité de lutte poussée aussi loin que la situation objective le leur permet.

Il est indigne qu'un groupe se réclamant de la IV^e Internationale établisse une hiérarchie d'exploiteurs et de conflits correspondants ; c'est là attribuer aux masses sa propre escrime dans le vide, imaginer une lutte de classes obéissant à ses propres préoccupations, conscientes ou inconscientes.

Le programme de la IV^e Internationale dit clairement :

"Aux capitalistes, surtout de petite et moyenne importance qui proposent parfois eux-mêmes d'ouvrir leurs livres de comptes devant les ouvriers - surtout pour leur démontrer la nécessité de diminuer les salaires - les ouvriers répondront que ce qui les intéresse, ce n'est pas la comptabilité des banqueroutiers ou des semi-banqueroutiers isolés, mais la comptabilité de tous les exploiters. **Les ouvriers ne peuvent ni ne veulent adapter leur niveau de vie aux intérêts de capitalistes isolés devenus victimes de leur propre régime.**"

Le devoir du révolutionnaire en présence des conflits entre ouvriers et patrons est de donner des objectifs qui découlent du rapport des forces ; contre le patron d'une boîte située en France en zone Nord ou Sud, recourant à la Gestapo ou à la police de Laval, sous prétexte ou à cause des ordres administratifs et politiques, **il faut opposer l'action ouvrière, son potentiel de lutte** sachant seulement tenir compte avec une grande pénétration de la situation du patron pour en tirer le meilleur parti. Il faut savoir comment obtenir les "pommes de terre" en utilisant les antagonismes au sein de la classe bourgeoise, et entre celle-ci et l'impérialisme allemand.

Mais cela n'est pas possible si l'on établit une hiérarchie a priori des conflits économiques suivant le gaullisme, le fascisme, collaborationnisme, etc. des patrons. Ce sont là des distinctions de gens qui subissent la pression de leurs adversaires ; car les classes dirigeantes **sont toujours et dans tous les pays** divisées en une hiérarchie compliquée nationale et internationale, qui oppose les bourgeois individuels les uns aux autres, et les prétextes nationaux et autres sont utilisés **par eux** dans cette lutte.

L'analyse sérieuse de la position du POI montre qu'il n'y a aucun progrès effectif de la part de sa direction, **dans ses méthodes théoriques**. Or, la théorie révolutionnaire est l'expression de la garantie suprême de la nature de la direction d'une tendance ouvrière. La consécration théorique de la trahison de la lutte de classes après juin 40 est l'acte le plus grave qu'ait pu commettre la direction du POI. Les militants de la IV^e qui ne le comprendraient pas se prépareraient des lendemains pires que ceux de juin 40.

LETTRE OUVERTE AUX MILITANTS ET SYMPATHISANTS DU PCI

Pour combattre la contrebande pivertiste au sein du Mouvement de la Quatrième Internationale, 2 juillet 1945

La Vérité du 4 juin porte en titre " La Parole aux Trotskystes ".

Elle fait suite à la campagne entreprise pour disculper de l'accusation empoisonnée d' " hitlérisme " lancée par la bourgeoisie et les staliniens, le mouvement de la IV^e Internationale.

Quelles que soient les méthodes que vous ayez jugé bonnes pour mener cette campagne, elles ne devraient en aucun cas servir de prétexte pour défigurer, afin de vous défendre, les principes, le langage et l'enseignement révolutionnaire du trotskysme. Car si votre langage actuel correspond à ce que vous êtes, vous reniez le trotskysme ; ou alors vous essayez de vous faire passer pour ce que vous n'êtes pas, et on en revient au raisonnement stalinien, fatal à l'esprit communiste : " les intentions sont bonnes, mais la " tactique " exige des concessions... "

Notre tendance, menant la lutte sans discontinuer depuis septembre 1939 pour défendre le drapeau et le programme de la IV^e Internationale dans le mouvement ouvrier, estime que la façon dont vous avez entrepris cette campagne constitue un reniement de l'enseignement révolutionnaire du trotskysme et une concession à l'idéologie bourgeoise.

Dans l'intention d'ouvrir une discussion, nous soumettons devant tous les militants se réclamant du trotskysme la critique de la politique de votre organisation. Etant donné que dans le passé cette discussion nous fut refusée, si ce n'est une de pure forme, nous vous rappelons que Trotsky faisait un des plus grands mérites au Parti bolchévique d'avoir traité avec le plus grand sérieux même les organisations qui l'étaient peu. Notre organisation ayant cependant montré sa continuité politique et le sérieux de son action pratique, il serait criminel d'utiliser les faux-fuyants déjà utilisés dans le passé (tel que : nous discuterons à condition que vous entriez chez nous), et de continuer à vouloir ignorer notre critique par des explications arbitraires données " entre 4 yeux ".

Où est le reniement du trotskysme ?

Pour vous défendre contre la calomnie, vous revendiquez pour vous le titre de " premiers résistants ". Or vous-mêmes, dans le numéro 23 (7/4) de *La Vérité*, écrivez : " la résistance elle-même est basée sur une duperie : la duperie de la collaboration de classes ".

Déjà sous le Front Populaire, la politique trotskyste consistait à expliquer aux ouvriers la duperie de cette collaboration de classe, dont le prolétariat faisait les frais, et pour laquelle une partie de la bourgeoisie impérialiste s'était déguisée en " démocrate ". Le Front Populaire prétendait mener une politique en faveur des masses et avait comme mot-d'ordre démagogique la lutte contre les trusts. Pour les révolutionnaires ce mot-d'ordre était un but réel ; mais la similitude des formules permettait-elle à l'organisation révolutionnaire de se réclamer du Front Populaire, dans le but par exemple de ne pas se couper des masses ? C'eût été contribuer à les duper. La politique trotskyste a consisté à se délimiter du front populaire et à le combattre, malgré les calomnies staliniennes qui présentaient tous les adversaires du front populaire, surtout ceux de gauche (les trotskystes) comme des fascistes. Nous n'avons pas plus prétendu à l'époque être les meilleurs ou les premiers " front populaire ", du fait que nous avons été les premiers à préconiser le front unique socialiste-communiste.

Après 1940, les révolutionnaires devaient mener une politique de résistance (c'est-à-dire de défense des masses) vis-à-vis de l'occupation impérialiste allemande. Mais ils continuaient en même temps l'opposition révolutionnaire vis-à-vis de leur propre bourgeoisie et tenaient compte des intérêts du prolétariat français aussi bien que des intérêts du prolétariat allemand, en ne renforçant pas, comme la résistance officielle, la domination de Hitler par le déchaînement chauvin. Cela ne nous empêchait pas de prendre " les pommes de terre " de l'impérialisme anglo-saxon et de la bourgeoisie gaulliste, comme l'ont fait les bolchéviques en 1918 dans la lutte contre l'impérialisme allemand, en acceptant l'aide technique de la bourgeoisie de l'Entente. Mais il fallait par-dessus tout affirmer à la face du monde entier que notre base politique restait la lutte de classe menée jusqu'au bout dans toutes les directions et que nous ne considérions pas l'impérialisme anglo-saxon comme un moindre mal par rapport à l'impérialisme fasciste, raisonnement stalinien qui entraînait automatiquement l'abandon de la lutte de classe en faveur de la lutte commune contre l'occupant.

Nous, internationalistes, étions les seuls défenseurs des intérêts des masses tout au long de cette guerre, avant et après l'occupation. Par contre, pour la bourgeoisie la résistance n'était que l'opposition au capitalisme allemand ; elle lui a servi de mise sur le tableau impérialiste anglo-américain ; par l'intermédiaire des social-chauvins la bourgeoisie a également réalisé, à travers la " résistance ", l'union sacrée et a prolongé sa domination de classe. Comme le dénonçait *La Vérité* elle-même en 1943 et 44, la résistance servait de camouflage même aux organisations d'extrême-droite et aux partis fascistes. La résistance, d'après le sens qu'a pris ce terme à travers les événements, est une organisation politique de la bourgeoisie impérialiste. Le parti révolutionnaire peut-il s'en réclamer ? L'absurdité d'une réponse affirmative saute aux yeux.

En luttant pour votre légalisation, vous cherchez la consécration de votre titre de " résistants " par l'obtention d'un certificat public de la Résistance (personnifiée par les

Bayet, Saillant, Frenay, Bidault, etc.). Au moment même où les querelles entre l'Angleterre et la France montrent aux masses la vraie nature impérialiste des alliés, au moment où les ouvriers ont déjà eu le temps de se rendre compte que la résistance s'est terminée par l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement des trusts, au lieu de pouvoir en ce moment rehausser **notre propre autorité morale** pour avoir dénoncé à temps la duperie de la résistance, vous cherchez à vous camoufler sous son masque répugnant ! Une pareille légalisation ne serait pas une victoire remportée sur notre propre terrain, celui de l'internationalisme et de la révolution.

Dans la lettre à Bayet (18/9/44) le Comité central dit :

" Il s'agit de savoir si la IV^e République naissante reprendra là où avait sombré le III^e République glissant vers l'autoritarisme réactionnaire de Pétain, où si elle sera effectivement démocratique ".

Qui pense-t-on tromper par un pareil raisonnement ? C'est la besogne des staliens et des réformistes de vouloir faire croire aux masses que nous sommes encore **devant** la perspective : IV^e République démocratique ou réactionnaire. La tâche des révolutionnaires est de montrer aux ouvriers que, les social-chauvins les ayant illusionnés sur " l'épuration ", ils ont laissé subsister les organes de l'Etat gangrené de la III^e République qui a servi avec succès à Daladier aussi bien qu'à Pétain, et que nous nous trouvons sous de Gaulle en pleine dictature bureaucratique-policière. Au moment où *l'Humanité* elle-même dénonce le régime dictatorial subi par la presse, pouvons-nous faire croire que la légalisation de *La Vérité* serait le critère d'une " démocratie effective " ? La tâche des révolutionnaires, enseignait Trotsky, est de nommer les choses par leur nom, et non de se faire les auxiliaires des " démocrates " pourris qui sèment des illusions dans les masses.

La Vérité, en s'adressant aux réformistes et aux stalinistes, use constamment du terme " camarade ". Il suffit pourtant de se référer à un texte de Trotsky pour découvrir ce qu'il y a de derrière cette terminologie. L.T. écrit dans *Et Maintenant* (page 36) :

" Léon Blum, le défenseur des réparations, le compère socialiste du banquier Oustric, est traité de " camarade " dans les pages des journaux de Seydewitz. Est-ce de la politesse ? Non, c'est un manque de principes, de caractère, de fermeté. " Des chicanes ", dira un quelconque savant de cabinet. Non, dans ces chicanes, le fond politique se manifeste avec beaucoup plus de vérité et de clarté, que dans la reconnaissance abstraite des soviets, non étayée par l'expérience révolutionnaire. Il est inutile d'appeler Blum " fasciste ", en se rendant ridicule. Mais celui qui ne ressent pas du mépris et de la haine pour cette espèce de politiciens, celui-là n'est pas un révolutionnaire ".

La Vérité a pris maintenant l'habitude de parler à chaque pas des " démocrates sincères et honnêtes " et, à l'occasion, des " démocrates apeurés ".

Déjà sous la monarchie tsariste, les bolchéviks (ils faisaient partie de la social-démocratie), pour se distinguer légalement des autres démocrates, mettaient souvent l'accent sur le fait qu'ils constituaient, en tant que parti du prolétariat, les seuls démocrates conséquents.

Depuis 1934 Trotsky enseignait que dans les conditions de la décadence capitaliste et de l'exacerbation de la lutte de classe la démocratie bourgeoise était définitivement morte en France.

Voici ce qu'écrivait Trotsky dans *Où va la France* (pages 16-17) :

" La société contemporaine se compose de trois classes : la grande bourgeoisie, la prolétariat et les " classes moyennes " ou petite-bourgeoisie. Les relations entre ces trois classes déterminent en fin de compte la situation politique dans le pays. Les classes

fondamentales de la société sont la grande bourgeoisie et le prolétariat. Seules ces deux classes peuvent avoir une politique indépendante, claire et conséquente. La petite bourgeoisie se distingue par sa dépendance économique et son hétérogénéité sociale. Sa couche supérieure touche immédiatement la grande bourgeoisie. La couche inférieure se fond avec le prolétariat et tombe même à l'état de lumpen-proletariat. Conformément à sa situation économique, la petite-bourgeoisie ne peut avoir de politique indépendante. Elle oscille toujours entre les capitalistes et les ouvriers. Sa propre couche supérieure la pousse à droite ; ses couches inférieures, opprimées et exploitées, sont capables, dans certaines conditions, de tourner brusquement à gauche. C'est par ces relations contradictoires des différentes couches des " classes moyennes " qu'a toujours été déterminée la politique confuse et absolument inconsistante des radicaux, leurs hésitations entre le cartel avec les socialistes, pour calmer la base, et le bloc national avec la réaction capitaliste, pour sauver la bourgeoisie. LA DECOMPOSITION DEFINITIVE DU RADICALISME COMMENCE AU MOMENT OU LA GRANDE BOURGEOISIE, ELLE-MEME DANS L'IMPASSE, NE LUI PERMET PLUS D'OSCILLER. " (Souligné par nous.)

La décomposition du régime capitaliste met fin à la démocratie bourgeoise. Les représentants " démocratiques " de la bourgeoisie n'ont plus qu'une phraséologie à offrir. Dans ces conditions même un de Gaulle arrive à se prétendre démocrate. La tâche n'est donc pas de chercher à distinguer, par quelque introspection, les démocrates honnêtes et malhonnêtes, mais de poser devant les ouvriers la question : qui donnera le ton ? la bourgeoisie par l'intermédiaire de ses fascistes, réactionnaires, curés, professeurs, démocrates, ou le prolétariat qui en se détachant de la bourgeoisie et de ses agents ralliera à lui les autres couches opprimées ?

De même que, dans *Et Maintenant*, Trotsky était le plus acharné défenseur du front unique, mais méprisait ceux qui traitaient Blum de camarade, nous rappelons que dans la révolution espagnole nous défendions les libertés démocratiques des ouvriers contre le fascisme les armes à la main, mais il ne serait venu à l'idée d'aucun trotskyste d'analyser l'honnêteté d'Azaña ou de Negrin. Ils analysaient leur nature de classe et les qualifiaient d'agents de la bourgeoisie, parés du masque de la démocratie.

En donnant les états de service des camarades du Comité directeur, *La Vérité* dit de Demazière : " Il milite illégalement dans les rangs du PCI jusqu'à la libération ". Et de Bauffrère : " Il sait que la lutte ne s'arrête pas à la chute de Hitler ". Encore une fois, pouvons-nous, sous prétexte de nous défendre, bafouer notre propre idéologie ? *La Vérité* du 22/6/44 sous le titre " Ils se valent ", écrivait : " refuse de te faire mobiliser dans " l'armée de la libération ". En mai 1944, un numéro spécial de *La Vérité* disait : " Pas de libération possible sans les prolétaires allemands et contre eux ".

Mais puisqu'il s'agit de défendre les principes trotskystes, laissons la parole à Trotsky lui-même. Dans son étude *Après la "paix" impérialiste de Munich - une leçon toute fraîche*, il écrivait :

" Dans tous les cas où les forces contre-révolutionnaires tentent de revenir de l'Etat " démocratique " pourrissant en arrière, vers le particularisme provincial, vers la monarchie, la dictature militaire, le fascisme, le prolétariat révolutionnaire, sans prendre sur lui la moindre responsabilité pour la " défense de la démocratie " (elle n'est pas défendable !), opposera à ces forces contre-révolutionnaires une résistance armée, pour en cas de succès, diriger son offensive contre la " démocratie " impérialiste. Cette politique n'est applicable, cependant, que pour ce qui concerne les conflits intérieurs, c'est-à-dire dans le cas où l'enjeu de la lutte est véritablement la question du régime politique : c'est ainsi, par exemple, que s'est présentée la question en Espagne. La participation des

ouvriers espagnols à la lutte contre Franco était leur devoir élémentaire. Mais c'est précisément et uniquement parce que les ouvriers n'ont pas réussi à remplacer à temps le pouvoir de la démocratie bourgeoise par leur propre pouvoir, que la "démocratie" a fait place au fascisme. Cependant, c'est pure tromperie et charlatanisme que de transporter mécaniquement les lois et les règles de la lutte des **différentes classes d'une seule et même** nation dans la guerre impérialiste, c'est-à-dire la lutte d'une **seule et même classe de différentes nations**. Actuellement, il n'est, semble-t-il, pas besoin de démontrer que les impérialistes luttent l'un contre l'autre non pour des principes politiques, mais pour la domination sur le monde, sous le couvert des principes qui leur semblent bons".

Si l'on présente la défaite contre Hitler comme une première étape gagnée dans la lutte ("la lutte ne s'arrête pas là"), on utilise un raisonnement purement stalinien : "la lutte contre le fascisme extérieur et ses prolongements à l'intérieur". La défaite de Hitler venant à la suite de la victoire d'un camp impérialiste sur l'autre, n'a pas été une victoire du prolétariat allemand, français, ou autre. Encore dans *Après Munich* Trotsky dit :

"La question du sort des Tchèques, des Belges, des Français, des Allemands, en tant que nations, nous ne la relient pas à des déplacements conjoncturels des fronts militaires lors d'une nouvelle mêlée des impérialistes, mais à l'insurrection du prolétariat et à sa victoire sur tous les impérialistes".

Sous le drapeau de la lutte impérialiste la chute de Hitler n'a été qu'un déplacement conjoncturel des fronts militaires. De même que la défaite de 1940 de la bourgeoisie française n'a pas été la victoire du prolétariat uniquement parce que cette défaite n'a pas été acquise par l'activité révolutionnaire du prolétariat. Le langage communiste eût été de dire : je continue la lutte parce que plus que jamais les masses se trouvent écrasées par l'impérialisme. Plus que jamais la lutte entre les brigands impérialistes se poursuit sur le dos des masses. Imagine-t-on, en 1918, l'IC disant : "La lutte ne s'arrête pas à la chute du Kaiser ?" La défaite de l'impérialisme allemand était-elle une étape dans la lutte prolétarienne ?

La théorie révolutionnaire est l'expression et la garantie suprême de la nature de la direction d'une tendance prolétarienne. La fausse terminologie développe le confusionnisme, rabaisse le niveau des cadres révolutionnaires et ouvre une brèche à l'idéologie ennemie¹³².

Voici ce que dit encore Trotsky (IVe tome de la Révolution Russe, page 229) : "Les distances indispensables à l'égard de l'idéologie bourgeoise étaient maintenues dans le Parti par une vigilante intransigeance dont l'inspirateur était Lénine. Il ne cessait de travailler du scalpel, tranchant les liens que l'entourage petit-bourgeois créait entre le Parti et l'opinion publique officielle. En même temps, Lénine apprenait au Parti à former sa propre opinion publique, s'appuyant sur la pensée et les sentiments de la classe qui montait. Ainsi, par sélection et éducation, dans une lutte continue, le Parti bolchévique crée son milieu non seulement politique mais aussi moral, indépendant de l'opinion publique bourgeoise et irréductiblement opposé à celle-ci. C'est seulement cela qui permit aux bolchéviques de surmonter les hésitations dans leurs propres rangs et de manifester la virile résolution sans laquelle la victoire d'Octobre eût été impossible."

Comment se défendre contre la calomnie ?

Avec raison, *La Vérité* dit que le but de la bourgeoisie est de nous étouffer. Mais en même temps (numéro du 4/6) elle met en demeure de Gaulle de choisir entre le camp fas-

132. Nous demandons aux militants de lire ou de relire les ouvrages de Trotsky que nous avons cités : *Où va la France, Et Maintenant et Après la "Paix" impérialiste de Munich*.

ciste qui étouffe les trotskistes, et le camp démocratique (Angleterre, etc.) qui ne les étouffe pas. Mesurez la hauteur de ce raisonnement !

La calomnie contre-révolutionnaire, comme l'antisémitisme et autres manifestations empoisonnées, élevées à une échelle politique, font partie de la lutte de classe et ne s'élèvent pas au-dessus d'elle. C'est pour cela que notre première tâche, pour combattre la calomnie, c'est une offensive politique énergique menée en direction des masses pour démasquer politiquement les calomnieurs, afin que celles-ci puissent se convaincre que ceux qui nous calomnient ne sont pas leurs amis mais bien leurs ennemis. Il faut ensuite un travail suivi d'éducation socialiste dans les rangs ouvriers (édition de brochures populaires).

Il faut aussi une lutte directe contre le gangstérisme stalinien ; nous avons fourni en automne dernier à votre direction une occasion précise d'une action à entreprendre pour le démasquer publiquement¹³³. Votre direction s'y est dérobée. Après avoir fui le combat, quel est le sérieux des défis lancés par *La Vérité* invitant les staliniens à des commissions composées "de toutes les tendances du mouvement ouvrier et de la résistance" ? Nous sommes prêts à fournir à une commission de contrôle de votre parti tous les détails de cette affaire et de l'attitude criminelle de votre direction.

En ce qui concerne l'éducation socialiste, tâche fondamentale de travail communiste, vous semblez l'ignorer. Dans les contacts que nos camarades ont pu avoir avec vous, il semble que même pour les membres de l'organisation ce travail passe au troisième plan ("la révolution est là, ce n'est pas le moment de lire Marx"). Comment voulez-vous combattre l'obscurantisme et les préjugés, si vous ne remplissez pas votre rôle d'éducateurs socialistes ?

Sur le plan politique, les efforts de légalisation se sont transformés en piège pour votre organisation. Voici deux mois que *La Vérité* a abandonné toute propagande révolutionnaire et qu'elle ne se fait plus le défenseur des masses devant les mesures réactionnaires du gouvernement.

Vous vous êtes réfugiés dans des justifications vis-à-vis de la bourgeoisie et les appels aux "démocrates". Ainsi *La Vérité* du 4/6 dit :

"Nous ne sommes pas un groupe de conspirateurs... Nos tâches sont : éclairer en éduquant, guider en expliquant. Notre arme : c'est la propagande révolutionnaire, et rien d'autre".

Ce mensonge la bourgeoisie ne le croira pas et aux travailleurs nous n'avons pas le droit de mentir. Des centaines de fois Lénine a expliqué aux militants : **la révolution est une guerre**. Une guerre se fait-elle seulement à l'aide de la propagande ? Trotsky a écrit un livre intitulé : *Défense du Terrorisme*. Nous avons été les premiers et continuons à être les seuls défenseurs des Milices ouvrières et de l'armement du prolétariat. Nous approuvons la devise de Blanqui : qui a du fer a du pain. Comment peut-on avec une pareille doctrine présenter les révolutionnaires comme des prêcheurs et apôtres d'une propagande "de la vérité et du progrès social" (*Vérité* 4/6). Lénine a enseigné au Parti révolutionnaire la plus grande méfiance envers tout gouvernement bourgeois, même le plus démocratique. Une partie de l'appareil de l'organisation doit toujours rester dans l'illégalité pour parer à toute mesure arbitraire de la part du gouvernement bourgeois. Vous-mêmes ne prétendez pas livrer toute l'organisation à la légalité, quelles que soient les mesures de légalité.

133. Il s'agit de la désignation d'une commission d'enquête sur l'assassinat de Pamp (Mathieu Bucholz) par le PCF en septembre 1944. En juillet 1945 l'UC avait renouvelé sa demande, "préalablement à toute discussion politique". (N.D.L.R.)

sation dont vous ferez l'objet. N'est-ce pas dans ce cas renforcer la calomnie contre nous que d'affirmer : " Nous ne sommes pas des conspirateurs " ? Au moment où le rapport de forces nous impose la lutte clandestine pour pouvoir exprimer des idées révolutionnaires en faveur des masses, le raisonnement léniniste ne serait-il pas plutôt de dire aux travailleurs : " la bourgeoisie conspire, couverte de sa propre légalité, contre le niveau de vie et la vie même des masses ? Nous, révolutionnaires, appelons les travailleurs conscients à se préparer, clandestinement s'il le faut, au renversement de la bourgeoisie. " La propagande ouverte n'est qu'une partie de notre travail. Demander aux ouvriers de cacher des armes, aux soldats de se réunir en cellules de caserne, aux ouvriers d'usine d'éditer des organes d'opposition sans adresse et sans nom, tout cela, n'est-ce pas un travail de conspirateurs ?

Il est inutile, nous l'espérons, d'ajouter que cela n'a rien de commun avec le terrorisme anarchiste, lutte individuelle contre des représentants isolés de la classe capitaliste.

En juillet 1917, le rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie a ouvert la voie à la calomnie capitaliste et social-chauvine contre les bolchéviks. Le regroupement des masses a fait sauter en l'air la calomnie quelques mois après. Combien réconfortant pour les révolutionnaires est le raisonnement de ce soldat russe, que rapporte Kroupskaïa dans sa brochure de *Souvenirs sur Lénine* : " Sais-tu que ton Lénine est un espion allemand ? dit un Monsieur instruit au soldat en faction. Non, je ne le sais pas, répond celui-ci, je n'ai pas assez d'instruction pour ça, mais ce que je sais, c'est que tout ce que Lénine dit sur la terre est juste ".

Mais faut-il seulement s'en référer à 1917 ? Les camarades voudront bien réfléchir à des exemples plus récents, que nous leur soumettons. A la fin du mois de mai, quand le gouvernement rejette les revendications présentées par la CGT à la suite des mouvements de grève, les social-chauvins n'osent bien entendu pas réfuter les arguments de la bourgeoisie dirigés contre les ouvriers. Notre organisation répand quelques milliers de tracts, signés par les trotskystes, par la IVe Internationale, pour prendre la défense des ouvriers, démasquer les bureaucrates et indiquer nos solutions. De multiples endroits nous parvient l'écho d'ouvriers du rang, qui constituent la grande masse, approuvant le tract et le faisant circuler, sans s'inquiéter de la signature.

Dans une usine importante de la région parisienne, des camarades ouvriers entreprennent un travail d'opposition syndicale entièrement sur des bases communistes et révolutionnaires¹³⁴. La bureaucratie social-chauvine répand immédiatement le bruit qu'il s'agit de la 5^e colonne. Ne cédant pas à la pression des adversaires, le travail de l'opposition continue conspirativement, pour ne pas donner prise à la répression. N'est-ce pas à nous de tenir bon, de démontrer aux ouvriers les nécessités qui nous sont imposées par la lutte, ne s'apercevront-ils pas que ceux qui nous accusent les trahissent, mais que nous ne cesserons de les défendre ? Le journal de l'opposition est le seul qui dans toutes les occasions prend intelligemment et avec continuité la défense des ouvriers. Aussi le font-ils circuler, sans s'inquiéter des accusations des bureaucrates. Nos camarades organisent quelques ouvriers plus avancés en noyau de l'opposition syndicale ; ils adoptent la conspiration comme une nécessité faisant partie de notre travail. L'opposition arrive à imposer **politiquement** sa légalité : le représentant de la direction syndicale prend

¹³⁴. *La Voix des Travailleurs*, Bulletin inter-usines de l'opposition syndicale Lutte de Classes ne paraîtra qu'en octobre 1945. Mais l'UC avait déjà engagé un travail dans cette direction et certaines de ses publications d'entreprise portaient déjà ce nom.

l'engagement de ne pas faire arrêter les représentants de l'opposition si ceux-ci se démasquent. Mais cette invitation manque son effet, car l'opposition ce n'est plus seulement un noyau isolé, **c'est un courant politique dans l'usine**.

Nous sommes-nous réclamés pour ce travail de la résistance ? Notre propagande est-elle tendancieuse dans le sens des préjugés existants ? Nullement. En voici un exemple : un camarade qui fait un travail syndical d'usine avec notre concours, écrit dans son projet de journal : la guerre étant finie rien ne s'oppose plus à nos revendications. Notre camarade lui explique que cette façon de s'exprimer peut laisser entendre aux ouvriers que la politique des bureaucrates ayant freiné les ouvriers à cause de la guerre (des capitalistes) pouvait se justifier. Or il ne faut en aucun cas utiliser de pareilles équivoques, parce que ce qui importe par dessus tout c'est d'élever la **conscience** des ouvriers. Notre camarade sympathisant convient de la justesse de ce raisonnement.

Mais voici que le raisonnement ci-dessus écarté d'un journal d'usine, nous le retrouvons dans l'organe central du PCI. *La Vérité* du 4/6 dit :

" Aujourd'hui la guerre est finie. Nous attendons du ministre l'autorisation de paraître légalement. Rien ne justifie plus les mesures d'exception qui nous frappent ".

La guerre **justifiait**-elle donc les mesures d'exception ? Pendant la guerre la bourgeoisie prenait le **prétexte** de la " défense nationale ". Mais aujourd'hui la bourgeoisie dit par la voix des social-chauvins et de tous ses partis : " Nous avons gagné la première manche par tant de sacrifices, allons-nous maintenant tout compromettre ? Notre union qui était nécessaire contre l'ennemi est nécessaire maintenant pour refaire la France ". C'est à l'aide de cette argumentation que les Thorez & Cie veulent imposer à la classe ouvrière la politique du produire, produire, produire... Notre tâche ce n'est pas de passer l'éponge sur le passé et l'opposer au présent, car pour sa politique actuelle la bourgeoisie tire justement argument du passé. Si des mesures contre nous étaient justifiées pendant la guerre, elles le sont encore aujourd'hui, parce que la guerre et la paix ne sont que la continuation de la politique de la bourgeoisie impérialiste, axiome que Trotsky a si souvent rappelé et que vous oubliez.

Nous avons voulu par ces quelques exemples démontrer aux camarades que pour combattre nos adversaires il ne faut pas se laisser imposer leur tactique et leur argumentation. C'est par une idéologie et une argumentation radicalement contraire à celle de nos ennemis que nous pouvons imposer notre point de vue prolétarien, et non pas en acceptant les prémisses du raisonnement de la bourgeoisie, pour en tirer d'autres conclusions. Si nous engageons la lutte contre la calomnie sur le terrain de nos adversaires, nous sommes battus d'avance.

Ainsi vous brandissez actuellement comme principal argument les morts de la résistance. Mais le PC se réclame de ses **dizaines de milliers** de morts pour la résistance, connus dans tout le pays. C'est au nom de ces morts qu'il nous accuse et nous pourchasse.

Ce qui fait **notre** force, c'est notre politique énergique de défense des intérêts des masses, poursuivie sans hésitation et sans équivoque.

Mais au lieu de cette intransigeance vous lâchez prise dans chaque occasion grave, vous cédez à la pression ennemie au moment où il faudrait le plus y résister. Le 10 juin 1944 *La Vérité* écrivait :

" Les forteresses volantes et les tanks d'Eisenhower n'apporteront pas la libération des travailleurs de l'Europe. A la place de l'impérialisme allemand qui s'écroule, ils viennent imposer la domination du capital financier yankee et anglais ".

Deux mois après, au moment du plus grand déchaînement chauvin et du déferlement de la " libération ", *La Vérité* écrit (le 11 Août) :

" Hitler s'effondre. **Les Américains approchent de Paris.** La classe ouvrière doit mettre à profit la situation... "

La Vérité est-elle assez naïve pour croire qu'on pouvait transformer en insurrection prolétarienne une situation dont tout le cours antérieur avait préparé les masses à la " libération nationale ", notamment du fait du monopole d'influence des social-chauvins ? En réalité, *La Vérité* a ployé sous la pression des événements et le PCI a engagé ses militants à participer à " l'épuration ", duperie monstrueuse qui a permis à l'Etat bourgeois de traverser indemne les événements (rappelons-nous " l'insurrection " de la police).

De la même façon, *La Vérité* a dénoncé sous l'occupation la résistance d'union sacrée, mais lâche prise maintenant devant l'opinion publique petite-bourgeoise et en arrive à se réclamer de la résistance !

Pour nous, le levier pour le renversement de la situation, n'est pas dans des discussions avec " l'opinion publique ". Il est dans une politique révolutionnaire, hardie : à l'heure où les masses voient qu'elles sont trahies de toutes parts, à l'heure où l'offensive gouvernementale se poursuit contre elles et que les chefs " ouvriers " se perdent en discours, les trotskistes doivent montrer aux masses que, ne s'effrayant ni de la calomnie ni des menaces, ils restent seuls à prendre la défense de leurs intérêts. Les ouvriers sont fatigués d'années de souffrances et de privations. Ils arrivent à exéquer les chefs traîtres qui détiennent actuellement dans les usines le rôle de premiers garde-chiourme. Dans ces conditions, deux ouvriers révolutionnaires, par un travail clandestin et intelligent, tiennent en échec toute une direction syndicale, parce que les ouvriers ont pu se rendre compte qu'il y avait quelqu'un pour prendre leur défense.

Au lieu de mener son offensive, *La Vérité* se perd en discussions et en disputes avec " l'opinion publique éclairée ", avec les " démocrates sincères ". Et les ouvriers assistent à ces pleurnicheries, au lieu de rencontrer dans *La Vérité* un organe de combat et une réponse à leurs propres préoccupations.

Dans une interview de 1937, Trotsky a dit :

" Je suis sûr que dix ouvriers qui comprennent très bien la situation... gagneront une centaine d'ouvriers, et les cent ouvriers un millier de soldats. Ils seront victorieux à la fin de la guerre ; ça me semble très simple, mais je pense que c'est une bonne idée ".

La se résument tous les problèmes de notre travail. Comment faire **bien comprendre** la situation à une centaine d'ouvriers, les gagner corps et âme à la politique révolutionnaire, en faire des cadres de la classe ouvrière et du trotskisme ; c'est par eux que nous pourrions apparaître aux masses comme leurs seuls défenseurs, dans ce monde où elles n'ont que des ennemis.

Ce sont là les problèmes de la construction du parti et de sa prolétarianisation, de l'attitude envers les questions théoriques, du lien entre la théorie et la pratique.

Ces problèmes il faut les poser devant l'ensemble du mouvement et à l'aide d'une discussion approfondie, **à la lumière de l'expérience**, poser un premier jalon dans

la voie du redressement théorique et pratique du mouvement trotskiste en France. Hors de là un sort pire que celui du POUM attend notre mouvement.

La discussion du bilan de nos deux organisations ne serait pas à l'heure actuelle une concession de votre part, mais le devoir le plus élémentaire de notre travail révolutionnaire.

juillet 1945. UNION COMMUNISTE (IV^e Internationale)

N° 12 LA LUTTE DE CLASSES 24 avril 1943

SEULS LES ETATS-UNIS SOCIALISTES PEUVENT EMPECHER L'EUROPE, balkanisée par Hitler, de devenir une " sphère d'influence " américaine !

Maintenant que se déroule en Tunisie la dernière phase d'une lutte dont tout le profit est la " gloire " acquise par les généraux Rommel et Montgomery et dont les pertes se soldent par des dizaines de milliers de morts et de blessés et par des destructions immenses au détriment des populations Nord-Africaines, maintenant que le rêve impérialiste allemand de domination mondiale a été dissipé par la résistance victorieuse de l'URSS aux assauts du capitalisme allemand, maintenant que l'Europe est de nouveau sur le point de devenir le prochain champ de bataille, c'est le sort des peuples européens qui va se jouer dans les prochains mois...

Comme autrefois les rois, les capitalistes impérialistes " nous saoulaient de victoires " (l'Internationale). " Les plus grandes victoires de l'histoire " n'ont pas plus servi au peuple allemand que " la victoire " alliée de 1918 aux peuples de l'Entente. Mais les deux camps impérialistes en présence (l'Axe - Etats-Unis et Angleterre) s'efforcent de faire durer le plus possible le massacre et d'atteindre leurs buts de brigands par le poison de la gloire, fruit des plus terribles de l'histoire de la société divisée en classes.

Il n'est plus besoin aujourd'hui, comme au lendemain de juin 1940, de dénoncer l'impérialisme allemand et le fascisme comme nous le fîmes au moment où il fut accueilli favorablement, grâce à la " victoire " et à la bienveillance que certains lui montraient en tant qu' " allié " de l'URSS : tout le monde a pu expérimenter sur son propre dos le fascisme, comme le plus authentique produit du capitalisme. Contre la machine de guerre allemande il s'agit aujourd'hui seulement de renforcer de plus en plus **la lutte prolétarienne**.

C'est la propagande alliée qu'il nous faut dénoncer, car elle s'appuie sur les crimes innombrables du militarisme italo-allemand pour présenter sa propre action comme une lutte " libératrice ". De quel genre de libération s'agit-il ? Nous l'avons dit dans notre numéro précédent : le même genre de libération que celle accomplie par Hitler. Celui-ci a " libéré " l'Allemagne du traité de Versailles en transformant les soldats allemands en garde-chiourme d'autres peuples. Churchill a remplacé lui aussi la Charte mensongère de l'Atlantique comprenant " le droit des nations de disposer d'elles-mêmes " par un programme super-versaillais comprenant l'occupation indéfinie des pays " responsables de

la guerre " (sic). Il y a cependant une " différence " : Hitler se vante que l'Europe balkanisée recevra indirectement quelques miettes de la " grandeur " de l'impérialisme allemand, du fait que celui-ci se trouve sur le continent. Churchill proclame la domination du monde par quelques nations dont aucune ne se trouve en Europe. Balkanisée sous Hitler ou " sphère d'influence " américaine, voilà l'effet certain du maintien du capitalisme sur l'Europe.

Cette perspective **impérialiste**, nous l'avons dénoncée dès novembre 1940 : " en essayant d'agrandir la part de l'impérialisme allemand dans une Europe déjà appauvrie Hitler a consommé la ruine du continent. Et avant que Hitler ait vaincu l'Angleterre, l'Amérique réduira le vieux monde à la portion congrue... Sur des bases capitalistes la voie est fermée à un relèvement de l'Europe ". Nous lui avons opposé, à cette perspective, la perspective **socialiste** qui seule peut permettre, par l'auto-détermination absolue et la collaboration pacifique de tous les peuples dans une Europe purgée de la domination bourgeoise, le relèvement économique du continent à un degré inconnu auparavant et faire ainsi échec aux plans des impérialismes allemand et américain. La tâche du prolétariat était et reste, non d'attendre le salut de sauveurs par trop intéressés, mais de chasser lui-même " ceux qui ont morcelé l'Europe, prendre le pouvoir pour unifier cette dernière et créer les Etats-Unis socialistes d'Europe ". La lutte commune des travailleurs de tous les pays d'Europe devait et doit faire échec à l'impérialisme, ses guerres, son exploitation et son oppression.

L'accroissement du danger militaire pour l'Axe qui est en train de perdre, après les défaites cuisantes subies au cours de la campagne d'hiver en URSS, ses positions en Afrique et qui doit s'attendre pour les mois à venir à des assauts peut-être décisifs, a augmenté à l'extrême la tension intérieure en Allemagne, en Italie et dans les pays occupés. La guerre, qui a atteint son point culminant tant en largeur qu'en profondeur, a rendu la situation particulièrement précaire en Europe, entre autres parce que c'est en Europe que **relativement** la chute du niveau de vie a été le plus sensible.

Dans ces circonstances la tâche de l'Etat-major allemand n'est plus simplement de se maintenir ou de remporter des " victoires " sans lendemain en URSS. Pour empêcher la désagrégation intérieure du système d'oppression instauré par l'Axe en Europe, il faut que l'impérialisme allemand se débarrasse au moins de son principal adversaire, c'est-à-dire il lui faut briser la résistance de l'Armée Rouge. Mais ce qui n'a pas été possible en 1941 ou en 1942, est encore moins probable en 1943. **Ainsi se crée une situation favorable pour l'action révolutionnaire sur le continent.**

" Deuxième front " et action prolétarienne.

Depuis l'alliance avec l'impérialisme anglais, Staline, suivant la pratique introduite par la bureaucratie, a disposé du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes en faveur de ses alliés temporaires. En France il a abandonné la direction de la " nation " (du prolétariat) au mouvement " colonialiste et impérialiste " (tract stalinien de juin 1941) de de Gaulle, tout comme dans les autres pays occupés il l'a abandonné aux différents de Gaulle nationaux, agents de l'Angleterre impérialiste. C'est ainsi que depuis le conflit à l'Est le parti " communiste " a abandonné le prolétariat en tant que classe à son propre sort : le salut devait venir du deuxième front et de la victoire des " **démocraties** ".

Ainsi Staline sacrifiait délibérément les ouvriers au nom de sa soi-disant " défense de l'URSS ".

Mais les événements ont montré, comme nous n'avons pas cessé de le répéter, que les véritables plans des alliés concernant l'URSS c'est de vaincre non pas avec l'Union Soviétique, mais contre l'Union Soviétique, dont l'affaiblissement est recherché par les impérialistes alliés en même temps que l'affaiblissement et la défaite de l'Allemagne. Ce fait fondamental est illustré dernièrement par l'offensive alliée en Tunisie, déclenchée après que l'Etat-major allemand ait contenu l'offensive soviétique d'hiver et même repris Kharkov. Pour menacer leurs alliés bourgeois de l'activité de la classe ouvrière et faire pression sur eux en faveur de l'URSS, les staliniens, avec leur manque de scrupules habituel, font semblant de changer de position en écrivant dans la *Vie Ouvrière* du 14/3/1943 :

" Ce qui est vrai, c'est que le retard à constituer le deuxième front, alors que les circonstances sont si favorables, l'amène (la classe ouvrière) à envisager qu'elle sera le principal instrument de sa propre libération ".

Et l'article en question fait appel à la création de comités d'unité syndicale.

Cet appel à l'organisation et l'activité *en tant que* classe des ouvriers, qui n'est qu'une " tactique " (c'est-à-dire une tromperie) dans l'intention des staliniens, doit être transformé par les ouvriers en une activité **énergique de réorganisation des organismes illégaux économiques et politiques prolétariens, sous leur propre contrôle**. Il ne faut pas un instant oublier que la disparition des organes de la classe ouvrière n'est pas seulement due à la répression bourgeoise mais aussi à l'abandon par le Parti stalinien du front de classe.

La situation du mouvement ouvrier en France à la suite des déportations qui ont privé les usines des éléments les plus jeunes et les plus actifs, n'est pas facile ; mais il faut considérer la situation d'ensemble sur tout le continent européen dont les ressources humaines et matérielles sont subordonnées à la machine de guerre italo-allemande. Ce qui est un **moins** pour la classe ouvrière d'un pays peut constituer un **plus** pour l'ensemble du mouvement. Des millions de jeunes ouvriers de tous les pays occupés ou alliés, transportés en Allemagne sous la pression des nécessités militaires, ont créé dans ce pays une situation sans précédent pour la lutte révolutionnaire. En cas de conflit ouvert entre la bourgeoisie et le prolétariat en Allemagne, à la faveur d'une crise militaire par exemple, les ouvriers déportés se trouveront tout naturellement soudés à la lutte menée par les ouvriers allemands contre leur bourgeoisie. Un nombre considérable de prisonniers de tous les pays se trouvant dans les camps allemands se rallieront à la lutte des ouvriers qui les auront libérés. **AINSI, L'UNION DES OUVRIERS DE TOUS LES PAYS DANS UNE LUTTE COMMUNE PEUT ÊTRE FACILITÉE PAR LES MESURES MÊME QUI DEVAIENT L'ANÉANTIR.**

Il ne faut donc aucunement attendre passivement que le mouvement ouvrier commence ailleurs (Allemagne, Balkans, etc.) parce qu'en France la classe ouvrière a été décimée par les déportations : l'Europe est un immense dépôt de poudre où il suffit d'une étincelle révolutionnaire sur n'importe quel point du continent pour que la révolution prolétarienne s'étende aux endroits **les plus favorables** à cette lutte.

Les mois qui viennent doivent être le point de départ de la reprise des traditions de lutte du prolétariat français. Il faut en finir avec la passivité, le débrouillage individuel et le petit commerce ; le destin historique de la classe ouvrière c'est de se libérer elle-même en libérant l'humanité tout entière. Il sera accompli par une classe ouvrière audacieuse qui,

repoussant toutes les illusions impérialistes, sait qu'elle n'a que ses chaînes à perdre et un monde à gagner.

Les efforts des ouvriers doivent être dirigés en premier lieu vers l'organisation de classe, syndicats et organisation politique pour la lutte anti-capitaliste, pour le droit à la vie et aux libertés élémentaires. Il faut tendre vers **l'armement du prolétariat** pour ôter à la bourgeoisie le monopole des armes qui lui permet de disposer du sort de l'ouvrier. Il faut unir son sort au sort des ouvriers des autres pays et vaincre avec eux l'impérialisme fauteur de guerres et de misère.

VIVENT LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE ET DU MONDE !

Supplément au n° 13 LA LUTTE DE CLASSES 1^{er} juin 1943

APPEL AUX OUVRIERS COMMUNISTES

Camarades,

En pleine guerre impérialiste et sous la pression des capitalistes de Londres et de Washington, Staline, qui depuis longtemps avait transformé la III^e Internationale d'instrument de la révolution mondiale socialiste en objet de marchandages diplomatiques, **désavoue l'Internationale elle-même** en tant qu'instrument d'émancipation de l'humanité de la guerre et de l'oppression.

Grande est la joie dans le camp de l'impérialisme " démocratique " qui proclame la faillite de l'internationalisme prolétarien et exalte la patrie " éternelle " (capitaliste). Et Staline s'empresse de déclarer au correspondant de l'agence Reuter à Moscou que la " dissolution de l'Internationale... prépare les voies pour l'association des peuples basée sur l'égalité ".

Mensonges impudents que les prétention des impérialistes " démocratiques " et de leur valet Staline. Quel est l'ouvrier qui ne sache pas que l'Internationale a été créée précisément non seulement pour l'émancipation du prolétariat de la bourgeoisie, mais aussi, **en vue de cette émancipation**, pour réaliser l'égalité entre toutes les nations ? Quel est le militant communiste qui ne sache pas que le fondement du léninisme c'est précisément **l'incompatibilité du capitalisme actuel** (le capitalisme impérialiste des monopoles) **avec une " association des peuples basés sur l'égalité " ?** La guerre impérialiste de 14-18 et la présente guerre impérialiste n'ont-elles pas démontré pratiquement cette incompatibilité ? La victoire d'un camp impérialiste sur l'autre (victoire alliée en 1918, victoire de Hitler en 1940) peut-elle être autre chose qu'une exploitation renforcée du prolétariat et une oppression des nations les plus faibles par la bourgeoisie des pays impérialistes les plus forts ? Toute notre lutte jusqu'à maintenant

n'a-t-elle pas été précisément de démontrer que seul **l'internationalisme prolétarien** dont l'instrument est **l'Internationale** peut permettre à chaque exploité d'avoir réellement une patrie à lui ? Que la patrie où l'ouvrier est exploité par le capital et où il peut crever de faim, c'est la patrie du capitaliste et non la sienne propre ? Que la seule base de l'union fraternelle des peuples ce sont les Etats-Unis socialistes d'Europe et du Monde et non pas des " patries " capitalistes isolées et ennemies ? En dissolvant la III^e Internationale soi-disant pour démontrer que le " bolchévisme " ne s'immiscie pas dans les affaires des nations, Staline ne passe-t-il pas ainsi dans le camp des calomnieurs de l'internationalisme prolétarien ?

Camarades,

Les brigands impérialistes chantent trop tôt victoire. Comme aux siècles passés la monarchie, de nos jours l'internationalisme ne meurt jamais, car la lutte de classes ne s'arrête jamais. **A LA III^e INTERNATIONALE MORTE SUCCEDE LA IV^e INTERNATIONALE**.

Du sein même de la III^e Internationale, en s'opposant à la direction officielle dans toutes les questions où celle-ci s'éloignait des intérêts de la classe ouvrière, est née depuis 1924 le courant internationaliste qui constitua en 1928 l'Opposition communiste de gauche (" trotskyste "). Quand en 1933 la faillite de la III^e Internationale sous la direction de Staline devint évidente par la catastrophe allemande, l'opposition de gauche proclama la nécessité de la création de la nouvelle Internationale, la Quatrième. **Car la lutte de classe, base de la société capitaliste, rend nécessaire à chaque instant au prolétariat l'existence d'un Parti prolétarien SANS LEQUEL SES LUTTES SONT VOUÉES À L'ÉCHEC.** La IV^e Internationale ne fait que continuer les véritables traditions de la III^e Internationale du vivant de Lénine. Sa base politique est constituée par les Thèses et les Résolutions des quatre premiers Congrès de l'I.C. (1919-20-21-22). Que chaque communiste digne de ce nom étudie ces thèses et les compare avec les bases programmatiques de la IV^e Internationale ; il deviendra alors évident que celle-ci continue celle-là, que depuis 1933 la IV^e Internationale représente la continuité révolutionnaire de la lutte de classes et que le communisme à jamais vivant aux coeurs des exploités possède contre la bourgeoisie le drapeau sans tâche aucune de l'Internationale.

Camarades,

Par leur concert de manoeuvres, de marchandages et de comédies diplomatiques sur le dos des peuples, les impérialismes anglais, américain, allemand, italien et la bureaucratie conservatrice soviétique, essaient d'empêcher que la voix de la IV^e Internationale arrive aux ouvriers et aux opprimés de tous les pays. Car la IV^e Internationale est la négation même de ces pratiques issues de la société de classe, elle lutte pour le renversement du vieux monde pourri et pour l'avènement de la nouvelle société socialiste, sans diplomatie, sans marchandages, et sans les " comédies " sanglantes de la guerre.

Mais si au cours même de cette guerre le prolétariat n'intervient pas lui-même dans la lutte avec ses buts et son véritable drapeau, le drapeau du communisme, alors l'impérialisme ira plus loin dans son oeuvre contre-révolutionnaire et contraindra la bureaucratie de mettre fin également à l'économie planifiée de l'URSS, détruisant ainsi l'oeuvre fondamentale de la révolution d'Octobre 17.

Camarades,

Le devoir vis-à-vis de la classe ouvrière est le devoir suprême de tout militant ouvrier. Quand il devient évident que la Parti auquel on était attaché par toutes ses fibres et auquel on était prêt à sacrifier à chaque instant sa vie renonce aux buts permanents de la classe ouvrière (sous quelque prétexte que ce soit), alors on ne peut plus continuer à fermer les yeux, à s'endormir avec des "raisonnements". Il faut immédiatement tirer la conclusion pratique fondamentale : la rupture avec l'opportunisme, pour l'orientation immédiate vers la recherche théorique et pratique d'un milieu révolutionnaire nouveau, sous peine de trahir le prolétariat, sous peine de trahir sa propre vie de communiste.

Camarades,

Nous disions en novembre 1940 : tout militant honnête qui ne veut pas rester impuissant devant la guerre et le fascisme (dont les méthodes se sont étendues à tous les pays capitalistes), doit adopter les principes théoriques de la IV^e Internationale, héritière des meilleures traditions révolutionnaires des trois précédentes Internationales. Nous disions aussi qu'il y aurait en France un Parti révolutionnaire seulement quand des centaines et des milliers d'entre vous prendront conscience du rôle politique du stalinisme et deviendront les champions de la nouvelle Internationale. La III^e Internationale est morte depuis longtemps. Le désaveu formel de Staline sous la pression de l'impérialisme est le dernier coup donné aux masses de tous les pays pour lesquelles la III^e Internationale restait encore le symbole de la solidarité des ouvriers de tous les pays. Reconstruisons ensemble le véritable Parti prolétarien, qui, bannissant de son sein le réformisme et le stalinisme, sera le guide révolutionnaire de la classe ouvrière. Réveillons d'abord sur le terrain de l'usine l'activité des meilleurs éléments de la classe ouvrière en vue de l'organisation de celle-ci pour les luttes qui approchent, luttes qui secoueront de fond en comble le vieil édifice capitaliste et qui, en réveillant la classe ouvrière à une activité révolutionnaire nouvelle, balayeront de la scène politique les éléments pourris de ce qui reste de la II^e et de la III^e Internationale. En avant pour le nouveau parti révolutionnaire ! Vivent les Etats-Unis socialistes d'Europe ! Vive la Quatrième Internationale !

juin 1943 Groupe Communiste (IV^e Internationale)

N° 16 LA LUTTE DE CLASSES 4 août 1943

Les ouvriers italiens sont les premiers dans la présente guerre, à qui revient l'honneur d'avoir suivi la voie tracée par LÉNINE pour arriver à la vraie paix : **" TRANSFORMER LA GUERRE IMPÉRIALISTE EN GUERRE CIVILE "**.

Le régime fasciste s'effondre en Italie LES OUVRIERS ITALIENS NOUS MONTRENT LA VOIE !

Depuis 21 ans le prolétariat italien était courbé sous le joug de Mussolini et de ses bandes armées au service de la bourgeoisie italienne. Pourquoi les ouvriers italiens qui en 1919 étaient à la tête de la lutte révolutionnaire en Europe, qui avaient occupé les usines et les avaient mises en marche sous leur propre contrôle et qui ne furent vaincus que par la trahison des réformistes, ne réussirent-ils pas à secouer la dictature fasciste ? C'est que les victoires successives de la réaction en Pologne (1927), en Allemagne (1933), en Autriche (1934), en Espagne (1939) et un régime de dictature instauré dans toute l'Europe, leur avait fermé toute possibilité de révolte.

Mais le mécontentement du prolétariat et des masses populaires en Italie grandissait de plus en plus contre le régime pourri de Mussolini et n'attendait que la première occasion favorable pour se manifester. Quand en 1940 Mussolini aux ordres du grand capital, entraîna le peuple italien dans la guerre impérialiste, les masses montrèrent peu d'empressement à se battre pour les intérêts de la bourgeoisie italienne et pour la gloire de Mussolini. Les désastres militaires subis par l'Italie impérialiste depuis le début de la guerre ont amené au paroxysme les contradictions intérieures engendrées par le régime et l'exploitation patronale accrue. Des grèves ont éclaté en Italie pendant la campagne de Tunisie. Avec le débarquement des impérialistes alliés en Sicile, le prolétariat italien ne pouvait qu'intensifier sa lutte, l'étendre et poser des revendications de plus en plus hardies. Dans ces circonstances, pour ressaisir la situation intérieure et pouvoir manoeuvrer plus librement entre les différents impérialismes en guerre (éventuels changements diplomatiques), la bourgeoisie italienne s'est servie du roi d'Italie pour effectuer une "révolution de palais" et s'est débarrassée de Mussolini.

Mussolini parti, les masses sont entrées immédiatement en action. Le régime fasciste s'est complètement effondré. Cette victoire du peuple italien sur ses propres oppresseurs a rempli de joie dans le monde entier les exploités et les opprimés, elle montre la voie à suivre pour conquérir les libertés, pour conquérir le droit de vivre en mangeant à sa faim, pour mettre fin à la guerre.

A travers les informations tronquées, arrangées, intéressées, de la radio "alliée" et "neutre", les événements d'Italie parlent un langage suffisamment clair pour qu'on ne puisse pas se méprendre sur leur sens. Ce sont les masses ouvrières qui par des grèves puissantes, dans les villes industrielles du Nord notamment à Milan, appuyées par tout le mécontentement populaire, ont précipité, après la démission de Mussolini, la chute du fascisme. Ce sont les masses qui ont manifesté devant les prisons, qui ont contraint Badoglio à consacrer officiellement la libération des emprisonnés politiques, qui ont libéré elles-mêmes des détenus politiques du régime là où "l'action" gouvernementale se faisait attendre. C'est l'action des masses qui a pratiquement redonné la vie aux différents partis politiques, malgré l'interdiction gouvernementale de tout parti. Si les grèves ont cessé actuellement devant les mesures draconiennes prises par le gouvernement, elles ne pourront que recommencer au fur et à mesure que les masses prolétariennes et les soldats auront fraternisé pour des buts communs. **OUVRIERS ET SOLDATS DOIVENT RESOUDRE EN ITALIE, AVEC LA QUESTION DU RÉGIME, LA QUESTION FONDAMENTALE DE LA PAIX.** Des fraternisations entre ouvriers et soldats auraient déjà eu lieu, la troupe ayant refusé de tirer sur les grévistes. Radio Londres parle de la création de comités d'ouvriers et même de soldats. S'il s'agit de comités élus par les ouvriers et les soldats, cela signifie

que les masses d'ouvriers et de soldats en lutte, dressées contre l'appareil officiel étatique, se méfiant à juste titre de l'action et des promesses de la bourgeoisie, créent leurs propres organisations de classe en liaison constante avec la masse et dépendent d'elle. Seuls les COMITES, organes démocratiques de la dictature du prolétariat, peuvent briser l'Etat de la bourgeoisie et résoudre les questions brûlantes DE LA PAIX, DU PAIN ET DE LA LIBERTE.

....
Les événements d'Italie marquent le début de l'effondrement du régime totalitaire établi par la bourgeoisie en Europe sur le dos du mouvement ouvrier. Au Portugal, où cependant la politique de la bourgeoisie est inféodée à l'Angleterre et non pas à l'Allemagne et où la classe ouvrière est soumise à la dictature sanglante de Salazar, la nouvelle de la chute de Mussolini et du fascisme a provoqué de grandes grèves sur le tas, notamment dans les ports. En Espagne, le bourreau Franco a dû inopinément "accélérer" la libération de prisonniers politiques qui meurent dans ses prisons fascistes. Ainsi 10.000 emprisonnés de plus ont retrouvé la liberté en Espagne, grâce au mouvement des masses italiennes. Mais la chute du fascisme italien et la renaissance du mouvement ouvrier en Italie auront leurs répercussions les plus profondes en Allemagne même où le régime que Hitler prétendait instaurer pour 1 000 ans ne fêtera sûrement pas son 11ème anniversaire. Le prolétariat allemand compte par centaines de milliers ses victimes anti-fascistes. Les masses populaires allemandes, le véritable peuple allemand qui travaille de ses mains, souffre cruellement de la guerre impérialiste, souffre cruellement de voir ses meilleurs fils arrachés à leurs foyers et jetés sur tous les champs de bataille pour des conquêtes qui n'ont profité qu'à la bourgeoisie allemande. En France les masses ouvrières luttent pour les mêmes objectifs que ceux pour lesquels luttent les ouvriers italiens. Il faut reconquérir les véritables libertés, libertés de presse, de grève, de réunion, **qu'aucun pays capitaliste ne reconnaît plus à la classe ouvrière**. Il faut libérer les victimes de la répression capitaliste et militariste qui peuple les prisons et les camps de concentration ; il faut récupérer les ouvriers déportés et les prisonniers de guerre.

Dans toute l'Europe les ouvriers et les masses populaires gémissent sous un régime de dictature. Dans toute l'Europe ils ont les mêmes aspirations immédiates de lutte. Les événements d'Italie, sous le coup des événements militaires, **sont l'image des événements qui demain déferleront sur tout le continent**.

La question fondamentale qui unit l'Europe prolétarienne c'est celle de **la paix**. Paix impérialiste par la victoire d'un des camps impérialistes et conservation de l'exploitation et de l'oppression du régime capitaliste, ou renversement du régime bourgeois par le prolétariat et instauration d'une paix véritable par l'union des peuples dans une Fédération socialiste des peuples, la seule qui peut assurer aux nations un libre développement ; voilà l'enjeu de la lutte. Tout ouvrier conscient voit maintenant que les alliés n'offrent pas la paix au peuple italien, mais qu'ils veulent seulement contraindre l'Italie à changer de camp dans la guerre. C'est ainsi que la France "libérée" par l'impérialisme anglais et américain devra continuer la guerre contre l'impérialisme japonais au bénéfice des capitalistes américains (convention Giraud-Roosevelt).

Les années de guerre ont cloisonné les peuples. Sans contact avec les frères prolétaires des autres pays, plus d'un ouvrier et paysan oublie que c'est un frère et non un ennemi qui est en face de lui, que ces bombardements et cette boucherie sont l'oeuvre non d'un peuple "ennemi", mais dûs à un régime capitaliste pourri. Seules les vagues puis-

santes de la révolution prolétarienne peuvent balayer les barrières de boue et de sang que la bourgeoisie a élevées entre les peuples.

Aucun peuple ne peut résoudre isolément la question de la paix. Le sort de chaque peuple dépend finalement non pas de la place plus ou moins favorisée qu'il peut occuper par rapport à d'autres peuples, mais du système dans lequel il s'intègre : système d'oppression impérialiste (allié ou de l'axe) ou système de fédération socialiste. Le peuple italien a fait ce choix, il ne veut ni de la victoire allemande ni de la victoire alliée. Il cherche une issue prolétarienne à la guerre, la seule issue qui apportera vraiment la paix, et non une nouvelle "der des ders". Ecrasé par sa propre bourgeoisie, menacé par les armées impérialistes anglaises, américaines et allemandes, le prolétariat italien doit pouvoir s'appuyer, dans cette question fondamentale, sur la solidarité de tous les peuples européens (de ceux qui travaillent de leurs mains) et leur lutte pour une paix juste (et non pas impérialiste comme celle que leur offrent les alliés) doit trouver l'appui de tous les prolétariats, en premier lieu du prolétariat allemand et français, pour qu'ils puissent faire échec aux plans impérialistes allemands et aux plans impérialistes des alliés qui tous obligent l'Italie de rester dans le conflit "jusqu'à la fin", c'est-à-dire tant qu'il plaira aux capitalistes dont elle dépendra.

Les capitalistes qui à la suite de la guerre de 14-18 ont laissé leur peau en Russie mais ont réussi à maintenir leur domination sur le reste du globe, manoeuvrent dans la présente guerre pour assurer "définitivement" leur domination capitaliste, par la destruction de la solidarité internationale des ouvriers, et pour mettre à profit l'isolement de l'URSS dans le monde capitaliste pour essayer de liquider l'économie planifiée de l'Union Soviétique. Seule l'intervention des masses luttant pour leurs propres objectifs populaires peut détruire définitivement les plans de tous les impérialismes et mener à la victoire du socialisme. Si, sous la pression du militarisme allié, Staline a désavoué publiquement l'Internationale en tant qu'instrument de libération des prolétariats et des peuples, la lutte révolutionnaire des masses contre leur propre bourgeoisie reforgera l'Internationale qui conduira les ouvriers, les paysans et les soldats à la victoire, la Quatrième Internationale.

VIVE LE PROLETARIAT ITALIEN !
VIVENT LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE !
VIVE LA QUATRIEME INTERNATIONALE !

N° 18 LA LUTTE DE CLASSES 10 octobre 1943

LES LEÇONS D'ITALIE

Provisoirement, la brèche ouverte dans la guerre impérialiste par le mouvement révolutionnaire en Italie a été "colmatée" par les impérialistes de Berlin et de Londres

et Washington. A nouveau le fracas des bombes et le silence des " informations " officielles couvrent d'un voile épais la lutte des travailleurs de la péninsule pour la paix, le pain et la liberté.

Ayant combattu à mort le régime de Mussolini pour sortir de la guerre et de l'oppression politique, les masses italiennes se trouvent cependant plus que jamais politiquement enchaînées et, impuissantes, livrées aux ravages d'une guerre impitoyable qui se déroule sur le sol italien.

Que s'est-il passé en Italie ?

Courbés sous le régime fasciste établi par Mussolini pour sauver le capitalisme italien de la révolution prolétarienne, les ouvriers italiens, qui n'ont pas oublié les traditions de lutte de 1919 (occupation et mise en marche des usines), attendaient le moment favorable pour la reconquête de leurs droits élémentaires. Ce moment arriva le 25 juillet, avec la chute de Mussolini (voir n° 16). La lutte des masses ouvrières et populaires prit un caractère décisif et liquida le régime fasciste. En attaquant les locaux fascistes (permanences, journaux, etc.), en ouvrant les portes des prisons, en ressuscitant l'activité politique libre, **en reconstruisant leurs organisations de classe** (syndicats, élection de conseils ouvriers), les ouvriers italiens prenaient leur sort entre leurs propres mains.

Mais rien ne pouvait être définitivement conquis par les masses laborieuses tant que l'Italie continuait à participer au conflit impérialiste. La liquidation du régime pourri n'était que la première étape vers la solution du problème **fondamental** de la PAIX, sans laquelle il ne peut y avoir pour aucun peuple de pain et de liberté.

Cette paix, que désiraient ardemment les travailleurs et les soldats italiens, ne pouvait leur être accordée ni par l'impérialisme allemand, ni par l'impérialisme anglais et américain, ni par la bourgeoisie italienne. Les deux groupes impérialistes, dans leur lutte, écrasent sans se soucier les peuples plus faibles ; la bourgeoisie italienne ne balançait pas un instant entre ses intérêts impérialistes, qui pouvaient être sauvés tout au moins partiellement en se vendant au plus fort, et le sort du peuple italien voué au massacre.

Pour se soustraire à la guerre impérialiste, les ouvriers et les soldats italiens ne pouvaient donc compter que sur la solidarité ouvrière et paysanne des **soldats** allemands, américains, anglais et des ouvriers du continent européen. Pour réveiller cette solidarité **de classe** dans un monde déchiré depuis quatre ans par un conflit impérialiste qui a livré les exploités de chaque pays à leur propre bourgeoisie, il aurait fallu que ceux-ci entendent non pas les clameurs des éléments pro-impérialistes qui occupaient le devant de la scène en Italie, mais la propre voix du prolétariat italien défendant la cause des opprimés du monde entier. S'adressant directement par dessus la tête de leurs dirigeants capitalistes (le roi, Badoglio et les partis pro-alliés) aux soldats en guerre et aux ouvriers exploités dans les usines, en dénonçant la politique capitaliste de ceux qui par leur **diplomatie secrète** s'apprêtaient à vendre le peuple italien à de nouveaux maîtres impérialistes, en leur demandant à eux une paix **démocratique**, c'est-à-dire une paix sans annexions ni clauses secrètes, et en répudiant ouvertement l'exploitation d'autres peuples par le peuple Pour combattre avec succès les plans impérialistes, la classe ouvrière doit comprendre à temps les grands dangers auxquels elle s'expose en se laissant passivement manoeuvrer par la **diplomatie secrète** de la bourgeoisie et en faisant la moinditalien, le prolétariat italien aurait préparé son propre avenir et celui de tous les peuples.

Car même si, pour des raisons géographiques, la transformation de l'Italie en champ de bataille était inévitable, ce langage prolétarien aurait tonné dans les oreilles des

soldats et des ouvriers écrasés sous le poids de la guerre, comme l'annonce de la société socialiste qui vient ; le concert de haines impérialistes aurait été assourdi par le cri de solidarité prolétarienne.

....

Il eut fallu pour cela que quelqu'un exprime les véritables désirs des masses laborieuses italiennes ; il eut fallu qu'à l'heure où le fascisme a été vaincu se trouvât à la tête des masses un parti totalement dévoué aux masses travailleuses et qui, agissant au nom du prolétariat, incarnât cette volonté **socialiste**.

Mais un tel Parti n'existait pas en Italie. Les masses à peine fait irruption dans l'arène politique, que les vieux partis pourris (socialistes, communistes, démocrates seulement de nom), prétendant agir au nom des masses italiennes, se sont mis à travailler pour un **renversement d'alliance**, quoique sachant bien le prix que cela coûterait au peuple italien. Tous ces partis sont pour " Badoglio à l'action ", Badoglio, l'homme de confiance du capitalisme italien, l'assassin de l'Abyssinie, travaillant à sauver, après l'éroulement du fascisme, le roi et la bourgeoisie. Pour que la bourgeoisie puisse garder le droit d'exploiter des esclaves en Afrique, pour que le roi puisse continuer à accrocher des décorations sur la poitrine des " braves " officiers, pour que les officiers italiens puissent toucher des soldes élevées et porter de beaux uniformes, le peuple italien devait être jeté par Badoglio dans les pires souffrances. Des centaines de milliers de prisonniers en Allemagne, la dévastation de la péninsule, voilà l'oeuvre des impérialistes et de leurs serviteurs conscients ou inconscients.

.....

Ce qui se passe dans le Sud de l'Europe depuis le 25 juillet c'est l'image des événements qui demain déferleront sur tout le continent. En comprendre la signification et les leçons, c'est une question de vie ou de mort pour les masses exploitées du continent.

Il doit être maintenant clair pour tous les ouvriers que la lutte des masses, à la première occasion favorable, pour la conquête de la paix, du pain et de la liberté, se heurtera non seulement à la résistance de l'impérialisme allemand, mais également à l'impérialisme allié et à la bourgeoisie des différents pays en dépendant. Leur complicité a pour but d'empêcher tout mouvement de masses autonome, ayant ses propres buts ; les impérialistes feront tout leur possible pour que leur guerre de brigandage ne se termine pas, comme en Russie en octobre 17, par la victoire ouvrière.

On demande de faire confiance aux impérialistes alliés, parmi lesquels figurent, les derniers mais non pas les pires, le roi d'Italie et Badoglio complices de Mussolini pendant 21 ans.

Combien de leçons sanglantes doit-on encore recevoir pour comprendre que la lutte que mènent les puissances impérialistes écrase tous les peuples, y compris les peuples qui les soutiennent ? Les prolétaires ont-ils oublié la longue expérience sanglante que la bourgeoisie a infligé aux ouvriers dans tous les pays (en particulier l'oeuvre du " démocrate " Daladier de 1939-1940) ? Les morts, les martyrs, les emprisonnés, victimes du capitalisme français, anglais, américain sont-ils déjà oubliés ? Les crimes de l'impérialisme allemand peuvent-ils être punis par des criminels du même genre ? Seule la classe ouvrière peut lever l'étendard de la justice sur le monde !

Ce qui s'est passé en Italie prouve une fois de plus que la classe ouvrière, les masses laborieuses sont vouées aux défaites sans l'existence d'un parti révolutionnaire. Mais la classe ouvrière française a elle aussi son propre exemple, ses propres luttes menées depuis 1934 sous tous les gouvernements -de droite ou de gauche - pour la conquête du

droit à la vie. Si cette lutte n'a pas mené à la victoire, qui faut-il accuser sinon le fait que la lutte opiniâtre des masses n'a pas trouvé un guide sûr contre la bourgeoisie ? Quel prolétaire français ne voit pas clairement que le parti dit communiste s'est servi de la lutte ouvrière pour appuyer la diplomatie soviétique au lieu de servir la classe ouvrière contre la bourgeoisie française ?

Il faut un parti révolutionnaire aux masses pour sortir de la guerre, pour renverser le capitalisme qui l'engendre, pour créer une société meilleure. Ce parti est créé par les meilleurs éléments de la société qui n'acceptent pas l'ordre bourgeois, qui ont compris les lois historiques et politiques, qui veulent construire une société socialiste basée sur l'économie planifiée dont l'URSS a prouvé l'efficacité. Mais ce parti ne peut acquérir une véritable base révolutionnaire sans l'activité consciente des meilleurs éléments prolétariens. A ceux-ci de rechercher l'activité politique, de s'organiser, de montrer au monde que la classe ouvrière accomplira son destin historique.

A BAS LES IMPÉRIALISMES ALLEMAND ET ALLIÉ !
A BAS LA DIPLOMATIE SECRÈTE !
VIVE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE !

N° 25 LA LUTTE DE CLASSES 23 février 1944

DEFENSE DES TERRORISTES

Vingt-quatre " terroristes " sélectionnés viennent d'être livrés à la publicité par la Gestapo, pour dégoûter de l'armée clandestine qui lutte contre l'impérialisme allemand, la " bonne société " et les petits-bourgeois conformistes. Regardez-les, disent les scribes de la Gestapo, ces faces " rusées et cruelles " de Juifs, de Polonais, d'Italiens, d'Espagnols communistes : ces gens prétendent juger du destin de la France !

Certes, d'après les prostitués de la presse bourgeoise ce sont les Doriot et les Goering aux faces bouffies, et tous les engraisés du régime de terreur bourgeois qui doivent décider du sort de la France...

Regardons-les bien, travailleurs : ces visages que le photographe et les commentateurs des affiches veulent nous empêcher de voir sont des visages d'opprimés, des visages de travailleurs, ils sont notre propre visage. Comment ces têtes d'opprimés et d'exploités de plusieurs pays qui luttent à mort contre le régime capitaliste d'exploitation et de misère, ne feraient-elles pas écumer de rage les bourgeois gavés au marché noir et vautrés dans les bras de prostituées qu'ils entretiennent avec le sang et la sueur des ouvriers ?

Regardons-les bien, camarades, ces têtes énergiques de jeunes qui bravent à leur " procès " les canailles galonnées chargées de les faire fusiller : leur courage doit servir d'exemple à tous les jeunes, à notre époque de guerres impérialistes et de guerres civiles.

...
"Ils ont des dizaines de crimes sur la conscience" profèrent leurs bourreaux, experts dans l'assassinat de milliers d'hommes en un seul jour, en une seule bataille...

"Ils ont suivi l'école du crime" clament les professeurs qui enseignent l'"art" de la tuerie à des milliers de jeunes de 16 ans arrachés à leurs familles contre leur gré...

"Ils ne sont pas la France" affirment les tortionnaires du peuple français qui n'ont pas assez de leur milice, de leur police, de leur garde mobile, des bandes fascistes et des troupes d'occupation spéciales pour venir à bout des dizaines de milliers de réfractaires à la déportation et au travail pour la guerre impérialiste, et qui se gardent bien de publier les listes des jeunes gens qu'ils abattent par dizaines tous les jours.

"Ce sont des bandits" écrivent les journaux à solde, en exposant certains cas particulièrement suspects. Mais si l'activité de véritables bandits, parmi lesquels il ne faut pas oublier des bandits de la milice, de Doriot et de Déat, se poursuit impunément, n'est-ce pas là le résultat de l'anarchie croissante dans laquelle le capitalisme et la guerre ont jeté la société ?

....
LA CLASSE OUVRIÈRE EST RESOLUMENT POUR CEUX QUI ONT PRIS LES ARMES CONTRE LES BOURREAUX FRANÇAIS ET ALLEMANDS QUI MARTYRISENT LES PEUPLES ; ELLE ACCUEILLE AVEC MEPRIS LES MANOEUVRES DE DIVERSION DE LA BOURGEOISIE.

Mais la classe ouvrière est inquiète ; elle ne comprend pas pourquoi des militants qui autrefois combattaient sans compromis la bourgeoisie de tous les pays, mènent actuellement leur lutte sous le drapeau tricolore et au bénéfice des armées de Washington, de Londres et d'Alger. Les ouvriers savent qu'ils n'ont rien à attendre d'une victoire d'armées capitalistes qui ne feraient que relever les armées allemandes dans leur rôle de garde-chiourme pour maintenir le capitalisme. Ils savent que Roosevelt en Amérique et Churchill en Angleterre prennent contre la classe ouvrière les mêmes mesures que Hitler en Allemagne.

LE PROLETARIAT CHERCHE DES MILITANTS ET UN PARTI QUI LUTTENT DIRECTEMENT POUR SES INTERETS, pour son relèvement économique et culturel, pour ses conquêtes de juin 1936, **conquêtes qui sont également odieuses et qui rencontreraient la même résistance de la part de tout gouvernement capitaliste, totalitaire ou parlementaire.**

Servir la classe ouvrière, c'est lutter pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, pour la transformation de la guerre impérialiste **en guerre civile pour le socialisme.** Lutter pour le triomphe de soi-disant démocraties sur le fascisme, c'est renouveler la trahison de 1914, quand les partis socialistes de l'Entente se mirent du côté de leur bourgeoisie sous prétexte de vaincre le militarisme.

De même que la grande majorité des ouvriers socialistes comprirent la trahison de leurs chefs et passèrent à la IIIe Internationale de Lénine et de Trotsky pour accomplir leur devoir de classe, de même la grande majorité des ouvriers communistes doit cesser de s'accrocher aux restes pourris de ce qui fut autrefois la IIIe Internationale pour lutter avec les militants de la IVe Internationale, PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE.

Les militants combattants du PC restés fidèles à leur classe doivent se convaincre que le réveil de la classe ouvrière par l'activité croissante de ses éléments les plus avancés et l'assaut de celle-ci contre le régime capitaliste n'ont rien de commun avec la lutte sous le commandement des officiers réactionnaires de de Gaulle.

La IVe Internationale appelle les meilleurs militants de la classe ouvrière à serrer leurs rangs autour du drapeau rouge communiste, qui triomphera envers et contre tous de la barbarie capitaliste et de la guerre !

N° 31 LA LUTTE DE CLASSES 22 juin 1944

QUIL'EMPORTERA ?

Le débarquement anglo-américain en Normandie a ouvert un nouveau chapitre de la guerre : c'est ce que les social-patriotes ont accoutumé un grand nombre d'ouvriers à regarder comme " la libération ".

Comme tous les slogans de la bourgeoisie, ce mot d'ordre vague devait induire en erreur les classes laborieuses et leur faire croire qu'il représentait réellement ce qu'elles désiraient le plus : le retour à un niveau de vie plus élevé, la liberté pour tous, etc. Plus " la libération " par les armées anglo-américaines était éloignée, plus les idées qu'on s'en faisait étaient idylliques. Maintenant que les impérialismes allemand et allié sont aux prises sur le sol français, elle apparaît dans sa véritable réalité, dans son véritable contenu : c'est la dévastation du territoire et l'écrasement de la population, c'est la réquisition, la mobilisation et les cours martiales, c'est l'ajournement des droits démocratiques pour une période **indéfinie** après la paix, à travers l'occupation, **c'est la guerre impérialiste**.

....
" Pas de lutte de classes, union de tous les patriotes pour la libération du territoire ", prêchent depuis juin 1941 les chefs ouvriers social-patriotes.

Mais que représentent les patriotes qui sont à la tête de la Résistance, ceux qui **décident** de tout et qui **commandent** à tous ? Les généraux et les politiciens d'Alger (radicaux, " socialistes ", réactionnaires, fascistes) sont les serviteurs de la bourgeoisie, les serviteurs des 200 familles. La participation des " communistes " au gouvernement de la bourgeoisie formé par de Gaulle, n'en change pas le caractère, de même que la participation des " communistes " au " front populaire " n'a pas empêché les gouvernements successifs, issus de la Chambre " populaire " élue en 1936, de lutter pour reprendre au prolétariat les conquêtes de juin 1936 et accomplir **tous les desseins de la bourgeoisie**. Non seulement le Daladier de 1939 était tout ce qu'il y avait de plus " front populaire ", mais il ne faut pas oublier que Pétain lui-même a été **élu** chef de l'Etat français **par une majorité parlementaire**.

Aujourd'hui comme demain, les intérêts de la bourgeoisie représentés par n'importe quel gouvernement si " démocratique " soit-il, sont **inconciliables** avec les intérêts du prolétariat. Par l'intermédiaire de toutes ses fractions politiques - collaborationnistes ou résistantes, de droite ou de gauche- la bourgeoisie assure son maintien en tant que classe impérialiste qui exploite les ressources économiques et militaires de la France pour participer au brigandage colonial. Or, dans les conditions d'une économie

mondiale décadente accompagnée d'une extrême aggravation de la concurrence entre capitalistes des diverses nations, la domination de la bourgeoisie française n'est possible que par l'emploi permanent de la force pour imposer à la classe ouvrière des salaires de famine.

En lançant le pays dans la guerre aux côtés des impérialistes alliés, en l'intégrant ensuite dans la guerre de l'impérialisme allemand, en saignant le peuple à blanc pour s'assurer sa part de bénéfices de guerre, la bourgeoisie française s'est démasquée devant les masses comme leur ennemi numéro un ; de Gaulle, en tant que champion de la nation " démocratique ", etc... doit lui permettre de maintenir sa domination.

Les travailleurs au contraire n'envisageaient et n'envisagent la libération, **que comme un retour à un niveau de vie supérieur et à leurs libertés**.

Cet antagonisme complet entre les intérêts vitaux de la bourgeoisie et les intérêts vitaux du prolétariat devrait ouvrir les yeux de tous les travailleurs qui se donnent la peine de réfléchir sur leur avenir. Si la " libération nationale " devait satisfaire ne serait-ce qu'un quart des revendications des travailleurs, y aurait-il un seul bourgeois pour appuyer le gouvernement de Gaulle ? Or,

" Aujourd'hui nous avons la preuve qu'ils (le Comité des Forges) poursuivent activement leurs menées souterraines et qu'ils réussissent parfois à glisser leurs hommes à des postes où ne devraient siéger que des patriotes sincères et éprouvés ". (*La Vie Ouvrière* du 8 janvier 1944).

La Vie Ouvrière s'étant fait l'organe de la " résistance " ne peut pas avouer aux travailleurs la domination des 200 familles sur la résistance. Elle présente ce fait plutôt comme une exception. Mais les " représentants " ouvriers participant au Front populaire, notamment le parti " communiste ", agissaient de même quand ils couvraient la domination de la bourgeoisie dans cette coalition politique. Ceux qui dénonçaient alors cette domination des politiciens bourgeois sur le Front Populaire, étaient traités de " trotskystes traîtres ". Une fois de plus, les trotskystes avertissent les travailleurs : la résistance est un organe politique de la bourgeoisie dirigé **autant** que l'Etat français de Pétain contre les travailleurs. Une première preuve de cette **identité** fondamentale vient de se produire. Le 1er Régiment de France formé par des canailles anti-prolétariennes sélectionnées par Pétain vient de se rallier (Radio-Londres) à la résistance.

....
 Les chefs stalinien promettent de reprendre la lutte contre la bourgeoisie et pour le socialisme après la " libération ". Mais les travailleurs savent ce que vaut cette promesse. Les tristes héros du PS et de la IIe Internationale promirent eux aussi pendant la guerre de 14-18 que leur collaboration avec la bourgeoisie devait assurer l'intégrité du territoire et la libération de l'Alsace-Lorraine et qu'après cela ils reprendraient leur lutte pour la victoire des travailleurs. Ils aidèrent ainsi dans tous les pays la bourgeoisie à mener à bonne fin son entreprise de brigandage et, la paix venue, ils continuèrent encore à servir la bourgeoisie, devenant même les policiers et les bourreaux de la classe ouvrière. Rappelons qu'en 1937, ce fut le " socialiste " Dormoy, ministre de l'Intérieur du gouvernement Front Populaire, qui fit tirer sur les ouvriers désarmés de Clichy...

Voilà quel sera le rôle des chefs stalinien, si les travailleurs communistes ne les obligent pas à rompre l'Union sacrée au profit de la bourgeoisie, à quitter leurs ministères et à reprendre une activité ouvrière autonome indépendante de la bourgeoisie et contre elle. Les masses qui les ont élus, qui leur font confiance et qui les suivent, leur ont donné un mandat prolétarien : il faut les contraindre à le remplir.

Une lutte mortelle, implacable, a commencé le 6 février 1934 entre la bourgeoisie, qui veut plonger le pays dans la nuit d'oppression du passé afin de maintenir sa domination, et le prolétariat qui veut s'émanciper du joug de la bourgeoisie afin de préserver le pays de la barbarie capitaliste.

La question de savoir qui de la bourgeoisie ou du prolétariat l'emportera, se résume à celle-ci : QUI L'EMPORTERA DU CHAUVINISME OU DE L'INTERNATIONALISME ?

La parole est aux travailleurs.

N° 33 LA LUTTE DE CLASSES 22 juillet 1944

QUE SE PASSET-IL EN ALLEMAGNE ? POURQUOI LES GÉNÉRAUX ONT ESSAYÉ D'ABATTRE HITLER

La deuxième guerre impérialiste mondiale est devenue pour l'Allemagne une aventure encore plus catastrophique que celle de 14-18.

Malgré les succès " prodigieux " du début, le rapport des forces à l'échelle mondiale s'est avéré **écrasant**, surtout parce que le régime issu de la révolution d'Octobre 17 en Russie s'est montré, en dépit de ses insuffisances et de ses tares, d'une solidité à toute épreuve.

Mais Hitler, Goering et le régime national-socialiste, directement responsables aux yeux du peuple allemand de cette guerre " victorieuse " **qui n'était qu'une course à l'abîme**, ne pouvaient plus laisser paraître le moindre doute, la moindre hésitation sur la continuation de la guerre.

Ce sont les généraux de la Wehrmacht, moins compromis **mais aussi responsables**, qui ont essayé de conjurer la catastrophe : car il ne s'agit pas seulement d'arrêter une aventure qui a déjà épuisé la nation allemande, mais d'éviter qu'une continuation désespérée de la lutte **ne provoque un soulèvement du peuple** qui emporterait, avec le régime de Hitler, **la domination économique et sociale de la bourgeoisie**.

Les généraux de la Wehrmacht ont voulu se débarrasser de Hitler, de même qu'en Italie le roi et Badoglio s'étaient débarrassés de Mussolini pour se sauver eux-mêmes et sauver le régime capitaliste de la vague populaire qui montait. Mais en Italie le régime fasciste, vieux de 22 ans et nourri uniquement de défaites, était trop pourri pour opposer la moindre résistance, et Mussolini fut débarqué " légalement ". Au contraire, en Allemagne, le régime national-socialiste, fort de victoires politiques et militaires antérieures, a conservé suffisamment de puissance pour que Hitler ne puisse pas être renversé sans violence.

C'EST POURQUOI, EN PRESENCE D'UN DANGER QUI MENACE A TOUS LES INSTANTS D'ENGLOUTIR L'ALLEMAGNE OFFICIELLE, LES GÉNÉRAUX ONT EU RECOURS LE 20 JUILLET A LA BOMBE ET A LA REVOLTE CONTRE HITLER.

....

QUE VA-T-IL SE PASSER ?

Si le plan des généraux avait réussi, on aurait assisté à une répétition de ce qui s'est passé en Italie. Tombé entre leurs mains, le pouvoir leur aurait servi à **négoier** une capitulation avec les alliés et à assurer leur domination sur l'Allemagne vaincue.

Leur plan a échoué. Mais en manquant leur coup " bref et décisif ", ils ont préparé ce que précisément ils voulaient éviter : **LA CHUTE DU FASCISME PAR LA REVOLUTION DES MASSES.**

Leur acte désespéré vient en effet de révéler la profonde scission et le complet désarroi qui se sont produits dans les milieux dirigeants sur la question de la guerre et de la paix. La révolte des généraux contre Hitler, c'est le coup de tonnerre qui avertit le peuple allemand et les soldats qui se battent sur tous les fronts, qu'il n'y a plus aucun espoir, ni chez Hitler, ni chez les généraux, que ce soit pour la guerre ou pour la paix ; **C'EST LE SIGNAL POUR LES MASSES DE SE SAUVER ELLES-MEMES !**

Au moment où les dirigeants ont perdu la tête, les travailleurs et les soldats allemands qui, depuis longtemps ne veulent plus vivre comme par le passé, ne peuvent manquer de répondre à ce signal venu d'en haut, **PAR LEUR PROPRE LUTTE POUR LA PAIX.**

Mais si les masses se mettent en mouvement pour la paix, elles ne s'arrêteront pas à mi-chemin et n'accepteront pas la domination des généraux sur le pays vaincu : **LA LUTTE POUR LA PAIX DEVIENDRA LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE POUR LE PAIN ET LA LIBERTE, C'EST-A-DIRE POUR LE RENVERSEMENT COMPLET DE LA BOURGEOISIE.**

....

POUR UNE POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

Déjà les alliés, qui veulent voir s'établir en Allemagne une clique réactionnaire et conservatrice nécessaire à leurs intérêts, comme celle de Pétain l'a été pour Hitler, emploient leurs valets social-patriotes pour essayer de tromper le peuple allemand : la Fédération Internationale de la Métallurgie, dont le siège est à Londres, vient d'appeler les ouvriers allemands à soutenir les généraux. Or, qui a trouvé Hitler, qui l'a soutenu, qui a facilité son accession au pouvoir, sinon les généraux allemands et le corps des officiers, responsables de la défaite de 1918 et qui cherchaient un appui contre le peuple ?

Ce jeu des social-patriotes dans les affaires intérieures de l'Allemagne correspond à leur politique d'agents de la bourgeoisie dans les pays alliés, où ils ne cessent d'exciter les ouvriers au chauvinisme et à l'extermination des " boches ".

Mais ni les travailleurs allemands, ni les travailleurs des autres pays ne se laisseront abuser par les social-patriotes. Les travailleurs allemands, malgré l'épuisement terrible dû au fascisme et à la guerre, renoueront avec leur passé de luttés du temps de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, et créeront leur propre pouvoir, celui des **Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats**. Tandis que les travailleurs des autres pays soutiendront la lutte du prolétariat allemand en ouvrant le combat contre leur propre bourgeoisie.

Les social-patriotes des IIe et IIIe Internationales ne peuvent pas sortir le peuple allemand ni les autres peuples de la longue série de calamités accumulées par 30 années de

conflits impérialistes. Mais les travailleurs trouveront dans la politique internationaliste et révolutionnaire de la Quatrième Internationale la guide qui les mènera au renversement de la bourgeoisie et à la victoire du socialisme.

**Proletaires de tous les pays, unissez-vous !
Proletarier aller Länder, vereinigt-Euch !
Workers of the world, unite !**

N° 34 LA LUTTE DE CLASSES 4 août 1944

JEAN JAURES¹³⁵

Le 31 juillet, à l'occasion du 30ème anniversaire de l'assassinat de Jaurès par la bourgeoisie, les démagogues de Paris et d'Alger ont éprouvé la nécessité commune d'exhumer le cadavre de leur victime, afin de tenter d'identifier leur politique sordide et criminelle à cette grande figure qui évoque le courage et le désintéressement.

Mais comme le moyen employé doit forcément correspondre au but qu'on se propose, ils n'ont pu utiliser la mémoire de Jaurès qu'en la salissant. En effet, sous prétexte qu'il n'était pas marxiste, on nous l'a présenté comme un ennemi acharné du marxisme, comme un socialiste " national " et, selon qu'il s'agissait d'Alger ou de Paris, comme un socialiste d'union sacrée ou de " collaboration " : un Jouhaux ou un Henriot, voilà comme ils nous ont montré Jaurès !

Mais la classe ouvrière sait faire la différence entre le bureaucrate parvenu et traître à sa classe, ou le démagogue grassement payé par la bourgeoisie, et le grand tribun socialiste au caractère noble et généreux.

Par ses origines sociales, par son éducation, par sa formation intellectuelle et morale, Jaurès était un intellectuel bourgeois. Mais sa probité intellectuelle ainsi que des connaissances historiques et philosophiques étendues et un sincère dévouement au bien de l'humanité, l'amènèrent à se ranger aux côtés de la classe ouvrière dans sa lutte pour le socialisme : car il avait compris que l'émancipation du prolétariat sera celle de l'humanité toute entière. En raison du caractère politique de son époque (lutte parlementaire pour des réformes), il n'avait pas saisi la nécessité du marxisme comme arme théorique indispensable dans la lutte pour le socialisme ; il croyait que la marche de l'humanité vers le socialisme pourrait se réaliser progressivement et pacifiquement par la lutte des classes sur le terrain du parlementarisme démocratique.

¹³⁵. Cet article est le seul du présent recueil à n'avoir pas été rédigé par Barta. Il est de Mathieu Bucholz (Pamp).

Pourtant il connaissait et avait assimilé d'importants aspects du marxisme : son oeuvre historique a beaucoup contribué et contribuera encore à l'éducation du prolétariat révolutionnaire. De plus, son courage et sa fermeté de caractère le portèrent toujours à prendre, en toutes circonstances, la défense des socialistes marxistes contre la bourgeoisie : les divergences d'opinion dans le camp ouvrier ne lui servirent jamais de prétexte pour soutenir le camp bourgeois.

De tout son être et par toute son oeuvre politique il appartenait à la classe ouvrière, et ce, bien plus que certains " marxistes orthodoxes " qui ne soutinrent la lutte révolutionnaire de classe qu'aussi longtemps que celle-ci se présentât comme une perspective lointaine et qui, au moment de la crise décisive de juillet-août 1914, désertèrent le marxisme et le prolétariat et préférèrent prendre place dans les fauteuils ministériels plutôt que de payer de leur personne leur attachement à la cause socialiste.

Jaurès au contraire entendit, en juillet 1914, rester fidèle " au traité qui le liait à la race humaine " et décida de " continuer sa campagne contre la guerre " en dépit des menaces de mort.

Dans les conditions politiques du parlementarisme d'avant 1914, la classe ouvrière française, avec ses qualités et ses défauts, ne pouvait trouver de meilleur représentant de sa mentalité et de ses aspirations que Jaurès. De tous les chefs socialistes, il était le seul pour qui le socialisme fût autre chose que des phrases, et qui n'entendait pas le trahir : c'est pourquoi il fut assassiné.

Et si la bourgeoisie essaie aujourd'hui, trente ans après l'avoir tué, d'utiliser sa mémoire en l'avalissant, cela ne doit pas nous étonner : n'ayant à son service que " les loups, les cochons et les sales chiens de la vieille société " (**Marx**), elle est bien obligée, quand elle veut cacher sa bestialité derrière une figure humaine et désintéressée, de la prendre dans le camp du prolétariat !

15 août 1944¹³⁶

TRAVAILLEURS !

Depuis 5 ans la guerre impérialiste sème les ruines, la misère et la mort. Ceux-là mêmes qui dirigent et qui en souffrent le moins, les capitalistes, avouent que la guerre mène la société à la ruine. La substance vitale des peuples est entamée, mais les dirigeants du continent continuent, veulent continuer jusqu'au bout cette lutte à mort. La classe ouvrière, qui seule aurait pu mettre fin à cette guerre en renversant les capitalistes, n'a pas été à même de le faire parce que ses dirigeants, les partis dans lesquels elle avait confiance, ont abandonné la lutte pour le socialisme, pour se mettre dans le camp des impérialistes " démocratiques ".

Faut-il donc qu'à chaque crise décisive dans le destin des peuples, quand tous les opprimés cherchent une planche de salut, le socialisme soit à nouveau trahi, et serve seu-

¹³⁶. Tract

lement de consolation pour l'avenir, qui permet à la bourgeoisie d'entraîner les masses résignées dans sa politique de rapines et de massacres ?

Les partis ouvriers qui devaient mener une politique d'union entre les soldats de toutes les armées contre leurs propres Etats-majors, pour en finir avec la guerre, ont poussé à la tuerie entre les peuples. Ils vous appellent à la lutte dans le camp de l'impérialisme allié sous le commandement du corps des officiers et des généraux, ennemis de toujours de la classe ouvrière. Mais cela, c'est la mobilisation des usines, des mines, de toutes les richesses du pays au service des généraux cannibales, c'est le sac au dos au service des 200 familles, patriotes parce que la patrie leur appartient.

Si les opprimés ne se rangent pas sous le drapeau du communisme, celui de la solidarité internationale des travailleurs, si la classe ouvrière tarde encore à accomplir sa mission historique, les pires souffrances continueront à accabler les masses travailleuses des villes et des campagnes.

Mais bien que la majorité de la classe ouvrière (trompée par les social-patriotes) croit aujourd'hui devoir " ajourner " à plus tard la lutte pour le socialisme, les travailleurs ne doivent pas perdre de vue un seul instant les dangers que comporte la politique de collaboration de classes (union sacrée).

Rappelez-vous le lendemain de la guerre de 14-18 : en 1919 la bourgeoisie n'hésita pas à réprimer par la force armée les grèves des ouvriers qui, pendant 4 ans avaient souffert et l'avaient aidée à mener jusqu'au bout sa première guerre impérialiste, sans qu'aucune des promesses qui leur avaient été faites soit réalisée.

Si les dirigeants bourgeois font maintenant appel à vous, c'est pour vous embrigader derrière eux dans une politique servant leurs fins, c'est pour endormir votre conscience de classe. Mais la passivité dans l'attente de la libération, de même que la participation à la tuerie entre les peuples ne valent rien pour la classe ouvrière.

Tous les ouvriers, où qu'ils se trouvent, quoi qu'ils fassent, doivent s'emparer par tous les moyens d'armes et les garder pour eux pour leur avenir, pour la défense des intérêts de la classe ouvrière. REALISONS L'ARMEMENT DU PROLETARIAT, SUPREME GARANTIE DE NOS LUTTES FUTURES.

Saisissez des armes par tous les moyens, gardez-les, cachez-les pour nos futurs pickets de grève, pour nous garantir contre les attaques des capitalistes, pour la création de nos milices ouvrières contre les bandes fascistes (qui se trouvent aussi bien dans le camp des " libérateurs ").

Dans toutes vos luttes élisez vos COMITES D'ACTION. La garantie de la sauvegarde de la classe ouvrière est dans sa propre capacité et dans son droit d'élire pour chaque action des dirigeants qu'elle peut CONTROLER et REMPLACER suivant l'expérience politique des ouvriers eux-mêmes. C'est le seul moyen pour la classe ouvrière de redresser son action et de l'empêcher de s'égarer sur des voies étrangères à ses intérêts.

**ABAS LA GUERRE IMPERIALISTE !
VIVE L'ARMEMENT DU PROLETARIAT !
VIVENT LES COMITES D'ACTION OUVRIERS !**

**GROUPE COMMUNISTE
Internationale)
août 1944.**

août 1944¹³⁷

Camarades Communistes,

Pendant des années des milliers d'hommes, de femmes et de jeunes communistes ont risqué leur liberté et leur vie, ont été traqués, torturés et assassinés par la police, en croyant lutter pour la Révolution Communiste, c'est-à-dire pour le renversement de la bourgeoisie et la construction d'une société socialiste par la dictature des ouvriers et des paysans.

Mais pendant ce temps, les dirigeants du Parti Communiste se sont engagés dans une politique de plus en plus chauvine de renoncement à la lutte de classes pour faire l'union avec la bourgeoisie en vue de la " libération nationale ". La presse " communiste " a tellement perdu tout caractère communiste, qu'on ne la distingue de la presse patriotique gaulliste que par la signature. De nombreux militants étaient persuadés d'avoir à faire à des faux.

Mais aujourd'hui le doute n'est plus possible: les chefs du Parti viennent de prendre une responsabilité terrible devant la classe ouvrière en engageant les militants communistes à massacrer, EN UNION AVEC LES POLICIERS ET LES REACTIONNAIRES CHAUVINS, nos frères de classe, les ouvriers et les paysans de l'armée allemande en traite.

Cette politique chauvine livre la classe ouvrière comme chair à canon à la bourgeoisie pour ses guerres meurtrières ; elle empêche la révolution socialiste en détournant la juste haine des opprimés contre les capitalistes sur d'autres peuples. La politique de revanche perpétue les guerres au profit des marchands de canon, et les travailleurs français sous l'uniforme qui seront envoyés en occupation en Allemagne s'attireront la même haine que les soldats allemands pendant leur occupation en France.

Cette politique, comme celle des socialistes d'union sacrée de 1914, mène inévitablement à la trahison de la classe ouvrière: c'est à cause de cette trahison des socialistes que les militants communistes ont fait la scission au Congrès de Tours en 1921.

La seule politique rendant possible la paix entre tous les opprimés, c'est LA FRATERNISATION ENTRE LES SOLDATS TRAVAILLEURS DE TOUTES LES ARMEES IMPERIALISTES sans distinction, contre leurs propres états-majors. Pour nous militants communistes, il y a une grande différence à faire entre le soldat ouvrier ou paysan embrigadé de force, et ses bourreaux, les officiers et les généraux, ou ses garde-chiourme tels que les SS.

Notre conscience communiste nous oblige à déclarer que LA SEULE POLITIQUE CONFORME AUX INTERETS DE LA CLASSE OUVRIERE EST LA POLITIQUE INTERNATIONALISTE, basée sur la solidarité ininterrompue des travailleurs de tous les pays.

Deux tâches urgentes s'imposent à l'heure actuelle à tout ouvrier communiste :

Le regroupement des éléments communistes internationalistes sur la base strictement conspirative (pour ne pas s'exposer à la répression chauvine) pour la lutte contre la politique nationaliste et bourgeoise au sein de la classe ouvrière.

Profiter des circonstances pour nous armer non pas en vue d'une lutte fratricide entre travailleurs français et allemands, mais en vue DE NOS LUTTES FUTURES CONTRE NOS PROPRES EXPLOITEURS.

Tout militant communiste a le devoir de forcer par son activité les dirigeants du Parti à choisir entre la voie des renégats socialistes comme Blum ou Dormoy et celle du retour à la véritable politique révolutionnaire de LENINE, LIEBKNECHT et R. LUXEMBURG, dont la formule reste : " PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS ! "

Un groupe de MILITANTS COMMUNISTES.
août 1944

N° 37 LA LUTTE DE CLASSES 10 octobre 1944

LES AUXILIAIRES DE GOEBBELS ...

" Le fait que les Allemands ne se révoltent pas contre l'abominable clique qui les mène au massacre est symptomatique d'un fanatisme effrayant ", dit Magnien dans *l'Humanité* du 28/9/44.

Pour les besoins de sa cause (la cause impérialiste alliée) Magnien nous présente le peuple allemand comme plus fasciste que Goebbels lui-même n'ose le dire. En effet, depuis de longs mois la propagande de Goebbels n'ose plus, vu les sentiments du peuple allemand, exalter la cause fasciste. Son langage est tout autre : rappelant constamment le traitement dont les alliés menacent l'Allemagne, prétendant que le peuple allemand est solidairement responsable de la guerre menée par les dirigeants de l'Allemagne, Goebbels conclut :

" Les ponts sont coupés derrière l'Allemagne, il faut **se défendre et nous suivre jusqu'au bout** " !

Et le peuple allemand ne voit effectivement pas d'issue car la propagande alliée ne fait que dresser des plans d'exploitation et d'asservissement complet de l'Allemagne. En parlant tout le temps de punition, ces plans font bien sentir aux masses QUI seront les punis : non pas les classes dirigeantes, les bourgeois, les officiers, les politiciens, mais les grandes masses travailleuses, les ouvriers et les paysans. Il n'en a pas été autrement en 1918, quand l'Allemagne fut acculée à la ruine, mais les capitalistes conservèrent tous leurs privilèges. Les impérialistes n'ont pas d'autre façon de " faire justice ". Les impérialistes allemands aussi parlaient de " punir " la France du traité de Versailles, mais qui ont-ils puni après la victoire de 1940 ? Ils écrasèrent et pillèrent le peuple, mais laissèrent intacte la domination de la bourgeoisie et ne touchèrent pas à ses privilèges.

Quand le peuple allemand n'entend de nulle part une voix **anti-impérialiste**, quand au contraire de prétendus communistes ont pris comme devise suprême " Mort aux Boches ", **cela ne fait-il pas le jeu de la propagande de Goebbels ?**

Pour les ouvriers qui se posent la question : mais où donc est passé le mouvement politique socialiste de la classe ouvrière allemande, il faut rappeler ceci : Le prolétariat allemand, à partir de sa révolution de 1918, n'a pas cessé de mener une dure lutte, maintes fois sanglante, contre la bourgeoisie. Avant l'avènement de Hitler, deux puissants Partis, le PS et le PC, comptant des millions d'électeurs, avaient la direction de la classe ouvrière. Mais le PS collaborait avec la bourgeoisie, et l'Internationale Communiste (stalinienne) imposait au PC allemand la politique du " social-fascisme ", qui consistait à viser la destruction des organisations social-démocrates **avant celle du fascisme**. La politique aventuriste de l'I.C. et la politique de collaboration de classes du PS ont facilité la montée du fascisme ; les partis ouvriers se sont trouvés paralysés moralement déjà **avant la lutte** et ont capitulé devant le fascisme **sans combat**.

Le prolétariat allemand n'a pas été battu dans une lutte ouverte. Il a été brisé et démoralisé par la politique de ses propres chefs. Si donc aujourd'hui l'opposition active contre le fascisme est faible, ce n'est pas que l'idéologie fasciste conserve encore quelque force (**elle n'en a jamais eu dans la classe ouvrière**), mais c'est dû à la faillite en Allemagne des idéologies démocrate, social-démocrate et stalinienne qui ont mené à la défaite de 1933.

Le peuple allemand se débat aujourd'hui dans une situation sans issue, et n'a le choix qu'entre deux genres de mort : lutter jusqu'au bout derrière Hitler ou se rendre à la merci des impérialistes. La politique des impérialistes et celle de leurs auxiliaires social-patriotes - le chauvinisme, la défense de la guerre de rapine et de pillage menée par les capitalistes, la haine entre les peuples qui fait le jeu de la bourgeoisie - condamnent le peuple allemand et les peuples du monde entier à des souffrances sans nom.

Seule contre les impérialistes et les social-patriotes, la Quatrième Internationale proclame : " **A BAS LA GUERRE IMPERIALISTE** ". Elle défend au nom du prolétariat **le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes**. Elle appelle les travailleurs de tous les pays à s'unir dans une lutte commune contre leur propre bourgeoisie, pour bâtir les **ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE**.

Mais la voix de la IV^e Internationale est encore faible. Elle n'est pas entendue par tous les exploités qui s'entretiennent aujourd'hui pour les capitalistes. Cependant, la confiance croissante d'ouvriers de plus en plus nombreux renforce toujours plus cette voix, et bientôt à la place de " **Mort aux Boches ! Mort à l'ennemi ! A Berlin ! A Paris ! A Moscou !** " etc... retentira aux oreilles de tous les travailleurs le cri de " **PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS** " ! Alors les travailleurs allemands, comme tous les travailleurs du continent, se lèveront comme un seul homme.

novembre 1944¹³⁸

TRAVAILLEURS !

Le désarmement des " Milices Patriotiques " est un coup de force du gouvernement contre les ouvriers. Car ce sont les ouvriers qui composent en majorité les " Milices patriotiques " et qui voient en celles-ci et dans les armes qu'ils possèdent, un moyen de défense contre leurs ennemis les plus acharnés.

L'activité des " Milices patriotiques " s'est cependant toujours déroulée dans les limites tracées par la " Résistance " : les organisations ouvrières social-patriotiques (PC, PS, CGT) ayant renoncé à une action revendicative spécifiquement ouvrière, les " Milices patriotiques " se bornèrent à une activité de simple police.

Cependant le gouvernement de Gaulle a décrété le désarmement des " Milices patriotiques " et projette leur dissolution.

Cet acte nettement anti-ouvrier soulève devant les travailleurs la question: Qu'en est-il de cette " union nationale " pour laquelle le PC, le PS, la CGT ont sacrifié les revendications ouvrières et une politique de classe ? Pourquoi le gouvernement protège-t-il la minorité des capitalistes, et est-il hostile aux travailleurs ? Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de s'appuyer sur le peuple contre les trusts, mais s'appuie au contraire sur les trusts contre les ouvriers ? Pourquoi ne se soucie-t-il nullement de rassurer les ouvriers - par une " épuration " active, une élimination des spéculateurs et trafiquants toujours en place, par le musellement des monopoleurs, etc ? Et pourquoi se soucie-t-il par contre de rassurer les capitalistes par le désarmement des Milices patriotiques, le musellement de la liberté (censure politique), la mise à l'abri des fortunes scandaleuses (emprunt de 3%) ?

C'est parce que le gouvernement est un gouvernement " pétainiste sans Pétain ", au service des capitalistes. En dehors des bandes directement aux ordres du capital (fascistes, briseurs de grève, etc.) ce gouvernement ne peut tolérer aucun groupement armé indépendant de son contrôle. Avec l'aide de la police, corps spécialement dressé, et de l'armée, séparée du peuple et encadrée par le corps des officiers réactionnaires, il veut maintenir l'ordre bourgeois et l'esclavage des travailleurs.

Les organisations ouvrières social-patriotes sont impuissantes devant les coups de l'Etat et du gouvernement bourgeois parce qu'elles ont renoncé à toute politique appuyée sur l'action indépendante de la classe ouvrière et qu'elles prétendent mettre ce gouvernement au service des travailleurs ! Cachin demande au gouvernement de " faire confiance au peuple et de tenir compte de ses avis " (5/11). Les organisations social-patriotes s'accrochent au gouvernement, qui est lui-même accroché aux capitalistes. Mais on ne peut pas soutenir un gouvernement bourgeois et armer en même temps le peuple. Voilà pourquoi les organisations social-patriotes capitulent devant le désarmement des " Milices patriotiques " et malgré les discours, ne donnent aucun mot d'ordre, aucune directive, aucun conseil aux ouvriers pour une défense efficace contre les entreprises réactionnaires de la bourgeoisie.

Par des discours les social-patriotes veulent masquer leur impuissance. Mais que les ouvriers se rappellent : au dire des staliniens, les FTP étaient les troupes de choc de la classe ouvrière. Mais le gouvernement bourgeois les a assimilés aux FFI sous prétexte d'union des forces de la nation. Les FFI devaient être l'armée du peuple. Mais bientôt la le-

vée en masse fut remplacée par l'enrôlement individuel et puis toujours sous prétexte d'unité, les FFI furent amalgamés aux armées d'Afrique, sous le commandement de l'Etat-major réactionnaire. Restaient les " Milices patriotiques " dont l'armement était cependant contrôlé d'en haut et distribué seulement pour des " missions ". Maintenant les " Milices patriotiques " transformées en gardes civiques doivent être désarmées. Et le gouvernement conseille aux " patriotes " qui veulent agir de s'engager dans l'armée ou de donner leur concours à la police. Ainsi, de tout l'élan révolutionnaire qui devait suivre l'insurrection nationale, de l'armement du peuple, il ne reste aux ouvriers que le droit de se faire l'auxiliaire de la police bourgeoise ou de se faire commander par les " généraux canibales ".

Cependant, tandis que le gouvernement s'attaque aux ouvriers, les bandes fascistes, subventionnées par les capitalistes, s'arment impunément, d'autant plus facilement que l'administration et l'armée elles-mêmes ne manquent pas, aux postes les plus responsables, de pareils éléments. Demain ces bandes n'hésiteront pas à s'attaquer aux locaux des syndicats et des organisations ouvrières, aux réunions, aux militants ouvriers.

Ce n'est pas la police bourgeoise, qui maintenant s'attaque aux " Milices patriotiques ", qui prendra notre défense. Il nous faut donc préparer cette défense nous-mêmes.

Dans de nombreux endroits, chez Gnôme, chez Hispano, etc., les ouvriers ont refusé de se laisser désarmer. La police a reculé. Les ouvriers doivent tous suivre solidairement cet exemple. **NE RENDONS PAS NOS ARMES A LA POLICE BOURGEOISE : CACHONS-LES EN LIEU SUR !**

Les " gardes civiques et républicaines ", légalement désarmées et contrôlées par les Autorités, ne peuvent aucunement servir à la défense de la classe ouvrière. **IL FAUT CREER UN RESEAU DE MILICES OUVRIERES**, sur la base de l'entreprise et du quartier, réunissant les ouvriers dévoués sans distinction de Parti, et ayant comme but non pas la défense de " l'ordre " en général, mais la défense des usines contre les attaques fascistes, la défense des grèves, des réunions, des syndicats, des organisations et de la presse ouvrières.

Les ouvriers doivent faire pression sur leurs organisations pour qu'une propagande ouverte soit faite en faveur des Milices ouvrières, afin qu'autour des ouvriers courageux des Milices soit créée une atmosphère de sympathie et de soutien de la part de tous les ouvriers. Les milices ouvrières doivent servir de centre pour l'entraînement militaire de tous les ouvriers.

Devant l'attitude et l'action hostile du gouvernement, les travailleurs doivent créer leurs propres organes du pouvoir, capables de soutenir et de diriger l'action des milices ouvrières. Ces organes sont les **COMITES OUVRIERS**, élus démocratiquement, sans distinction de Parti, par tous les ouvriers de l'usine, du quartier ou de la localité.

" **LES OUVRIERS DOIVENT TENDRE A AVOIR DES ARMES COMME UN GAGE DE LEUR AFFRANCHISSEMENT** ". Les ouvriers doivent montrer qu'ils sont prêts à lutter jusqu'au bout contre leurs oppresseurs et qu'ils ont de quoi lutter. La Milice Ouvrière est le premier pas vers l'armement du prolétariat. Seuls les ouvriers en armes peuvent balayer la bourgeoisie et toute sa pourriture. Les armes fabriquées par les ouvriers ne doivent pas être utilisées par les fascistes, ni par la police bourgeoise. Elles doivent être entre les mains du prolétariat comme instruments de son émancipation future.

VIVENT LES MILICES OUVRIERES !

VIVE L'ARMEMENT DU PROLETARIAT !

" UNE CLASSE EXPLOITÉE SANS ARMES MÉRITE D'ÊTRE TRAITÉE EN ES-CLAVE " (Lénine)

VIVENT LES TRAVAILLEURS GRECS DEFENSEURS DE LA CAUSE PROLETARIENNE !

Après les fusillades de Belgique, le sang coule à flots à Athènes. Qui donc verse ainsi le sang des travailleurs grecs ? Seraient-ce les troupes allemandes en retraite, ou la " toute-puissante " 5° colonne ? Non ! Voilà deux mois que la Grèce a été libérée, et pour autant qu'il a été fait allusion à la 5° colonne dans les événements de Grèce, **c'est seulement pour accuser les travailleurs grecs d'agir précisément sous son commandement !**

Ce sont les troupes du général anglais Scobie et les troupes sélectionnées du gouvernement " démocratique " Papaandréou qui mitraillent, bombardent, exécutent les travailleurs hellènes.

Devant ces faits d'une brutalité sans fard, les chefs ouvriers (les bureaucrates qui font carrière au nom des ouvriers) nous disent à peu près ceci : " **Nos amis** " (*Huma* du 7/12) les Anglais et le gouvernement émigré de Papaandréou les mitraillent et ne veulent pas s'appuyer sur le peuple, **cependant l'action de l'ELAS et de l'EAM n'a pas d'autre but que de former un gouvernement " démocratique " (c'est-à-dire en union avec le même Papaandréou et pro-allié) !**

L'attitude odieuse de ces prétendus " chefs " sera accueillie avec mépris par les travailleurs qui ont appris quelque chose de l'expérience d'avant-guerre et notamment de la défaite de l'Espagne rouge, vendue par les " démocrates " du camp républicain et assassinée avec la complicité de Paris et de Londres.

De même que les événements d'Espagne décidaient de notre propre sort en France, les événements de Belgique et de Grèce nous donnent l'avertissement : " **c'est de toi qu'il s'agit dans cette histoire** ". Car tandis que Churchill, ce pionnier de l'anti-communisme dès 1919, déclare cyniquement aux Communes : " **je persisterai** " (dans l'écrasement des travailleurs grecs), les chefs social-patriotes stalinien et " socialistes " nous disent : ce qui se passe en Belgique et en Grèce doit être évité en France. **Notre union nous sauvera.** En France plus que jamais union !

Mais la crise politique profonde qui ronge les pays d'Europe épuisés par cinq années de guerre et qui a mené aux événements de Grèce et de Belgique, a précisément sa base dans cette " union " prêchée par les chefs social-patriotes : **union avec les Daladier de la " démocratie ", union avec le camp impérialiste allié.** C'est cette union des chefs ouvriers avec de Gaulle et l'intégration de la France dans le camp impérialiste allié qui nous prépare précisément en France des événements semblables à ceux de Grèce et de Belgique.

...

Pourquoi, ayant à peine succédé à l'Etat-major allemand et aux gouvernements " collaborateurs " belge et grec, les alliés et les gouvernements " démocratiques " se sont-ils mis à tirer sur le peuple ? *L'Humanité* du 28/11 affecte une grande surprise : " **C'est là une chose vraiment incroyable...** " Ces " grands camarades " et " guides géniaux " sont-ils donc plus naïfs qu'un journaliste de province ? Bien entendu ils ne sont pas aussi bêtes. S'ils affectent la surprise, c'est **uniquement pour faire oublier que ce sont eux qui ont prêché aux peuples la cause alliée et celle des gouvernements " démocratiques " réfugiés à Londres ou au Caire.**

Mais nous, qui ne sommes pas de " grands camarades ", nous avons clairement averti les travailleurs dans *Les Leçons d'Italie*, le 10 octobre 1943 :

" Ce qui se passe dans le Sud de l'Europe depuis le 25 juillet c'est l'image des événements qui demain déferleront sur tout le continent... Il doit être maintenant clair pour tous les ouvriers que la lutte des masses, à la première occasion favorable, pour la conquête de la paix, du pain et de la liberté, se heurtera non seulement à la résistance de l'impérialisme allemand, **mais également à l'impérialisme allié et à la bourgeoisie des différents pays en dépendant** ".

Entre la démocratie réelle, c'est-à-dire **les travailleurs en armes** (Lénine disait : " Une classe exploitée sans armes mérite d'être traitée en esclave ") et la domination de la bourgeoisie, de quelque étiquette qu'elle se couvre, **il n'y a pas de cohabitation possible.** Churchill est certainement un " démocrate ", bien plus il est un des chefs de la " démocratie en lutte contre le fascisme ". Cependant sur la véritable démocratie, c'est-à-dire **les travailleurs armés pour la défense de leurs droits**, il s'exprime ainsi :

" La dernière chose au monde qui ait le droit de représenter la démocratie, c'est une foule désordonnée, ce sont des bandes armées d'engins meurtriers, qui prétendent faire la loi... "

Papaandréou lui est non seulement un " démocrate ", mais aussi un " socialiste ". Cependant, devant les " foules armées ", " démocrates " et " socialistes " agissent de la même façon que les SS. La " démocratie " de Churchill et le " socialisme " de Papaandréou ne sont que des phrases creuses qui ne peuvent pas nourrir le ventre affamé des exploités ; c'est pourquoi **la possession des armes devient une question de vie et de mort pour ces derniers.** C'est pourquoi aussi devant les travailleurs " ne voulant plus être traités en esclaves ", c'est-à-dire en armes, **TOUT " DEMOCRATE " SE SENT UN MUSSOLINI OU UN HITLER.** Les gouvernements soi-disant démocratiques au service de la bourgeoisie ne reculent devant rien pour briser l'élan des ouvriers, pour leur enlever les armes seule garantie de leurs droits, pour les soumettre à la discipline aveugle de l'exploitation capitaliste et à la discipline meurtrière de la guerre impérialiste.

Ce sont ces vérités fondamentales que les chefs staliniens s'évertuent à cacher, car elles démasquent leur politique de trahison à l'égard des exploités.

En effet, qu'ont fait les alliés " démocratiques " des staliniens, en Belgique et en Grèce ? En Belgique, Pierlot dont les staliniens se sont fait les garants devant les masses en participant à son premier ministère, a mené l'attaque appuyé sur la " démocratie " et au nom de la " démocratie ". Les sommets démocratiques de ce qu'on appelle la Résistance ont soutenu Pierlot et son action **anti-démocratique.** La Résistance a ainsi prouvé sa nature contradictoire : en bas, les masses luttant contre l'exploitation, en haut les parti-

sans de l'impérialisme allié faisant dévier la lutte anti-impérialiste des masses en une lutte impérialiste pro-alliée. Le regroupement politique de la " démocratie " officielle contre les masses travailleuses s'est fait avec le même ensemble que celui de la " démocratie " du Front Populaire, de Daladier à Blum, se tournant contre la classe ouvrière (1939-1940) sous prétexte de lutter contre le PC. En Grèce même regroupement des forces : tandis que **toute la politique des staliniens consiste à vouloir contraindre Papaandréou à maintenir " l'unité démocratique "**, TOUTE LA " DEMOCRATIE " OFFICIELLE EST DU CÔTÉ DE LA REPRESSION, du côté gouvernemental, qui utilise les bandes fascistes armées sous l'occupation allemande ; et le général Zervas, général de la Résistance, commande ses troupes contre l' ELAS.

....

Les staliniens ont prêché aux ouvriers la renonciation à leurs revendications qui provoquent - répètent-ils après les capitalistes - le fascisme, pour sauver au moins la démocratie. Les travailleurs ont attendu patiemment les " libérateurs " pour lesquels ils ont versé leur sang, ils ont renoncé à lutter pour leur propre cause, pour se contenter de la **démocratie**, c'est-à-dire **d'un minimum de bien-être et de liberté**. Quelle a été l'oeuvre des " libérateurs " alliés et des " démocrates " au pouvoir ? Comme le disait le chef stalinien Marty lui-même, dans les territoires " libérés " " **nulle part rien n'a été changé dans aucun domaine** ". Les instruments de répression créés par les gouvernements soutenus par les Allemands, sont utilisés tels quels par les gouvernements " démocratiques " ; si en Grèce il s'agissait d'une nécessité pressante, en France **c'est par mesure de prévoyance que de Gaulle " transforme les G.M.R. (troupes de répression de Vichy) en G.R.S. - groupes républicains de sécurité (sic)**.

N'avions-nous pas raison d'écrire (au moment du débarquement) :

" Les masses ont subi dans cette guerre tous les plans des impérialistes. Toutes les cliques politiques à leur service nous ont bercés tour à tour de promesses. Mais les travailleurs savent ce que deviennent ces promesses chaque fois qu'ils aident un clan bourgeois contre l'autre : DE LA MITRAILLE POUR LES OPPRIMÉS QUI RECLAMENT LEUR DROIT À LA VIE ".

A propos de l'attitude des staliniens en Belgique, le *Populaire* du 6/12 écrit :

" Les communistes posent comme condition de leur appui au cabinet Pierlot qu'il n'y aura pas de bloc de puissances occidentales en Europe ".

Nous avons ici l'explication pourquoi les staliniens, contrairement à ce qu'ils ont fait en Belgique et en Grèce, continuent à participer en France à un gouvernement qui ne se distingue en rien de celui d'un Pierlot ou d'un Papaandréou.

Supposons cependant que de Gaulle ne complot pas contre les masses populaires : qu'il ne se fasse pas le paravent derrière lequel se préparent les forces de répression capitalistes, fascistes et autres ; supposons que par l'armée et la police, il veuille seulement maintenir " l'ordre ". Cependant comme les 200 familles (grâce à la politique " démocrate " des staliniens) n'ont pas été expropriées, **la source du fascisme reste vivante** ; tous les jours nous avons la preuve, entre autres par les attentats qui se multiplient, que les bandes anti-ouvrières sont à l'oeuvre. Et le gouvernement, même s'il n'est pas complice de cette activité, **ne peut en tout cas pas la réprimer** car elle est dirigée par les capitalistes, maîtres de l'administration et de tous les leviers de commande économiques. La classe ouvrière exaspérée peut d'un jour à l'autre riposter à ces attaques et descendre dans la rue - comme cela a été fait par l'unanimité du prolétariat le 12 février 1934, à la suite du 6 février. Mais dans un conflit ouvert, où les masses entreraient en lutte directement **par leurs propres moyens**, celles-ci seraient aux yeux du géné-

ral de Gaulle, défenseur de " l'ordre ", une " foule désordonnée " (voir Churchill) contre laquelle devraient se liguer tous les représentants de la bourgeoisie (en premier lieu le gouvernement et l'Etat-major allié).

....

Le capitalisme britannique, appuyé sur les gouvernements collaborateurs Pierlot et Papaandréou, mène l'attaque en Belgique et en Grèce dans le but de s'assurer, en matant toute opposition politique dans ces pays, des positions stratégiques sur le continent (" bloc occidental " contre l'URSS). La " neutralité " américaine n'est que la volonté de Roosevelt d'intervenir comme arbitre dans le conflit.

Personne ne s'est élevé effectivement contre l'action de l'impérialisme anglais en Grèce. Cette action, il la mène avec l'appui des chefs travaillistes, misérables social-patriotes qui protestent platoniquement, mais assurent Churchill de leur appui inconditionné jusqu'à la victoire, c'est-à-dire jusqu'au triomphe de l'impérialisme.

Cependant il n'y a aucune différence entre l'impérialisme anglais et l'impérialisme allemand ; car il n'y a pas d'impérialisme " démocratique " et d'impérialisme fasciste, il n'y a que **l'impérialisme**, c'est-à-dire la nécessité pour les quelques vieux pays capitalistes à se disputer périodiquement leurs brigandages sur le dos des peuples. La démocratie, en Angleterre, signifie pour les travailleurs anglais le droit de décider toutes les quelques années quels représentants bourgeois les représenteront et opprimeront au Parlement (**Marx**). Mais les soldats britanniques, malgré l'étiquette démocratique, on le voit en Grèce, accomplissent la tâche commandée par l'Etat-major de la même façon que les soldats allemands. Est-ce qu'ils ont eu la possibilité de protester contre la tâche que leur a commandée Scobie ? Non. Ils sont enchaînés aussi solidement que les soldats allemands au corps des officiers et à l'Etat-major impérialiste, par la discipline militaire, c'est-à-dire les Cours martiales, et l'abrutissement des casernes. Ici comme partout il faut briser les chaînes idéologiques et matérielles qui font du soldat l'esclave du corps des officiers.

Et nous arrivons ainsi à la différence essentielle qui nous sépare nous, les internationalistes, des social-patriotes. Le 19 septembre Duclos dénonçait les trotskystes comme les agents de l'impérialisme allemand, parce qu'ils mettaient " les Anglais et les Américains sur le même plan que les Boches " et qu'ils blâmaient " les patriotes s'appliquant à descendre les Allemands ".

Nous étions contre l'assassinat des soldats allemands enchaînés à leur Etat-major. Nous étions pour une action qui devait unir les travailleurs français aux travailleurs-soldats allemands, pour briser précisément les chaînes matérielles et morales qui attachaient ces derniers à leur Etat-major. Les staliniens étaient pour la lutte sans distinction contre l'occupant, c'est-à-dire pour enchaîner tous ceux qui portaient l'uniforme allemand à la même nécessité de combattre en bloc le peuple français. Les staliniens préconiseraient-ils aujourd'hui en Grèce qu'on descende tout Anglais qui combat le peuple grec ? Quant à nous, nous avons exposé plus haut notre conception : elle est de lutter pour l'union et la fraternisation de tous les travailleurs, quel que soit leur uniforme.

Aujourd'hui il est prouvé par les faits que les trotskystes avaient raison d'identifier les Etats-majors de tous les pays ; l'Etat-major anglais ne diffère en rien de l'Etat-major allemand dans son attitude vis-à-vis des masses travailleuses. Les trotskystes avaient raison et les chefs staliniens sont de vulgaires calomnieux. " Les trotskystes ", disaient-ils, " sont des agents de la Gestapo parce qu'ils sont contre les alliés ". Voilà qu'aujourd'hui, le chef des alliés, Churchill, fort de l'investiture " démocratique " des staliniens, proclame :

" Les éléments de l'ELAS (dirigés par les staliniens) qui nous combattent en Grèce sont dirigés par des Allemands ".

Les staliniens sont des calomniateurs sans vergogne, mais les trotskystes ont cent fois raison quand ils accusaient et accusent les staliniens d'être, malgré tous les coups de pied qu'ils en reçoivent, les agents vulgaires et méprisables de l'impérialisme " démocratique " allié.

....

Le conflit entre la " démocratie " impérialiste et les masses travailleuses en Belgique et surtout en Grèce, quelles qu'en soient les péripéties immédiates, a déjà **une signification révolutionnaire décisive dans la marche de la guerre civile** qui, comme la guerre, est engendrée constamment par l'impérialisme : **ce conflit déchire le voile idéologique** (" démocratie contre fascisme ") **dont se couvrent les brigands capitalistes pour entraîner les masses sur les champs de bataille.**

L'influence de ce conflit ne se limite pas au camp " démocratique " : les travailleurs allemands verront aussi que les peuples d'Europe ne sont pas " anti-boches ", mais anti-impérialistes. " **L'anti-bochisme n'est qu'une marchandise impérialiste allié** " : les peuples d'Europe qui ont combattu ou qui combattent l'occupation impérialiste allemande, quelles que soient les formules imposées par leurs dirigeants, ne veulent en réalité que **se débarrasser de toute exploitation, de toute oppression.** " L'Allemagne seule ", argument suprême des dirigeants allemands pour la poursuite de la guerre, apparaîtra dès lors aux travailleurs allemands comme une conséquence des relations impérialistes entre les peuples.

Mais si les peuples montrent qu'ils veulent lutter contre le monde impérialiste lui-même, c'est-à-dire gagner la liberté, le pain et la paix **contre tous les exploités**, dès lors leur union devient, d'une possibilité, **un fait déjà existant.**

C'est à l'activité révolutionnaire consciente, à la IV^e Internationale, d'utiliser ce fait pour mener à la victoire socialiste. Quelle que soit notre faiblesse, les événements travaillent pour nous. Dans la lutte décisive contre l'exploitation barbare et la guerre impérialiste, nous nous renforcerons (et nous nous renforçons déjà), si nous savons exprimer dans notre politique, non pas l'hésitation devant la politique des Partis officiels, mais l'intransigeance et le radicalisme des masses les plus profondes.

Les masses sont cent fois plus à gauche que leurs dirigeants, disait Lénine. Et les travailleurs de Grèce le prouvent effectivement, car ils n'ont pas un instant hésité à combattre les alliés " démocratiques ", quand ceux-ci ont montré leur véritable visage.

Dévoiler aux masses, envers et contre tous, le véritable visage de l'impérialisme et de ses serviteurs social-patriotes, être avec elles jusqu'au bout dans la lutte, voilà la tâche des véritables révolutionnaires.

A eux appartient l'avenir, dussent-ils le " payer " des plus grands sacrifices.

En avant vers la IV^e Internationale !

N° 44 LA LUTTE DE CLASSES 21 Février 1945

LA POLOGNE ENTRE LA TOMBE ET LA PRISON...

Quand en septembre 1939 Hitler attaqua la Pologne, ce fut le pacte liant celle-ci à l'Angleterre qui, par le jeu des alliances (Pologne-Angleterre-France) déclencha la deuxième guerre mondiale. " Le respect de la parole donnée ", la " fidélité aux traités ", " l'inviolabilité des frontières polonaises ", furent invoqués par les gouvernements de Londres et de Paris pour justifier le nouveau massacre.

Quelles étaient ces frontières " inviolables " de la Pologne que tous les partisans de la liberté et de la démocratie devaient soi-disant défendre ?

Le tracé des frontières polonaises par les profiteurs de la première guerre mondiale, les capitalistes de l'Entente, firent de la Pologne le type même de l'Etat réactionnaire. La nation polonaise avait été crucifiée par l'histoire, car depuis 1772 les tsars de Moscou, les empereurs d'Autriche et les rois de Prusse se l'étaient trois fois partagée. Pendant la guerre de 14-18, tant qu'il y eut un tsar en Russie, les alliés, loin de songer à l'indépendance de la Pologne, devaient au contraire livrer à la Russie Constantinople et les Dardanelles. Mais la Révolution prolétarienne victorieuse d'Octobre 17 fit changer la politique des alliés, qui utilisèrent la question polonaise non pas pour libérer la Pologne mais pour en faire un instrument contre les Soviétiques. C'est ainsi que la Pologne ne fut émancipée que pour se transformer à son tour sous la domination des capitalistes et des hobereaux polonais, en oppresseurs de treize millions de Biélorussiens arrachés à la Russie des Soviétiques en 1920, d'Allemands (Dantzig) et de minorités nationales, notamment plusieurs millions de Juifs qui subirent de la part des hobereaux polonais le système d'oppression que plus tard Hitler devait porter à la perfection.

C'est cette Pologne disparue en 1939 par l'attaque de Hitler que veut ressusciter la clique capitaliste polonaise de Londres, avec l'appui des alliés. L'avance de l'Armée Rouge a réduit à néant ce plan.

Résolue par la bureaucratie soviétique, la question polonaise fut envisagée par celle-ci suivant un système de sécurité politique et militaire, de modèle capitaliste. La nouvelle Pologne fabriquée à Moscou doit s'étendre en territoire allemand, c'est-à-dire tracer à nouveau des frontières dans la chair vive des nations, dresser les uns contre les autres Polonais et Allemands. Par ce " système " la bureaucratie espère non seulement écraser l'Allemagne, mais maintenir les Polonais sous sa férule. Utilisant dans ce but le Comité polonais dit de Lublin, composé de canailles aussi illustres que celles de Londres, la bureaucratie soviétique infligera à la Pologne, au point de vue national, ce qu'elle a déjà connu dans le passé, tout en maintenant la structure capitaliste de la Pologne !

Pour comprendre la situation ainsi faite à la Pologne, il suffit de rappeler que, voulant plaider l'entente du peuple polonais avec la Russie, *Le Populaire* citait les paroles suivantes : " Si la Russie est une prison, l'Allemagne est un tombeau ".

Mais la Pologne ouvrière et paysanne ne doit pas choisir entre la tombe et la prison. Avec les autres peuples opprimés, avec les exploités du monde entier, les travailleurs

polonais prendront la voie de la IV^e Internationale. Car cette voie seule, par la révolution mondiale, mène à l'écroulement de l'impérialisme aussi bien allemand qu'allié, et délivrera l'URSS de sa bureaucratie. Dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe tendant une main fraternelle à l'URSS régénérée, la Pologne renaîtra à une vie nouvelle et libre. C'est pourquoi la IV^e Internationale soutient le droit du peuple polonais à disposer de lui-même non seulement contre les impérialistes de Berlin et de Londres, mais aussi vis-à-vis de la bureaucratie soviétique. Une Pologne capitaliste est vouée définitivement à l'exploitation et à l'oppression ; vive une Pologne socialiste soviétique, indépendante de la bureaucratie de Moscou.

N° 47 LA LUTTE DE CLASSES 21 mai 1945

LE SANG COULE EN AFRIQUE DU NORD

Quand il y a quatre mois le C.N.R., ornement démocratique de la " IV^e République ", faisait la demande - aussitôt repoussée - d'une " commission d'information " sur la situation en Afrique du Nord, notre journal écrivait (n° 42) :

" Seule la politique des colons est approuvée par le gouvernement : REPRESSION COLONIALISTE SANS PHRASES. Ici il n'y a pas de place pour les balivernes du C.N.R. "

L'aggravation constante de la situation en Afrique du Nord, où les masses en proie à la famine et aux maladies en étaient arrivées à se nourrir d'herbes, l'attitude de l'administration coloniale qui, sur l'ordre des colons, ne trouvait d'autre remède à cette situation que les brimades, les emprisonnements et les provocations, devait aboutir à un conflit sanglant.

Ce conflit que les hypocrites de la Métropole voulaient éviter au moyen de phrases " démocratiques ", le gouvernement le prévoyait et s'y préparait de longue date. L'artillerie lourde, les tanks, les avions, dont on poussait la production " parce qu'on en manquait pour vider les poches de l'Atlantique ", il les avait mobilisés pour sa besogne réactionnaire. Avec une férocité toute capitaliste la répression s'est abattue sur les masses nord-africaines et a transformé le pays en un vaste ORADOUR-SUR-GLANE.

Cependant que l'impérialisme répondait par les bombardements, les tortures, les viols et les pillages aux manifestations des masses nord-africaines pour le pain et pour la liberté, dans la presse bourgeoise et social-chauvine, ce ne fut qu'un cri pour condamner les indigènes et leur reprocher de s'être laissés guider par les provocateurs de la 5^e colonne.

Mais la lutte a pris une telle envergure et une telle profondeur populaire, que *L'Humanité* s'est vue obligée d'admettre le 15 mai que la cause des événements était une situation où " on affame les masses musulmanes, on les prive de tout tissu, au point que les

femmes de l'intérieur ne peuvent sortir, car elles sont pratiquement nues ", comme le disait notre journal dès janvier.

Y a-t-il un remède à cette situation ? *L'Humanité* demande au gouvernement et notamment au ministère de l'intérieur, de " châtier les traîtres et les provocateurs et pratiquer à l'égard des populations musulmanes une politique d'humanité et de démocratie dans notre intérêt commun " (12 mai).

Cela revient à demander au gouvernement réactionnaire et colonialiste, protecteur des colons et ennemi des fellahs, de se transformer en ami des fellahs et ennemi des colons, de même qu'ici *L'Humanité* ne cesse de " demander " au gouvernement des trusts de se transformer en gouvernement du peuple. Comme le disait Trotsky, " autant demander du lait à un bouc ".

Mais même si le gouvernement, qui a montré qu'il n'était capable que de répression, pouvait prendre quelques mesures économiques en faveur des populations nord-africaines, " à notre époque on ne peut plus maintenir assujetti un peuple qui veut sa liberté et son indépendance ".

Si les travailleurs français ne veulent pas apparaître aux yeux des masses nord-africaines comme les soutiens des entreprises coloniales du capitalisme, ils doivent rejeter cette politique et reconnaître **sans conditions** le droit à l'indépendance totale des peuples arabes de l'Afrique du Nord.

De même que, pour permettre les échanges économiques avec l'Afrique du Nord et combattre la famine, ils doivent soutenir la lutte des masses indigènes pour l'expropriation des colons monopoleurs et l'expulsion de l'administration coloniale au service des trusts.

Le PC, quand il était encore fidèle au communisme, a soutenu Abd-el-Krim dans sa lutte armée contre l'impérialisme français. Aujourd'hui *L'Humanité* demande au gouvernement de " punir comme ils le méritent les chefs pseudo-nationalistes " (19-5).

La IV^e Internationale, porte-drapeau de la lutte anti-impérialiste, assure les peuples de l'Afrique du Nord et leurs leaders de toute sa sympathie et de tout son soutien, et leur crie avec tous les ouvriers conscients de France : VIVE L'INDEPENDANCE DE L'AFRIQUE DU NORD !

LA LUTTE DE CLASSES

N° 48 LA LUTTE DE CLASSES 11 juin 1945

L'ALLEMAGNE, IMAGE DE NOTRE AVENIR CAPITALISTE

Comme en 14-18, la politique des social-chauvins a été tout au long de cette guerre " Mort aux boches ", sous prétexte que tous les Allemands étaient complices de la politique de leur bourgeoisie. En même temps les social-chauvins continuaient à s'intituler communistes et socialistes.

Mais l'essence du communisme ou du socialisme c'est la solidarité internationale des travailleurs. En agissant contre cette solidarité, les social-chauvins rampent servilement devant la bourgeoisie, qui, elle, mène la lutte SANS INTERRUPTION contre le communisme ou le socialisme, sous prétexte que ces " utopies " affaiblissent l'union nationale et mettent en danger toutes les classes devant la menace extérieure. En effet, si dans la personne de la classe ouvrière allemande, un des chaînons les plus importants de la solidarité communiste s'est rompu, le Parti communiste français, par son action de 1924 contre l'occupation de la Ruhr, ne serait-il pas responsable du relèvement du " militarisme allemand " ?

Mais si on n'accepte pas ce raisonnement, il faut pouvoir répondre à la question : pourquoi le prolétariat allemand n'a-t-il pas accompli sa révolution ? De la réponse à cette question dépendent les tâches et le sort du mouvement ouvrier.

La défaite de 1933 du prolétariat allemand

La classe ouvrière peut toujours se relever d'un combat même si celui-ci lui a été défavorable. Mais la défaite de 1933 du prolétariat allemand a été une catastrophe parce que ses chefs le firent capituler devant Hitler sans combattre.

Même au pouvoir, Mussolini n'a pu vaincre d'un seul coup toute opposition de la classe ouvrière sans une série de combats d'arrière-garde. Mais en Allemagne où avant 1933 il y avait une armée prolétarienne sur pied de guerre bien plus considérable qu'en Italie, les chefs socialistes et communistes ont commandé aux travailleurs : " Bas les armes " ! Ils justifiaient cette politique en répétant encore six mois après l'arrivée de Hitler au pouvoir que celui-ci ne s'y maintiendrait pas longtemps ; grâce à l'inactivité des partis ouvriers, la bourgeoisie avait réussi à SUBMERGER le pays de ses bandits armés (tels les miliciens de Darnand, Doriot, etc. en France) et en écrasant la classe ouvrière, avant-garde socialiste, enlevait aux autres couches de la nation tout autre guide si ce n'est celui de la bourgeoisie impérialiste.

Or, une défaite sans combat est la plus terrible des défaites. Elle démoralise la classe ouvrière et lui fait perdre toute confiance dans ceux qui l'y ont mené. Par leur politique, les partis réformiste et stalinien ont discrédité aux yeux des ouvriers le drapeau même du communisme et du socialisme dont ils se réclamaient.

C'est ainsi que le fascisme, grâce à la faillite morale de la social-démocratie et surtout des staliniens, a obtenu un succès décisif : la répression menée à une échelle sans précédent, aboutit non pas seulement à la paralysie momentanée, MAIS A LA DISPARITION des organisations de la classe ouvrière allemande.

Dans ces conditions de démoralisation et d'atomisation de la classe ouvrière allemande, celle-ci ne pouvait plus compter pour son relèvement que sur un appui extérieur. Mais là encore les réformistes et les staliniens ont mené une politique qui n'a servi que les intérêts de nos ennemis.

Trotsky disait en 1937 :

" Il est nécessaire d'avoir en France un mouvement révolutionnaire. Si nous disons que tout le peuple, le prolétariat et la bourgeoisie, doit combattre l'Allemagne fasciste, Hitler dira alors : " vous voyez que toute l'humanité est contre la nation allemande ". C'est le meilleur climat, le ciment national que Hitler possède. Il s'en est nourri.

Il est nécessaire de continuer l'opposition révolutionnaire au gouvernement en France en vue de donner la possibilité à la révolution de se développer en Allemagne " .

Mais les partis réformiste et staliniste n'ont pas mené pendant la guerre une politique internationaliste, mais une politique de résistance impérialiste aux ordres des alliés.

La coalition de la bourgeoisie internationale

En portant le fascisme au pouvoir la bourgeoisie allemande a écarté le danger de la révolution prolétarienne. C'était là le but qui intéressait la bourgeoisie mondiale et elle en fut complice.

C'est pourquoi Trotsky, en s'adressant à l'Union Soviétique, préconisait en 1933, aussitôt après l'arrivée de Hitler au pouvoir, une guerre préventive pour abattre son régime avec l'appui du prolétariat mondial. Mais Staline avait déjà inauguré une politique de coulisses de diplomatie secrète et d'entente avec la bourgeoisie qui l'empêchait de voir le danger et la catastrophe qui allait s'abattre sur l'URSS.

Comme conséquence de la guerre, la bourgeoisie redoutait avant tout la révolution prolétarienne. Aussi sa politique tendait-elle de toutes ses forces à diviser le monde ouvrier et à semer la haine entre les peuples. Mais en ce qui concerne les relations des capitalistes entre eux, voici ce qu'en disent les *Izvestia* : " La guerre n'a pas rompu les liens économiques internationaux du capitalisme allemand " .

Maintenant que la guerre contre l'Allemagne est finie, l'atomisation du prolétariat allemand réalisée par le fascisme est maintenue et RENFORCÉE par les alliés, du fait du découpage du pays, de la dispersion des travailleurs prisonniers et des lois de gouvernement militaire. La presse fait état de l'utilisation de cadres nazis pour le " maintien de l'ordre ". Les églises sont le seul endroit où les réunions soient permises. Et si les ouvriers français oublient trop souvent que dans les horribles camps de concentration de Dachau et d'ailleurs les fascistes ont torturé d'abord des militants ouvriers allemands, les alliés, eux, ne se gênent pas de traiter en pairs les généraux allemands Goering, Busch, Paulus, etc. Les alliés ont achevé l'oeuvre du fascisme : détruire une des principales forces prolétariennes d'Europe, la classe ouvrière allemande.

L'Allemagne, image de notre avenir capitaliste

Monmousseau lui-même, qui par ailleurs est un des plus répugnants social-chauvins, est obligé de dévoiler le caractère de classe du nazisme :

" Entre l'aristocratie enjuponnée du faubourg St-Germain qui, au lendemain de la semaine sanglante, plantait la pointe de ses ombrelles dans les yeux des Communards enchaînés, et la clique dirigeante du parti nazi, il n'y a qu'une différence de race ". (*Vie Ouvrière* 26-4-45).

Le fascisme a en effet son origine dans la lutte de classes. La bourgeoisie allemande qui, tout comme à l'heure actuelle la bourgeoisie française, voulait maintenir sa " grandeur " dans le monde malgré sa défaite de 1918, visait à rejeter tout le poids de la décadence de son régime social sur les masses travailleuses. Elle devait pour cela écraser en premier lieu la classe ouvrière, avant-garde de la lutte anti-capitaliste. La bourgeoisie

n'a pas hésité dans ce but à nourrir, à financer et à lancer contre le prolétariat la canaille déclassée de toutes les classes, spécialement de la petite-bourgeoisie organisée en bandes fascistes. C'est le désespoir collectif d'une petite-bourgeoisie ruinée et acculée à la faillite qui a permis au fascisme d'organiser ses bandes, scientifiquement ensauvagées.

Toutes les bourgeoisies européennes se trouvent actuellement devant la même situation qu'a connue la bourgeoisie allemande. Etant donné la part de plus en plus décroissante du capitaliste européen dans le monde, la bourgeoisie se trouve dans la nécessité d'écraser les masses sous le fardeau du militarisme et de sa décadence économique. Elle n'hésite pas pour cela d'ouvrir les écluses de la barbarie, que l'on sent monter tous les jours. S'il y a une différence de race, l'Allemagne ne fait que nous devancer dans le temps, si la bourgeoisie doit rester maîtresse des destinées de ce pays.

Si l'exemple de l'Allemagne démontre quelque chose c'est justement qu'il ne faut pas lui emboîter le pas, qu'il ne faut pas continuer ses méthodes contre d'autres victimes, qu'il ne faut pas aider notre bourgeoisie à traiter l'Allemagne et d'autres pays (colonies etc.) comme Hitler traitait l'Europe.

Il faut au contraire se pénétrer du danger terrible qui en découlerait pour nous et s'en faire une volonté d'étouffer la source de barbarie que représente notre propre bourgeoisie et pour tous les ouvriers la bourgeoisie de leur propre pays. La tâche des communistes à travers le monde reste : relier la chaîne de solidarité internationale de tous les exploités contre l'impérialisme.

N° 49 LA LUTTE DE CLASSES 11 juillet 1945

A QUI PROFITE LE CHAUVINISME ?

La CGT a publié un communiqué dans lequel elle revendique le contrôle sur l'utilisation des prisonniers allemands, afin que leur emploi ne " concurrence pas les conditions d'existence " des ouvriers français et n'entraîne pas leur chômage.

Ce problème, extrêmement sérieux pour les conditions de travail et d'existence de tous les ouvriers en France, la direction de la CGT a donc jugé utile de le poser à l'ordre du jour. Mais en pratique, son attitude chauvine, radicalement contraire à l'esprit ouvrier, joue d'ores et déjà contre les ouvriers français et facilite la politique patronale.

Nous reproduisons ici notre tract diffusé à l'usine RENAULT et diffusé à la suite d'un incident concernant les prisonniers allemands :

" La direction de chez RENAULT vient de publier un avis menaçant les ouvriers de renvoi immédiat au cas où ils seraient surpris à donner un peu de tabac ou une friandise quelconque aux prisonniers allemands qui font du travail forcé dans l'usine. Cet avis vient à la suite d'un incident soulevé par les responsables syndicaux à propos d'un geste de solidarité (un ouvrier qui a offert un peu de tabac à un prisonnier allemand).

Camarades, pouvons-nous imaginer un tableau plus républicain ?

Un exploité qui gagne péniblement sa vie fait le geste humain de soulager la souffrance d'un autre travailleur qui possède encore moins que lui. Aussitôt, sous prétexte de crimes perpétrés pendant l'occupation impérialiste allemande en France, les responsables syndicaux s'adressent à la **direction** pour que celle-ci puisse ajouter une brimade de plus aux autres multiples qu'elle exerce déjà contre les ouvriers de son usine. Qui est la direction ? La direction du grand trust soi-disant nationalisé de RENAULT (or il n'y a rien de changé aux conditions de travail, où tout se passe comme sous l'ancien patron), et tous les capitalistes français roulent sur l'or et vivent de la richesse extraite du travail pénible des travailleurs de toute race et de toute nationalité (français, coloniaux, etc.). Ils maintiennent les travailleurs en esclavage par la violence et le mensonge, et les font s'entre-déchirer pour mieux les exploiter. Tandis qu'ils enseignent aux ouvriers la haine contre d'autres ouvriers, les capitalistes traitent leurs confrères étrangers avec beaucoup d'égards. On le voit clairement dans la façon dont la finance alliée traite par exemple Goering et sa femme (repas somptueux, château, voiture, domestiques). Il n'y a évidemment pas de Goering aux travaux forcés chez RENAULT pour expier ses crimes.

Proposons donc aux responsables syndicaux, au lieu de ramper devant la direction, de faire une enquête sur l'origine des prisonniers allemands travaillant chez RENAULT, vous verrez que leur écrasante majorité sont des travailleurs comme vous, qui en Allemagne, comme vous en France, ont été exploités par leur RENAULT et Cie, qui comme vous n'ont jamais connu aucune des véritables joies de l'existence, qui comme vous ont été un beau jour mobilisés en 1939 et obligés sous menace de pendaison de marcher contre les travailleurs d'en face.

Oui, la France a été saignée et maltraitée, il y a eu les camps de déportation et de torture (où se trouvaient d'ailleurs aussi des ouvriers allemands). Mais est-ce que l'Allemagne n'a pas été transformée aussi en un monceau de ruines, est-ce qu'on ne veut pas exterminer aussi les ouvriers allemands, tandis que les capitalistes allemands commencent déjà à collaborer et à faire des affaires, est-ce que malgré cette extermination réciproque vous pouvez oublier que depuis 1939 les capitalistes de tous les pays n'ont été empêchés par aucune circonstance de guerre de ramasser l'or dans le sang des travailleurs ?

Camarades, au nom de la classe ouvrière consciente, dont le destin historique est d'émanciper le monde entier de l'exploitation capitaliste et des guerres fratricides, nous condamnons et dénonçons comme misérable et digne de mépris cette attitude des responsables syndicaux ; qu'ils se rétractent ! Faites enquêter parmi les travailleurs allemands ! N'oubliez pas que le traitement qui leur est infligé décide de vos salaires aussi, car les capitalistes sont contents d'avoir à leur merci de la main-d'oeuvre forcée, pour mieux faire pression sur vos propres salaires et conditions de vie. Rappelez-vous les exemples du passé. Défendez les opprimés qui sont à côté de vous pour mieux vous défendre vous-mêmes, défendez-vous ensemble, pour qu'un jour enfin puisse cesser cette condition de l'ouvrier s'épuisant comme une rosse servile au service de ses exploités.

Exactement à l'image des capitalistes allemands, les capitalistes français écrasent les travailleurs étrangers de façon à donner l'illusion à leurs propres esclaves "libres" (les ouvriers français) qu'ils sont des privilégiés. Faites comprendre aux travailleurs allemands que cette comédie ne durera pas indéfiniment, qu'elle sera brisée par la solidarité de tous les exploités de chez RENAULT, pour qu'enfin justice soit faite contre les véritables responsables de la guerre et de nos misères. "

La veille du jour où ce tract a été diffusé, deux travailleurs avaient été congédiés pour avoir parlé à des ouvriers allemands. Des faits relatés il ressort avec évidence que le

chauvinisme des bureaucrates syndicaux les amène à recourir à l'arbitrage de la direction patronale, pour que celle-ci fasse la police entre les travailleurs de différentes catégories. Ils reconnaissent donc, de fait, au patron le droit de disposer à sa guise de ses salariés. Il est certain dans ce cas que la revendication des dirigeants pourris de la CGT, demandant que l'utilisation des prisonniers allemands ne concurrence pas les conditions d'existence des ouvriers français, ne pourra, comme tant d'autres, que rester sur le papier. Quelle doit être l'attitude des ouvriers français pour réellement faire aboutir cette revendication ?

Le patronat ayant à sa disposition une armée de travail misérablement traitée (en la personne des prisonniers allemands), fait automatiquement pression sur tous les autres travailleurs (loi de la concurrence). D'autre part, cette armée de travailleurs étant composée de prisonniers et astreinte **au travail forcé**, le patronat l'a à sa merci pour l'utiliser en cas de grève des ouvriers français et briser ainsi ces mouvements. L'intérêt évident des ouvriers français c'est donc d'exiger l'abolition de tout travail forcé et le **statut des travailleurs libres** pour les ouvriers étrangers, quelle que soit leur nationalité.

Pour que la CGT puisse avoir le contrôle sur ses ouvriers, quel est le meilleur moyen (dans un esprit véritablement ouvrier), si ce n'est d'étendre à tous les travailleurs les droits syndicaux ?

Au lieu de cela les bureaucrates chauvins se font les garde-chiourme entre les ouvriers français et allemands, imitant en cela les nazis, puisque ceux-ci empêchaient aussi, par des sanctions, les ouvriers allemands de parler aux travailleurs étrangers (ce qui n'a d'ailleurs pas empêché les ouvriers allemands de faire des gestes de solidarité à leur égard, comme le savent très bien les prisonniers rapatriés).

Si la CGT craint que la présence des prisonniers allemands n'entraîne le chômage des ouvriers français, il faut exiger le renvoi des prisonniers dans leurs foyers.

la vérité en marche : Andreu Nin, Léon Sedov

Nos avions déjà eu la confirmation que Léon Sedov avait bien été assassiné par les services de Moscou, à travers le livre du général Volkogonov, qui disait son intime conviction de l'assassinat par le NKVD du fils de Trotsky. Deux officiers du KGB ont confirmé à *L'Evènement du Jeudi* : ces messieurs font un film et le chef du Service Action, Pavel Anatoliévitch Soudoplatov, organisateur de l'assassinat de Trotsky, a confirmé devant leurs caméras que Sedov avait bien été assassiné par ses hommes. Voilà une première question réglée : sur ce point, Trotsky et sa poignée de fidèles ont eu raison contre le monde entier.

Le deuxième problème historique réglé est celui de Nin. On sait qu'à l'époque où il disparut, en 1937, les staliniens affirmaient qu'il avait été "enlevé" par les nazis qui voulaient le sauver et avait été transporté en Allemagne. Il était en fait enterré à 17 kilomètres d'Alcalá de Henares, sur la route qui va vers Perales de Tajuña. Les journalistes Dolorès Genovès et Llibert Ferri ont réalisé pour la télévision catalane un film dont la base est constituée par deux rapports d'Orlov, chef du NKVD en Espagne, qui se trouvaient dans les archives du KGB - et qui ont été **vendus** par le gouvernement russe.

Le premier est une explication par Orlov de la nature et de la méthode de fabrication des faux qui permettraient d'accuser Nin d'espionnage. Ils ont été fabriqués par un informateur de la police, Alberto Castilla dit Fernando Velasco. Le second porte sur l'assassinat et corrige nos hypothèses. Nin a été enlevé à la prison d'Alcalá de Henares et non de Valence comme on le croyait après des révélations d'ex-staliniens espagnols comme Jesús Hernández. Il n'a pas été torturé dans une quelconque "tchéka" (prison privée stalinienne) mais dans le souterrain de la maison de campagne de deux personnalités de l'oligarchie ralliées au parti communiste, le général d'aviation Ignacio Hidalgo de Cisneros, chef de l'aviation républicaine, et sa femme, Constanca de la Mora Maura, petite-fille du politicien réactionnaire Antonio Maura et responsable de la censure à Madrid.

Orlov ne mentionne pas Vittorio Vidali, le "commandant Carlos," jusque là accusé d'avoir participé aux séances de torture ; il mentionne en revanche le Hongrois Ernő Gerő, à l'époque représentant de l'IC à Barcelone, et son chauffeur "Victor". Quant aux cinq personnes qui ont achevé Nin et l'ont enterré, ce sont Orlov lui-même, un agent nommé José Escoi, probablement brésilien sous le pseudonyme de Jousik - qui avait pris part non seulement à l'enlèvement à la prison mais à l'arrestation de sa victime et qui était venu spécialement en Espagne pour

cette entreprise en qualité de "technicien" - , et trois Espagnols dont les noms ont été dissimulés. Ainsi s'est terminé ce que les hommes de Staline appelaient "l'opération Nikolai".

Notre camarade Pierre Broué, avec Alexandre Pantsov, historien russe, membre du bureau de l'Institut Léon Trotsky, ont été invités à prendre la parole au meeting sur Nin de l'Ateneo de Madrid organisé par la Fondation Andreu Nin.

Les départs

Sebastián García Millán (1919-1992)

Sébastien, comme on l'appelait maintenant, **Damien**, qu'il avait été longtemps, est mort le 22 septembre dernier, à Paris, d'une crise cardiaque. Il était né le 19 mars 1919, à Barcelone. Il n'avait que 14 ans quand il rejoignit les Jeunesses du Bloc ouvrier et paysan catalan dirigé par Joaquín Maurín. A 15 ans, il était membre des jeunesses du POUM, la JCI, et, à seize ans, il y occupait des responsabilités, ce qui lui valut d'être arrêté et emprisonné, mais il fut libéré à la veille de l'insurrection fasciste et militaire. Il était de la génération des seize ans que les combattants appelaient celle du " biberon ", ce qui ne l'empêcha pas de s'emparer d'armes en attaquant une armurerie avec les copains de son âge et de prendre part aux combats de rue contre les troupes du général Goded. Peu après, il devint secrétaire général de Pionniers, l'organisation des enfants du POUM de Barcelone. Il combattit dans les milices du POUM sur le front d'Aragon, prit part aux Journées de mai 1937 au cours desquelles il se trouva en contact avec le " groupe bolchevik-léniniste ", le groupe trotskyste de Barcelone. Il fut arrêté en 1938 et torturé à l'époque où les staliniens cherchaient à faire en Espagne un " procès de Moscou " ; il tint bon et réussit à s'évader le 26 janvier 1939 et à rejoindre la France noyé dans la masse des réfugiés.

D'abord interné au sinistre camp d'Argelès, il s'évada et gagna Bordeaux où il trouva du travail. Il avait rejoint le groupe trotskyste espagnol qui éditait *Nuevo Curso*, milita au CCI pendant la guerre. Membre du PCI dès sa formation en 1944, il milita également dans les rangs du POUM en exil et fut membre de son comité exécutif jusqu'en 1978, effectua en Espagne de nombreuses missions clandestines. Etabli à Paris, il vécut souvent à Barcelone et à Madrid. Ces dernières années, il était président du POSI espagnol et à ce titre membre du CC du PCI où il militait en France. Il fut exclu de l'un et de l'autre pour avoir protesté contre l'exclusion du militant d'origine espagnole Carrasquedo et l'attitude de la direction du PCI à l'égard de ce dernier. Il en souffrit énormément, tant du fait de son attachement à cette organisation que des liens personnels qu'il avait avec certains dirigeants du PCI par lesquels il se jugea " trahi ". Combattant jusqu'au bout, il se retrouva avec

les exclus dans la " fraction externe du CCI ", autour de *La Commune*. Son coeur malade n'a pas résisté à l'immense chagrin d'être exclu et au choc de ce qui lui paraissait un reniement de la part de certains de ses vieux camarades.

George S. Novack (1910-1992) (William F. Warde, John Marshall)

George Novack est mort à New York le 30 juillet 1992. Il était né Yason Mendel Novograbelsky, en 1910, à Boston dans une famille de pauvres immigrants juifs de la deuxième génération, changea de nom à la suite de son père qui tenait un hammam et modifia lui-même ses prénoms. Il entra dans la fameuse université de Harvard où il se distingua par son appétit de lectures et sa soif d'indépendance : il ne vivait encore que dans le milieu juif, mais perdit rapidement la foi. Il quitta l'université en 1927, sans avoir terminé ses études et se lança dans la publicité ; il travailla pour divers grands éditeurs. Il évolua vers la gauche sous les coups de la crise mondiale. Il commença à militer au sein du NCDPP, comité de défense des prisonniers politiques formé par des communistes devenus trotskystes, eut ses premiers heurts avec les staliniens. Impressionné par la victoire sans combat des nazis en Allemagne, il rejoignit à l'automne 1933 la Communist League of America, l'organisation trotskyste américaine.

Il allait être, sur son mandat, l'un des animateurs du Comité de défense de Léon Trotsky dont il devint le secrétaire national, puis de la campagne contre les Procès de Moscou. Il se rendit au Mexique pour accueillir Trotsky, puis séjourna à Coyoacán avec la commission Dewey. A son retour, il fut dès lors de toutes les batailles et de tous les fronts, Minneapolis où la répression se préparait, dès 1941, contre le syndicat qui s'était donné des dirigeants trotskystes, le comité de défense des droits civils à New York ensuite, dans lequel il réussit à entraîner John Dos Passos, Carlo Tresca et même un des vétérans du mouvement ouvrier des temps héroïques, Warren Billings, compagnon de Tom Mooney. Il travailla en 1942 dans une usine d'automobiles à Detroit et revint en 1943 à New York comme membre de la direction de rechange après l'arrestation de Cannon et de ses camarades. Collaborateur du *Militant*, animateur des " écoles du parti ", il mena bien d'autres combats contre la répression, puis représenta son parti en Europe de 1951 à 1953, époque de la scission de la IVe Internationale, contribuant à l'exclusion de sa section française. A son retour, il s'établit pendant une dizaine d'années à Los Angeles, animant la publication de la revue théorique du Socialist Workers Party, puis ses écoles. Il polémiqua dans des ouvrages, des brochures et des conférences en défense du marxisme, aida Pierre Broué pour le numéro " Procès de Moscou dans le Monde " des *Cahiers Léon Trotsky* qu'il fut l'un des premiers à parrainer.

Il ne semble pas que George Novack soit jamais entré en opposition à l'une des directions successives de son parti. Il fut le seul de la vieille garde épargné par la terrible épuration du SWP par Jack Barnes et son équipe. Militant discipliné, il demeura un vieil homme d'une immense courtoisie, ouvert aux idées des autres et se comporta toujours avec beaucoup de respect pour ses adversaires d'idées ou d'organisation. Asher Harer, un homme de sa génération exclu du SWP s'est demandé dans *Socialist Action* pourquoi il garda le silence à l'époque des exclusions :

" Novack se tut. Il n'attaqua ni ne défendit, mais se mit sur la touche. Il refusait désormais de parler politique avec ses vieux amis et camarades. Cannon a expliqué que certains ne peuvent pas surmonter le mur de l'ostracisme. Je crois que ce problème constitua la tragédie personnelle de George ".

Il ajoute :

" On se souviendra toujours de lui avec respect et affection à cause de l'importante contribution qu'il fit à l'étude du marxisme ".

Sa disparition laisse un grand vide et c'est tout un pan d'histoire qui part avec lui. Salut, George

Wolfgang Salus (1909-1953).

Les *Cahiers Léon Trotsky* ont parlé à plusieurs reprises de Wolf Salus, alias Krieger, qui fut secrétaire de Trotsky en Turquie, puis l'un des dirigeants des trotskystes tchèques, fondateur de *Jiskra*. Dans son article " Quelques collaborateurs de Trotsky ", dans notre premier numéro, Pierre Broué indiquait qu'il était mort à Munich dans des conditions suspectes. Le soupçon est confirmé.

Dans *Moscow News*, édition anglaise des *Nouvelles de Moscou*, n°32 de cette année, Natalia Guevorkian et Nikita Petrov écrivent en effet :

" En 1953, à Munich, le Bureau 1 (du KGB) organisa l'assassinat de Wolfgang Salus, l'ancien secrétaire et garde du corps de Trotsky. En mars 1937, Semyon Ignatiev, qui était alors chef du KGB écrivit le rapport 951/i aux dirigeants du PCUS - Malenkov, Beria, Molotov, Boulganine et Khrouchtchev :

" Salus a été neutralisé par un agent KGB, de race allemande, qui, le 13 février 1935, lui glissa un poison à action lente qui tue un homme dans les 10-12 jours. Peu après, Salus, malade, fut hospitalisé dans un hôpital de Munich, où il mourut le 4 mars. Plusieurs sources indiquent que l'adversaire n'a pas eu

de doutes : c'était une mort naturelle. Les médecins ont dit que Salus était mort d'une pneumonie ".

Nous reviendrons sur Wolfgang Salus et sa vie de militant dans un prochain numéro, en espérant pouvoir à ce moment là donner à nos lecteurs des informations sur l'activité politique de Wolf Salus au moment où il fut assassiné par les hommes de Staline.

Dimitar Gatchev (1897-1991)

Fils d'une famille bulgare aisée, le jeune Dimitar, après ses études secondaires, alla en Allemagne comme étudiant en 1921. C'est là qu'il devint communiste, adhérant au KPD. Il y était toujours au moment de la préparation de l'insurrection d'octobre 1923 et y joua un rôle dans l'appareil clandestin : il conçut une vive animosité contre les dirigeants de l'IC qui avaient selon lui gâché une occasion unique. Il revint clandestinement en Bulgarie en 1924 et y fut désigné comme responsable de l'appareil militaire clandestin du PC. Il rejoignit l'Opposition de gauche en 1925. Arrêté la même année, torturé, emprisonné à Plovdiv, il fut l'un des organisateurs de la résistance des prisonniers à la double terreur policière et stalinienne et dirigea grèves et batailles rangées dans l'enceinte de la prison. Libéré en 1932, il devint l'un des dirigeants de l'Opposition en Bulgarie, fut notamment directeur de son journal *Osvobodjenje* (Libération). Coupé ultérieurement du mouvement international — il avait encore des visites quand des militants passaient sur la route de Prinkipo où Trotsky était exilé —, il en fut définitivement séparé par la rigueur de la dictature monarchiste. Avec la chute de l'Axe, il tenta d'organiser une activité démocratique en fondant la Ligue des Droits de l'Homme et réussit à reprendre contact avec le Secrétariat international de la IVe Internationale en 1945. Arrêté la même année, puis libéré, il fut à nouveau arrêté en 1946 et passa pour mort jusqu'à sa libération, après la "déstalinisation". Il lutta en prison avec un courage qui lui valut l'admiration de tous ses co-détenus et ce furent d'anciens staliniens condamnés par leurs pairs, arrêtés puis libérés, qui oeuvrèrent à leur tour à sa libération. Il obtint même un visa de séjour en France où il avait été invité par le PCI. En descendant de l'avion, il dit qu'il voulait avant tout se rendre à l'Institut Léon Trotsky qui était alors la cible des attaques de l'appareil dans son pays. Il participa à de nombreux meetings et rencontres et refusa toutes les propositions qui lui furent faites de rester en France. Il voulait, jusqu'au bout, lutter et mourir dans son pays. Ce qu'il fit. Ceux qui l'ont connu ressentent un grand vide devant la disparition de cet homme qui était à la fois l'énergie et la chaleur humaine incarnées.

Edmund Samarakkody (1914-1992)

Né au Sri Lanka (ex-Ceylan) dans une riche famille, le jeune Edmund fit des études de droit. Aussitôt diplômé, il alla travailler dans une plantation : il avait adhéré peu après sa fondation, en 1935, au parti démocratique avancé, Lanka Sama Samaja Party (LSSP), dans lequel coexistaient les courants démocratiques et ouvriers les plus variés. Il y rejoignit bientôt le "Groupe T" internationale. Il fut un des organisateurs de grèves d'ouvriers agricoles, ce qui lui valut de nombreuses arrestations et détentions. Arrêté le 19 juin 1940, avec la dissolution du parti qui avait rejoint la IVe Internationale, il fut détenu d'abord dans la prison militaire de Kandy puis dans une prison civile, d'où il s'évada avec ses camarades dirigeants et un gardien, le 5 avril 1942. Cependant que les autres rejoignaient l'Inde, il resta au Sri Lanka, y dirigeant le Bolshevik Leninist Party of India (BLPI), organisation désormais unifiée pour l'Inde et le Sri Lanka, jusqu'à son arrestation et sa condamnation en 1944. Dans les années suivantes, contre NM Pereira qui reconstitua le LSSP, il dirigea le BLPI avec Colvin da Silva. Lors de la fusion, il entra au comité central où il devait rester jusqu'en 1964. Adversaire du ralliement au Front populaire et à l'Union nationale préconisé par NM Pereira et les autres "chefs historiques", il incarna la résistance à ce cours liquidateur du LSSP et fut le secrétaire général de l'organisation maintenue en 1964, le LSSP (R), ("révolutionnaire"). Il transféra par la suite son allégeance du Secrétariat unifié de IVe Internationale à la Ligue spartaciste, mais sa façon très personnelle de diriger en prenant appui sur une fraction secrète ne contribua pas peu à la liquidation de ce parti, qui était le dernier résidu du "trotskysme" sri lankais. Lui-même est le dernier à disparaître de la génération des "trotskystes fondateurs".

Robert Caby (1905-1992)

Robert Caby est mort. Il était né le 25 mars 1905 à Venette (Oise). Il fit ses études au Lycée Saint-Louis, puis en khâgne au Lycée Louis-le-Grand de 1922 à 1923 où il eut pour condisciples Jean-Paul Sartre et Paul Nizan. C'est dès cette époque, contrairement à ces derniers, qu'il s'intéressa à la politique. Il lut également avec passion *Littérature*, les écrits dadaïstes et *Clarté*. Il fit son service militaire de mai 1926 à novembre 1927. Affecté au 1er régiment de tirailleurs de Blida, un régiment disciplinaire, il garda un souvenir pénible de cette période de brimades et de sévices. Ayant refusé de suivre l'école des officiers de réserve, il fut menacé du conseil de guerre pour acte d'insubordination. Il adhéra au PC en 1929 et écrivit dans l'*Humanité* des articles sur l'art et la musique. Il épousa Simone Dumas qui avait été la se-

crétaire de Barbusse et devint un collaborateur de *Monde*. Musicien - il jouait du piano depuis l'âge de dix ans - , il organisa régulièrement des concerts populaires à la Bellevilloise, au siège des coopératives, contrôlé par le PC. En 1933, il sympathisa avec l'Opposition de gauche et, avec trois autres militants, il organisa un groupe oppositionnel clandestin intitulé "Que faire" qui placarda dans Paris une affiche critiquant la politique du PC au moment du voyage d'Herriot à Moscou. Il écrivit, peu après, dans *La Vérité* du 6 octobre 1933, sous le pseudonyme de Biline, un article intitulé «Ferrat explique la réception d'Herriot en URSS». C'est à ce moment qu'il entra en contact avec Sedov pour lequel il éprouva immédiatement une vive sympathie. Bien qu'endésaccord avec la politique entriste, il adhéra à la SFIO et devint, le 12 mai 1935, conseiller municipal socialiste de Champigny-sur-Marne où il habitait. C'est à Champigny, chez lui, qu'il reçut Trotsky. De décembre 1935 à juillet 1936 il entretint une correspondance avec ce dernier, l'informant de l'état de l'organisation bolchevik-léniniste et sur la situation politique en France. Il fut candidat à Aulnay-sous-Bois (Seine et Oise) aux élections législatives d'avril 1936 mais n'obtint que 50 voix. En juillet de la même année il devint le secrétaire de la région parisienne du POI. Il devait être également l'un de ceux qui hébergèrent Rudolf Klement lequel fut assassiné par le GPU. Pendant toute sa période militante, Robert Caby ne cessa jamais de pratiquer la musique. Membre de l'AEAR, c'est en tant que délégué de la section "musique" qu'il fit partie du voyage pour les Olympiades de Moscou, en mai 1933, en compagnie du groupe Octobre. Il composa un hymne à la IV^e Internationale et fut, aux cours des années trente, un organisateur des fêtes de *La Vérité* et de *Révolution*, l'organe des JSR. Il quitta le POI en 1938. Il vécut à Marseille puis en Haute-Provence sous l'occupation. C'est très jeune, à l'âge de dix-huit ans, alors "qu'il passait des nuits sur les partitions de Wagner" que, selon ses propres termes: "la miraculeuse musique de Satie" vint lui "ouvrir l'esprit". Devenu l'ami du compositeur, il lui rendit visite quotidiennement à l'hôpital Saint-Joseph jusqu'à sa mort le 1er juillet 1925. Depuis, il ne cessa d'entretenir son souvenir, de faire connaître et diffuser l'oeuvre du maître. Dans de très nombreux articles, conférences, il évoquait la personnalité haute en couleurs de Satie, qui cachait derrière une ironie cinglante et un humour corrosif une bonté et une grande tendresse. Ceux qui ont connu Robert Caby n'oublieront pas son extraordinaire vitalité, malgré la vieillesse et la maladie, son esprit enjoué qui empruntait beaucoup à celui de Satie. Ils n'oublieront pas l'accueil chaleureux dans son petit appartement où s'entassaient les partitions, sa disponibilité à évoquer les souvenirs. Robert Caby se consacra toute sa vie à la musique. Jusqu'à son dernier souffle, il ne cessa de jouer et de composer des oeuvres: des sonates, des centaines de musiques sur des poèmes des plus grands Apollinaire, Baudelaire, Rimbaud et sur les textes de ses amis. Une oeuvre considérable qui reste à découvrir. Une association des amis de Robert Caby s'est constituée pour défendre cette oeuvre et sa mémoire.

Marcel Pennetier (1914-1993), dit Brock, dit Darbout.

Marcel Pennetier, qui était né à Issoudun le 14 avril 1918 est mort à St-Amand Montrond le 5 janvier 1993. D'une famille paysanne, fils de gendarme, il fit ses études à Saint-Amand, puis alla en khâgne à Henri IV à Paris en 1931. D'abord militant à l'Union fédérale des étudiants, contrôlée par le PC, il fut écarté des responsabilités pour avoir formulé des critiques sur la théorie du "social-fascisme" et le politique allemande face à Hitler. Ayant pris contact avec Yvan Craipeau, il rejoignit en 1933 la Ligue communiste et participa à la fondation des Jeunesses léninistes. En 1935, il entra avec ses camarades dans les Jeunesses socialistes et fut secrétaire du comité antifasciste de Maisons-Alfort. Lors de son service militaire de 1935 à 1937, il participa à l'édition d'un journal clandestin antimilitariste. Instituteur suppléant en 1934, il fut nommé à Créteil en 1937, milita au PSOP, animant la tendance *Ecole émancipée* et participant aux travaux de l'Union locale CGT. Mobilisé en 1939, il prit part à la guerre, fut démobilisé en 1940 et milita de nouveau au POI, qui tira les premiers numéros de *La Vérité* dans son pavillon de Créteil. Il appartenait à la minorité qui critiquait les "thèses nationales" de Hic. Il édita sous l'occupation le *Bulletin des Amis de l'Ecole émancipée* et en fut le responsable national de 1945 à 1947 en même temps que directeur général du journal *Front ouvrier*. Dans le PCI, sous le nom de **Darbout**, il forma, avec son ami Jacques Gallienne, une tendance qui critiquait la définition de l'URSS comme "Etat ouvrier dégénéré", voyant dans la bureaucratie une nouvelle classe. A partir de 1948, il se retira de la vie politique. Il y revint avec la guerre d'Algérie, dans la Nouvelle Gauche puis l'Union de la Gauche socialiste, signant notamment l'appel des 121 sur la guerre d'Algérie. Membre du PSU, il en anima la tendance "socialiste révolutionnaire" qui, alliée au courant Poperen, combattit modernistes et mendésistes. Mais il rompit avec Poperen quand celui-ci soutint la candidature Mitterrand. Victime d'un grave accident en 1965, paraplégique, il dû réduire ses activités. Il fut pendant deux ans trésorier du PS à St-Amand, militant toujours à l'EE et à la *Libre Pensée*. Nous présentons nos condoléances à sa famille et en particulier à son fils Claude, ami de nombre d'entre nous, l'historien qui fut l'associé de Maitron dans l'oeuvre gigantesque du *Dictionnaire biographique* qu'il achève aujourd'hui avec succès. C'est toute une époque du syndicalisme enseignant qui a disparu avec lui. Pour ceux qui l'ont connu, il fut un vrai, un bon camarade. Salut, Marcel.

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.


De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky (Gautier - C.L.T. : 63 rue Thiers 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis, Paris (10^e) et de la Brèche, 9 rue de Tunis, Paris (11^e).

par  Achevé d'imprimer,
d'après les documents fournis,
en janvier 1993
IMPRIMERIE LIENHART
à Aubenas d'Ardèche

Dépôt légal janvier 1993
N° d'imprimeur : 6096

ISSN 0181 - 0790

Prix : 80 F

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**